

Déclin du terrorisme arménien ?

Les autorités turques vont suivre avec la plus grande attention le procès des auteurs présumés de l'attentat d'Orly (il fit huit morts en juillet 1983) qui s'est ouvert ce mardi 19 février devant le tribunal de Créteil. Elles veulent y voir, pour reprendre le langage du quotidien « Milliyet », une occasion de mesurer « la détermination nouvelle de la France - quasi-résidence secondaire des terroristes en tous genres - à combattre le terrorisme ».

L'outrance finit toujours par sombrer dans le désespoir. Ainsi en est-il des accusations du « Milliyet ». Pour le moment, l'ignominie attendait d'Orly semble bien avoir marqué à la fois l'apogée et le début du déclin du terrorisme arménien en France. Il faut sans doute éviter de crier victoire, car rien n'est jamais définitif en matière de lutte contre le terrorisme, mais c'est un fait qu'aucun attentat arménien grave n'a eu lieu en France depuis juillet 1983.

Le mérite en revient sans doute d'abord aux services français, qui avaient eu tendance au départ à sous-estimer le mouvement. Reste que les divisions qui s'ont créées de s'aggraver parmi les Arméniens partisans du recours à la violence ont également joué un rôle considérable dans l'affaiblissement de ce terrorisme spécifique. La diminution des attentats arméniens ne signifie cependant pas qu'il n'y a plus d'Arméniens terroristes, mais ceux-ci, pour l'essentiel, ont rejoint les rangs de la nébuleuse du terrorisme international. C'est ainsi par exemple qu'on a de bonnes raisons de croire que la plupart des fondateurs de l'Armée secrète de libération de l'Arménie (ASALA), qui opéraient naguère à partir de Beyrouth, sont aujourd'hui installés en Syrie. Ils se préoccupent plus, apparemment, de la déstabilisation de certaines nations occidentales que de la survie d'une nation arménienne menacée dans le traité de Sévres de 1920, mais étrangement oubliée dans celui qui a été conclu à Lausanne trois ans plus tard.

Certains terroristes arméniens sont non seulement par des préoccupations nationalistes - notamment les membres de l'Armée révolutionnaire arménienne, qui a succédé aux Justiciers du génocide, qui ne s'en prennent qu'à des représentants de l'État turc. Ils semblent, eux aussi, avoir mis une sourdine à des activités condamnées par l'immense majorité de la communauté arménienne, qui a choisi la France comme seconde patrie, sinon comme première.

Cet apaisement ne signifie pas qu'il n'y a pas non plus de problème arménien et qu'Ankara peut être aujourd'hui tenu quitte de ce qu'on est en droit d'appeler le génocide de 1915. Certes, l'histoire est peuplée de massacres, et bien des peuples ont payé leur tribut au fanatisme et à l'intolérance. Encore ne faudrait-il pas que les États auteurs de ces crimes s'obstinent à les nier et se présentent en victimes dès lors qu'on les leur rappelle. C'est pourtant l'attitude dans laquelle s'enferment tous les dirigeants turcs. L'actuel premier ministre, M. Özal, ne fait pas exception à cette règle, qui vient de déclarer qu'il n'est « pas question d'un changement d'approche » de sa part, et que « personne n'a le droit de demander à la République turque un seul pouce de terre ni d'accuser la République ».

Cette obstination à nier l'histoire ne constitue-t-elle pas, d'une certaine façon, un encouragement au terrorisme ?

Les extrémistes chiites revendiquent au Liban une république islamique

Deux jours après l'évacuation des forces israéliennes, des milliers de chiites, venus de Beyrouth par camions en brandissant des portraits de l'imam Khomeiny, ont manifesté lundi 18 février à Saida leur hostilité au régime libanais, et revendiqué l'instauration d'une république islamique. Depuis le retrait de Tsaïhal de la région de Saida, quatre milices chiites, dont deux officiers, ont été tués au cours d'embuscades tendues dimanche et lundi par les forces de la résistance libanaise dans la région de Tyr et de Nabatieh. M. Pères, chef du gouvernement israélien, a commencé lundi un voyage officiel qui le conduira successivement à Rome, au Vatican et à Bucarest.

De notre correspondant

Beyrouth. — L'euphorie n'aura duré que quarante-huit heures. Remettant en cause le bel élan d'unité nationale qui s'était manifesté après le repli israélien de la zone du Liban du Sud évacuée samedi, les hezbollahis (partisans de Dieu) venus par camions entiers de la banlieue sud de Beyrouth ont envahi lundi après-midi la ville de Saida, brandissant des portraits de l'imam Khomeiny et des drapeaux iraniens. Les manifestants - 6000 à 12000 hommes et femmes (en tchador) - étaient ces fameux « partisans de Dieu », mouvement extrémiste chiite présidé par le cheikh Fadallah. Ils étaient renforcés par des éléments de la milice chiite Amal portant des portraits de leur

chef, M. Nabih Berri, qui devait, pourtant, se désolidariser du mouvement.

La frange extrémiste des sunnites de Saida - dont le gros de la population est constitué de bourgeois sunnites modérés fatigués des excès des milices et misant sur le rétablissement des institutions de l'État - qui a pour nom Al-Jamaa al-Islamiya (les groupes islamiques), s'y est jointe. Le Mouvement de l'unité islamique de Tripoli, autre grande ville sunnite du Liban, était également représenté. Brandissant des armes, les manifestants ont brûlé le drapeau libanais.

LUCIEN GEORGE

(Lire la suite page 3.)

En contestant la « cohabitation » les chefs de l'opposition relancent l'offensive contre M. Mitterrand

Alors que MM. Raymond Barre et Jacques Toubon (secrétaire général du RPR) ont participé, le lundi 18 février, à Crémieu dans l'Aisne, à une réunion publique commune, l'opposition semble durcir sa position dans le débat sur la « cohabitation » entre une majorité de droite et un président de gauche en 1986. M. Jean Lacammet, président

de l'UDF, avait donné le ton dimanche en invitant M. Mitterrand à démissionner avant même les élections législatives.

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, a fait observer lundi à ce sujet : « Le président appréciera ce qui est son devoir, et personne ne pourra le forcer ».

« Je ne serais pas étonné qu'un jour des partisans actuels de la cohabitation n'en deviennent des adversaires résolus et jurent leurs grands dieux que personne n'aurait rien compris à leur pensée profonde », ainsi s'exprime M. Barre (1). Comment ne pas lui donner raison : une fois de plus, ses partenaires adversaires de l'opposition donnent au député du Rhône l'occasion d'ironiser, à leurs dépens.

Seul contre tous à refuser la cohabitation avec M. Mitterrand en cas de victoire de la droite aux élections législatives, le député du Rhône vient d'être rejoint, et même dépassé, par MM. Lacammet et Gaudin (ils incitent le chef de l'État à démissionner sans attendre le résultat des élections législatives) après que M. Juppé, au nom du RPR, eut accompli une partie du chemin : il avait comploté récemment au Monde que « seule une victoire franche et unanime » conduirait le RPR et

l'UDF à accepter de gouverner. Et M. Toubon de préciser, quelques temps plus tard : « Un président dont l'action serait désavouée par le suffrage universel, et qui serait dans l'impossibilité de déguerpir au Parlement une majorité prête à soutenir sa propre politique, ne devrait pas hésiter un instant à quitter ses fonctions. » (Le Monde du 15 février.)

Dans le même temps, M. Lionel Jospin laisse planer le doute sur l'attitude du président en cas de victoire « très forte » de l'opposition en 1986. Ainsi paraît peu à peu s'imposer l'idée que, face à une Chambre largement dominée par le RPR et l'UDF, le président n'aurait d'autre issue que d'abréger son mandat.

Si bien que la formule célèbre que les républicains ont opposée à Mac Mahon - « se soumettre ou se démettre » - retrouve une étonnante actualité, au point d'être reprise par M. Bernard Pons, ancien

secrétaire général du RPR. Des deux lectures possibles de la Constitution - l'une semi-parlementaire, conforme aux origines mêmes du texte fondamental, qui donne au président les moyens de gouverner sans majorité ; l'autre « gaullienne », décrite à l'époque comme « plébiscitaire », telle que de Gaulle se l'est appliquée, à lui-même, en 1969 - la seconde fait son chemin, sous l'œil goguenard de M. Barre.

Mais si l'ancien premier ministre jubile, il est en bonne compagnie : aussi paradoxal que cela puisse paraître, M. Mitterrand a, lui aussi, de quoi se réjouir.

Car ce raidissement de l'opposition témoigne en fait de la peur que le chef de l'État continue de lui inspirer.

JEAN-MARIE COLOMBANI

(Lire la suite page 8.)

(1) Le Dauphiné libéré du 18 février.

Les « pros »

par PIERRE DROUIN

L'« honnête homme » n'a plus cours sur le marché. Vous savez, celui dont Pascal disait : « Il faut qu'on n'en puisse (dire) ni : il est mathématicien, ni prédicateur, ni éloquent, mais il est honnête homme ; cette qualité universelle me plaît seule. » Connaître un peu de tout est un luxe archaïque. En revanche, savoir faire tourner telle machine de la politique, de l'économie, des médias, du sport, etc. emporte immédiatement la considération. Les professionnels, les « pros », tiennent le haut du pavé.

Sans doute, n'est-ce pas d'hier qu'ils sont considérés. Les corporations avaient porté la maîtrise à son plus haut degré de réputation, les Compagnons du tour de France qu'étaient le « chef d'œuvre » comme le Grial et Péguy s'exaltaient devant l'artisan sachant tourner de belle façon un barreau de chaise. Mais depuis l'irruption du travail à la chaîne et la standardisation des produits, la qualification se déplaçait des hommes vers l'outil industriel. Avec l'automatisation des tâches, le processus aurait dû s'amplifier. C'est le contraire qui se produit. Construire un robot demande du doigté et surtout libère l'homme pour des fonctions de contrôle et

d'organisation. L'informatique ouvre le champ à la décentralisation, à la naissance d'unités de production plus petites, multiples des responsabilités, mais exige un savoir faire plus personnalisé.

Ce n'est là qu'un aspect d'un phénomène de société irrépressible. La demande de compétence ne fait que croître, dans tous les domaines (1). On ne réclame plus de brevet idéologique aux responsables du gouvernement mais une technique. L'opinion vomit les phrases, et plus seulement lorsqu'ils parlent une langue de bois. Laurent Fabius l'a si bien compris qu'il a réappris un français de base, fuyant le lyrisme comme la peste, extrayant la moelle des choses.

Nos concitoyens ne supportent plus les amateurs. Curieusement, beaucoup d'entre eux préféreraient voir en charge des affaires publiques des personnalités qui ont fait la preuve de leur professionnalisme dans une autre discipline plutôt que des politiciens non confirmés. A cet égard, l'enquête poursuivie par l'« Evénement » du jeudi (2) sur « L'autre politique » est révélatrice. N'est-il pas étonnant que, selon ce

sondage, dans « le gouvernement dont rêvent les Français », on trouve non seulement les Barre, Chirac, Fabius, Rocard, Léotard, Giscard, Veil et Delors, mais Cousteau, Tapie, Montand et que François Mitterrand se trouve coincé entre Edouard Leclerc et François de Closets ? Hommage non seulement aux médias, mais à la réussite dans un métier qui pourrait, selon ces observateurs, se déployer aussi dans les allées du pouvoir. Quant à la baraka, elle ne vous lâche pas, quoi qu'on fasse.

Une autre raison de la montée fondroyante de la valeur « compétence » est le sentiment de l'effroyable complexité du monde dans lequel nous vivons. La crise a frappé les esprits et se transforme en mutation culturelle. Ne nous trompons pas sur le regain du libéralisme économique, simple mouvement de balancier après que le keynésianisme et l'État-providence eurent épuisé leurs vertus. Mais essayez de vendre la « main invisible ». On ne la trouverait plus qu'au rayon des « farces et attrapes ». C'est une main bien visible que réclament la plupart des citoyens, très experts, capables de tenir la barre dans les

eaux mêlées d'une société tourbillonnante.

Car le besoin de sécurité dépasse ceux de l'assurance contre la maladie ou contre l'agression dans la rue. Comme nos ancêtres les Gaulois, les Français ont peur que le ciel ne leur tombe sur la tête. Non le feu nucléaire, force d'un autre monde, celui de la folie, mais le chômage, la rupture dans le versement des retraites, l'impossibilité de trouver un logement, la menace imprévisible et diffuse des accros dans les systèmes d'ancrage de la société.

Enfin, sans compétence affirmée, l'autorité vacille (3). Ce qui se passe aujourd'hui dans les entreprises mérite qu'on s'y arrête un peu plus longuement.

(Lire la suite page 25.)

(1) L'art lui-même n'échappe pas à cette vague. On acceptait les fausses notes d'Alfred Cortot. On n'en tolérerait pas de Maurizio Pollini.

(2) Numéro 9, semaine du 3 au 9 janvier 1985.

(3) Rappelons le rapport d'Yves Carnac pour la CEGOS : « La bataille de la compétence » (Le Monde du 14 septembre 1984).

AU JOUR LE JOUR Magistère

L'élitisme républicain cher à M. Chevènement va s'enrichir d'un nouveau degré dans l'échelle du savoir. Il y avait la licence, la maîtrise, le doctorat, voici que se profile à l'horizon des ambitions académiques un nouveau diplôme universitaire : le « magistère ».

Difficile d'imaginer étiquette plus noble, impérieuse et souveraine. Mais le ministre ne nous dit pas comment il faudra nommer le titulaire du magistère.

Maître ? C'est banal, dévalué et déjà pris. Magistrat ? La concurrence serait déloyale et la confusion certaine. Magistère ? Trop rigolo. Magistron ? Désobligeant. Magistricule ? Comme son nom l'indique...

Non, la seule solution c'est que M. Chevènement accepte de partager son titre le plus ronflant : grand maître de l'Université Démocratique.

BRUNO FRAPPAT.

MICHELE MANCEAUX

Éloge de l'insomnie

300p. 90F

HACHETTE

LIRE

<p>5. ÉTRANGER</p> <p>Affrontements meurtriers près du Cap en Afrique du Sud.</p>	<p>11. MÉDECINE</p> <p>L'aspirine aurait des effets dangereux chez certains enfants.</p>
<p>6. DOSSIER</p> <p>Le point sur les deux Corées.</p>	<p>24. ÉCONOMIE</p> <p>M. Brana (vice-président du CNPF) : « La reprise de l'investissement industriel ne concerne que le quart des sociétés. »</p>
<p>10. INFORMATIONS GÉNÉRALES</p> <p>La toxicomanie tendrait à reculer en France.</p>	<p>28. POLITIQUE</p> <p>Elections simultanées en 1986 des députés et des conseils régionaux.</p>

Sucré

100 idées très originales pour votre ordinaire familial.

16 F. EN VENTE PARTOUT

débats

La «flexibilité» à portée de la main

par JEAN-PAUL BACHY (*)

TELLES qu'elles étaient engagées, il était fatal que les négociations sur la «flexibilité de l'emploi» échouent. Les concessions demandées aux syndicats étaient trop fortes pour qu'ils puissent les admettre sans se déconsidérer. Le CNPF a voulu utiliser les circonstances pour mettre en cause les acquis de la législation sociale qu'il critique le plus. Mais, parce que M. Gattaz a promis à ses adhérents et fait trop monter les enchères, il lui est difficile aujourd'hui de revenir en arrière. Chacun pourtant souhaite en sortir : les syndicats, qui veulent, dans leur majorité, ne pas voir la politique contractuelle ; le CNPF, qui admet mal son échec ; le gouvernement, qui refuse avec raison d'assumer une responsabilité qui incombe pour l'essentiel aux syndicats et au patronat. Comment déboucher la situation ? Certainement pas en repartant des mêmes bases. Pourquoi, en effet, ce qui a échoué hier, réussira-t-il demain ? Pourquoi, par contre, ne pas profiter de la situation pour d'autres domaines où le consensus semble possible, parce qu'il répond au souci commun des partenaires sociaux et du gouvernement de défendre et de promouvoir l'emploi ?

1) Depuis longtemps, la gauche et notamment les socialistes se battent sur une idée : pas de licenciement sans effort de reclassement. Dans plusieurs secteurs (mines, sidérurgie, automobile...) et dans la plupart des groupes industriels nationalisés, ce principe est mis en œuvre. Certes, les résultats de cette politique ne sont pas immédiats.

Mais tout le monde considère que l'effort de conversion est payant pourvu qu'il soit articulé avec la dynamisation du tissu industriel local. Pourquoi, dans ces conditions, ne pas inciter les partenaires sociaux à négocier la généralisation des comités de conversion à l'ensemble des licenciements économiques ? On sortirait ainsi du système à deux vitesses actuel, qui pénalise les salariés du privé et ceux qui ne se trouvent pas dans les secteurs de crise traditionnels. On donnerait à tous une chance de réinsertion dans les meilleures conditions. Cela profiterait à la fois aux intéressés et à leurs futurs employeurs. Le marché du travail y gagnerait en flexibilité. Le coût ne serait pas supérieur à celui que représentent plusieurs dizaines de milliers de chômeurs en plus chaque année.

2) L'industrie française amolore, en gros, de cinq points par an sa productivité. Réduire le temps de travail est la seule méthode permettant d'empêcher que cette évolution, admettant très positive, ne soit trop destructrice d'emploi. Pourquoi ne pas utiliser le temps dégage grâce à la diminution des horaires pour de la formation professionnelle ? On éviterait ainsi de nombreux licenciements ; on faciliterait l'adaptation des salariés aux nouvelles technologies. On permettrait aux entreprises de s'épargner le coût fabuleux des suppressions d'emploi (qu'on oublie trop souvent). En revalorisant leur main-d'œuvre, les entreprises réaliseraient leur meilleur investissement.

d'avenir. On irait, ainsi, plus vite vers les trente-cinq heures, et le marché du travail y gagnerait en souplesse et en adaptabilité.

3) Les chômeurs de longue durée sont particulièrement difficiles à reclasser. Ceux qui sont en fin de droits nécessitent une attention particulière. Il faut de l'argent pour leur assurer un niveau de vie décent et des formations propres à les réinsérer.

Solidarité financière

On peut trouver cet argent en allouant un certain pourcentage du système de taxation des entreprises qui réembauchent comme salariés des titulaires de pensions de retraite, au-delà de l'âge légal dans leur profession. Cette solidarité financière vis-à-vis des chômeurs peut être aussi un moyen d'inciter les entreprises à embaucher plutôt qu'à aggraver leurs charges. Le problème des cumuls d'emplois et des cumuls emplois-retraites mérite, en tout cas, d'être traité avec rigueur au moment où le nombre de chômeurs de longue durée s'accroît de jour en jour.

4) Les contrats à durée déterminée ne sont pas la meilleure forme d'emploi. Les socialistes en restent, plus que jamais, convaincus. C'est pourquoi ils ont approuvé l'ordonnance de février 1982, visant à les réglementer. Si elle a réduit d'un tiers le travail temporaire, cette

(*) Secrétaire national de Parti socialiste, chargé des entreprises.

ordonnance n'a cependant pas abouti à une diminution du nombre de contrats à durée déterminée. Au contraire ! Tant il est vrai que les conditions, refusées aujourd'hui l'allongement des contrats à durée déterminée, nous ne le pensons pas. Car, c'est vrai que la concurrence crée des incertitudes sur le plan de charge de beaucoup d'entreprises. Il y a là une contrainte économique indiscutable. Mieux vaut donc embaucher à durée déterminée que de perdre un marché. Mais pourquoi la gestion des contrats à durée déterminée ne ferait-elle pas l'objet d'un contrôle conjoint des partenaires sociaux et du service public de l'emploi ? Voilà des années que l'on songe à un protocole entre l'ANPE et les entreprises d'intérieur. Le moment est venu d'en parler sérieusement.

5) Beaucoup de chômeurs refusent de reprendre un emploi, parce que la rémunération qu'on leur propose est inférieure à leur ancien salaire. Résultat : comme ils restent chômeurs, l'ASSÉDIC continue à payer. Dans des cas très restreints, il est prévu une indemnité différentielle dégressive qui incite très fortement les intéressés à reprendre un travail. Pourquoi ne pas la généraliser ? Cela coûterait moins cher à l'ASSÉDIC que de continuer à verser des allocations à tout plein, à des chômeurs toujours plus nombreux.

Sur ces cinq points il y a matière à négocier. Le marché du travail y gagnerait en flexibilité, donc en efficacité. Et le consensus devrait être relativement facile à trouver.

Alors, pourquoi ne pas le faire ?

Un pont aérien pour les savants français

par PAUL VEYNE (*)

HELAS, si notre péché mignon, à nous autres Français, n'était cette rage de nous méconnaître, de nous dénigrer nous-mêmes ! Nous aurions alors qu'il y a encore des savants en France, de niveau international (et pour cause, comme on va voir), qui font avancer la science. On se demande seulement comment ils y arrivent. Or je suis en mesure d'éclaircir cette énigme.

Une difficulté apparente est qu'en France il n'y a pas de bibliothèque pour eux. Ils peuvent, en un jour ou deux, consulter deux ou trois livres à la Bibliothèque nationale. Un ex-collaborateur de cette institution, resté célèbre pour son incompréhension gouailleuse, trouvait cela fort bon, puisqu'on ne peut guère lire plus de deux livres par jour.

Le malheur est que l'érudition consiste rarement à méditer longuement un texte saint. Plus souvent, elle consiste à se reporter à une page déterminée d'une trentaine de livres (ce qui prend, en soi, une heure et, à la Nationale, quinze jours) ; à décoller un grand nombre de citations de mémoires, si on cherche à rassembler un certain type de données ; à vérifier si par hasard tel livre ne parait pas de ce qui vous intéresse ; à parcourir les rayons d'une bibliothèque pour y découvrir un livre utile dont on ignorait l'existence. Bref, cela consiste à avoir accès aux rayons.

Or, sauf à de rares privilèges dont je suis, qu'un parchemin distingué des roturières de la recherche, ni

la Nationale, ni la mandarinale Sorbonne, ni la chasse gardée de l'Ecole normale, ne permettent à tous les chercheurs de lire accès, qui va partout de soi à l'étranger, où on le tient pour la condition de base de la recherche.

Avec son système de protection contre le vol, limité des universités américaines, et son libre accès aux rayons, la bibliothèque de Beaubourg est le modèle de ce que devraient être les bibliothèques scientifiques. Alors, fonder coûteusement une bibliothèque nouvelle ? Impossible, car l'immense majorité des publications savantes sont épuisées en librairie et introuvables.

Seule solution pratique : démanteler et moderniser radicalement la bibliothèque de la Sorbonne, ouvrir celle de l'Ecole normale à tous les chercheurs. Ce qui simplifierait déjà le problème plus complexe de la Bibliothèque nationale, dont la solution deviendrait moins coûteuse.

Mais comme les pouvoirs publics ont sur les bras un nouveau opéra, les bandes dessinées, l'information inutile ou le vrai principe du savoir républicain dilués, plutôt que la condition matérielle de base de ce savoir, les savants français, avec cette vivacité d'esprit qui met notre race au-dessus des autres, ont trouvé la solution : ils s'en vontent pour Londres, où le British Museum et les rayons du Warburg Institute leur permettent de faire en deux mois ce qui exigerait deux ans à Paris.

(*) Professeur au Collège de France.

COURRIER DES LECTEURS

Coup de Massu

Le général Massu se refuse à croire que le lieutenant Le Pen - qui était sous ses ordres en Algérie - ait « dépassé les limites dans le cadre fixé par les autorités civiles », alors qu'il interrogeait des militants du FLN. Comme on n'est jamais trop prudent, le général avance un argument de défense, pardon de défense, tout au moins un début d'explication : « Nous agissions dans un contexte de guerre, mais si nous avions été des tortionnaires, les personnes qui témoignent aujourd'hui ne seraient plus là pour le faire ».

Qu'en pensent ceux qui ont survécu à leur passage dans les camps de la mort et qui peuvent aujourd'hui témoigner qu'à Auschwitz ou Treblinka le docteur Mengele et ses camarades de jeu n'avaient pas eux non plus « dépassé les limites » ?

Quant à ceux qui sont passés par la ville d'Orléans pour témoigner, inutile de chercher à savoir ce qu'ils en pensent, puisque par définition un mort, ça ne pense pas...

GUY SITRUK (Paris).

CREALP et AUDAX

An sujet du redémarrage sous le nom de CREALP de l'ancienne société FUSALP, votre collaborateur Claude Frécullo cite (Le Monde daté 10-11 février) les propos de M. Michel Barnier, député RPR de la Savoie, soulignant

« le caractère unique et exemplaire en France de cette initiative » qui a vu cent treize ouvrières devenir actionnaires de la nouvelle société par apport personnel de 2 400 F.

Bravo pour CREALP, bien entendu, mais je tiens à signaler à vos lecteurs, qu'à ma connaissance un exemple analogue de reprise par le personnel existe : cela s'est passé récemment à Saint-Sulpice, dans le Tarn, où soixante ouvrières ont participé à la reprise et au financement de la S.A. AUDAX (ex-société Vogne de France, propriété du groupe Vestra) en versant chacune l'équivalent d'un mois de salaire, soit entre 4 000 F et 5 000 F, avec cette précision supplémentaire, que, à AUDAX comme à CREALP, l'affaire a été « bouclée » avec le concours actif de la CFDT.

DENIS POULET, maire de Saint-Sulpice (Tarn).

Les Verts ont tort

Je tiens à répondre au « point de vue » des Verts allemands publié dans vos éditions du 8 février.

J'ignore quelles leçons le gouvernement français a tirées des aventures indochinoises et algériennes, mais je déplore en tout cas que vos correspondants n'en tirent aucune de la « libération » du Vietnam.

Qu'ils sachent donc : que M. Tjibaou agit et parle exactement comme le faisait en 1946, à la conférence de Fontainebleau, un certain Ho Chi Minh, qui prétendait lui aussi émanciper son peuple ;

que le tableau grotesque et apocalyptique d'une marée noire de la misère qui serait le tribut payé à notre effort de dissuasion nucléaire n'a aucune chance d'impressionner l'opinion publique française, parce qu'il n'y a aucun lien entre ceci et cela, les nouveaux pauvres italiens ou allemands en savent quelque chose ;

que le suffrage universel est notre credo et que la volonté du peuple calédonien exprimée dans les urnes le 13 novembre dernier (du moins dans celles qu'Elou Machoro et consorts n'ont pas fracassées) est

infiniment moins suspecte que le résultat des élections au Nicaragua.

GERARD LEVANO (Bruxelles).

■ Précision. — M. Jean-Paul Révauger nous demande de préciser que la lettre dont nous avons publié des extraits dans le courrier des lecteurs (Le Monde du 12 février) consacrée au « malaise socialiste » était une lettre de démission du PS. M. Révauger n'est donc plus, en février 1985, secrétaire de section universitaire, à Grenoble, comme nous l'indiquions.

TÉMOIGNAGE

Le don du corps : un don sans réciprocité

EN 1978, notre père faisait don de son corps à la science. Il décéda le 28 décembre 1984, à 10 heures du matin, dans l'Hérault. La faculté de médecine de Montpellier accepta de prendre possession du corps à 18 h 30, afin de permettre aux enfants de se rendre près du défunt.

Pou avant l'heure convenue, quelqu'un se présenta pour procéder à l'enlèvement. Sous une condition : que soient réglés auparavant les frais de transport (735,66 F) et, au choix de la famille, les frais d'incinération (2 568 F) ou d'inhumation (environ 2 000 F) des restes après études anatomiques. De son côté, la faculté s'engageait à plaquer dans son enclos une plaque commémorative du donateur. Toutefois, nous fut-il précisé, elle renoncera au don si les sommes n'étaient pas immédiatement versées. Transaction moins qu'ordinaire et verbale : aucun reçu attestant les règlements ne nous fut remis.

Le lendemain, nous avons appris par téléphone que nous avions « mal compris », qu'il ne pouvait être question de plaque ni d'incinération puisque, à la suite des manipulations anatomiques, aucun des restes ne saurait être identifiable (excuses d'un interlocuteur désolé de ne pas disposer d'un langage plus circonstancié). L'argent exigé devint un don consenti par la famille au bénéfice d'une « faculté aux moyens limités ».

Le seul objet de cette lettre est de dénoncer la désinvolture et l'indifférence qui entourent l'enlèvement des corps donnés à la science, et surtout de dénoncer le sens de telles attitudes.

L'attitude de la médecine en cette circonstance n'est peut-être qu'un cas particulier de son attitude générale à l'égard du corps. Ne réduit-elle pas la vie à l'« excellence du corps animé » dont elle s'empare à maintenir le fonctionnement sans s'interroger positivement sur les problèmes

éthiques et sociologiques que soulève cette réduction ?

La médecine s'agit autour de corps animés : elle se construit, progresse, s'actualise sur une éthique organique qui n'a de pertinence que de la naissance à la mort, tant que s'auto-organise une vie autonome, mais qui s'effondre en amont, en aval des vies. D'une manière générale, elle excelle sur des corps-objets sans présence et résilients, dont la moindre velléité de liberté la soulage de la culpabilité d'un échec... Elle éprouve de graves difficultés à concevoir la corporel, l'individu en relation avec le monde et son entourage. De ce point de vue, son attitude à l'égard du fœtus s'apparente à son attitude à l'égard du cadavre. Si le fœtus est un personnage futur dont on préfère croire qu'il n'a pas conscience de ses relations avec les autres, et ne peut donc les organiser ; si le cadavre est un personnage passé qui ne peut plus en avoir conscience, peut-on continuer à faire comme s'il n'existait pas un réseau social qui s'approprie à accueillir le nouveau-né et qui aimait parfois échapper à l'accueil brutal que la médecine impose ; comme s'il n'existait pas un groupe de proches qui essaient de faire face à la rupture irréversible, au bouleversement dans l'organisation sociale au sein de laquelle celui qui disparaît avait sa place il y a un instant ? Qu'il prenne corps, qu'il rende l'âme, l'homme repose en nos têtes.

Si l'on veut accorder à la médecine le droit d'intervenir dans la gestion d'un corps animé, il est inadmissible qu'elle persiste à intervenir aveuglément dans les relations que le corps sujet entretient avec son entourage : ingérence qui conduit, dès lors que l'état civil se tait, à détruire ce que l'homme amène pour accueillir et se soulever.

DENIS ET DANIEL GROS, (Paris).

« LETTRE OUVERTE A CEUX QUI ONT MAL A LA FRANCE », du R.P. Bruckberger

Gloire immortelle de nos aïeux

LE Père Bruckberger passant par là, il fallait bien s'attendre qu'il ne restât guère sur pied de ces idées démodées qui font l'enseignement de la civilisation. Le dominicain a gardé son libre propos, et ce n'est pas sa fraîche entrée à l'Institut qui suffirait à démontrer le contraire. Sa Lettre ouverte aux Français - il avait déjà écrit à Jésus-Christ - a été inversée en tout cas, sous prétexte qu'elles nous seraient fatales, un bon nombre de certitudes.

Nous tenions pour les grands siècles de la France ceux qui se succèdent du seizième au vingtième, par la Renaissance, le Classicisme, les Lumières, la Révolution tout court et l'industrialisme. Ces éclats de civilisation ne sont pourtant que des faussemblants. Les Temps modernes des historiens ont été comme falsifiés, en la détournant, une évolution d'ordre providentiel dont avait donné la promesse la splendeur de notre Moyen Age. Eh ! oui ! ce Moyen Age dont nous avons fait un temps de misère, d'obscurité et de servitude ! Il n'en serait rien, bien au contraire, l'époque étant celle des cathédrales, de la chevalerie, des croisades, de Jeanne d'Arc et de saint Thomas d'Aquin. On devine à ces rappels ce qui, eux yeux de l'auteur, fait la gloire d'une époque trop longtemps méprisée : le grand œuvre, la grande entreprise, le dessein héroïque, toutes choses que vont stériliser les siècles suivants, lesquels connaîtront le déclin de ces états communautaires que permettait, aux temps moyenâgeux, l'association de l'aristocratie et du peuple dans la « pacta fœdalis ».

Ce « gâtage » d'une France qui, en fin de compte, ne reconnaît plus ses enfants et « donne le sentiment qu'elle s'en fiche éperdument », remonte assez haut, le premier décrochage se situant vers le passage du treizième au quatorzième siècle. Coupure peu familière aux historiens, qui attendent, pour saluer les Temps modernes, des événements plus éclatants (les Turcs, les découvertes...) que cette « substitution progressive de priorités » (le culte de l'homme remplaçant le culte dû à Dieu) qui est à l'origine de notre décadence. La redécouverte d'un droit romain d'« enrichissement des universités, les princes et les légistes, leurs conseillers, l'avalatation du « droit d'usage et d'abus de la chose possédée » qui en est la clause fondamentale, sont les responsables initiaux. Mais les introductions se succèdent. A partir du quatorzième siècle, nous savons les yeux fermés « une mythologie gréco-romaine absolument grotesque, à laquelle les grands philosophes grecs n'ont jamais cru et qui n'avait sûrement pas le sens que nous

lui avons donné ». Puis voici la Renaissance, la Réforme et, au-delà d'un âge classique qui en prend lui aussi, exceptions faites de Pascal et de Molière, pour son grade (à une langue plus morte que le grec de Platon...), c'est une Révolution française dont l'aboutissement, après la grande œuvre de libération des peuples, par l'armée populaire - le génie français contrarié se réveille de temps en temps - fut notre asservissement sous le faustas étatique si peu humaniste de l'âge bourgeois.

Des coups tous azimuts

On admirera la liberté des idées politiques, sociales et culturelles par lesquelles le Lettre aux Français déconcerne signifiante en vers le socialisme et le communisme comme « l'aboutissement parfait de l'aboutissement bourgeois » ; le cléricisme, de droite ou de gauche - qui reste l'ennemi - comme le meilleur épui des césarismes ; l'Eglise catholique comme un défenseur mal qualifié du droit des parents et de la liberté de l'enseignement ; Descartes, les jésuites et Renan comme les contremaîtres naïfs ou prétextuels de l'œuvre bourgeoise ; les soi-disant organisateurs de la liberté comme les plus sûrs garants des orthodoxes implacables. Mais elle nous cherche à l'absolu qu'il nous suggère des remèdes à une crise, puisqu'il ne s'agit aucunement de crise au sens où l'entendent les amateurs, mais du dévergondage sournois et mal aperçu de toute une civilisation.

Ces simplifications... bourgeoises, qui nous ont menés au désastre, sont le produit d'une stricte imprudence aux droits de Dieu. La renaissance du christianisme en France serait donc la condition d'une remise en route vers un progrès véritable. Mais les moyens d'y parvenir dans le tumulte désenchanté d'aujourd'hui ? « Les curés y auront peut-être peu de part, en France ils sont toujours à la traîne », Comptons plutôt sur les « âmes excessives », c'est-à-dire ces héros que sont la sainte, l'orant, le poète, l'artiste, le savant « de points » qui saura reconnaître l'immense irréditabilité de l'inconnaissable, l'indéfinissable, qui consentira comme en Amérique (le en Amérique, les industriels ne sont pas bourgeois...) à garder, au-delà de la stricte gestion, le goût du risque.

MAURICE LE LANNOLU.

* LETTRE OUVERTE A CEUX QUI ONT MAL A LA FRANCE, par le R.P. Bruckberger, Albin Michel, 1985, 158 pages, 100 F.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cinquante ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile :
- Les Rédacteurs de Le Monde -
- MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet

Correspondant en chef :
Claude Sèze.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois	
FRANCE	341 F	644 F	915 F	1150 F	
TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	674 F	1 269 F	1 913 F	2 480 F	
ÉTRANGER (par mandats)	L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	386 F	734 F	1 059 F	1 330 F
IL - SUISSE, TUNISIE	491 F	944 F	1 365 F	1 750 F	

Les tarifs s'entendent sans taxes de distribution (hors taxes de douane) et sans frais de port. Les abonnements sont payables à l'avance. Les mandats doivent être adressés à l'éditeur. Les abonnements sont renouvelés d'office si le client ne s'oppose pas à l'expiration de son abonnement.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER
Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 \$; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,80 kr. ; Espagne, 1 913 P. S. U. ; Grèce, 55 p. ; Italie, 65 sc. ; Japon, 55 ¥ ; Liban, 500 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 s. ; Norvège, 8,50 kr. ; Pays-Bas, 7,25 fl. ; Portugal, 36 esc. ; Suède, 300 F CFA ; Suisse, 2,75 fr. ; Thaïlande, 100 baht.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

150 من الاصل

étranger

PROCHE-ORIENT

LES SUITES DU RETRAIT ISRAËLIEN DU LIBAN

La revendication des extrémistes chiites

(Suite de la première page.)
Ils ont sillonné les rues de Saïda en saccageant les débris de boisement et en scandant des slogans violemment hostiles à l'État, à l'armée et au président de la République, accueillant avec enthousiasme la veille par la population de la ville : « Saïda est une ville islamique, elle ne peut être gouvernée par un maronite ». « Dieu est grand, nous voulons une ville musulmane et une République islamique » et « où était l'armée quand les Israéliens étaient ici ? ». Dans les mosquées, les prêcheurs ont mis l'accent sur la résistance « islamique ». Avant de se retirer, vers 14 h 30, les manifestants ont enlevé plusieurs personnes.

L'armée, qui « tient » Saïda, s'est pas bue. Le drapeau libanais qui flottait sur une de ses jeeps, par inadvertance sur les lieux, a été arraché par les manifestants, qui, pour arriver à Saïda, avaient traversé, en armes, la dizaine de postes militaires parsemant la route du Sud à partir de Beyrouth-Ouest. Un autre incident s'est produit en soirée, une rafale a été tirée à partir d'une voiture en marche sur un supermarché : un homme a été tué et deux autres ont été blessés, tous trois des habitants sunnites de Saïda.

Les notables de la ville réunis au domicile du député, M. Nazih Bizri, ont vigoureusement exprimé leur mécontentement : « Nous ne tolérons aucune violation de la décision ferme de Saïda de considérer toute arme brandie dans la ville libérée autre que celles de l'armée et des forces de l'ordre, comme hostile et nuisible à la résistance nationale ». « La résistance est silencieuse et ne sort ses armes que face à l'ennemi. Or aujourd'hui [lundi] une délégation armée et massive est venue à Saïda (...) en violation de la décision adoptée en commun par les notables chiites et sunnites, l'approbation de toutes les parties ».

De son côté, malgré les emblèmes portant le nom d'Amal et les portraits de son fondateur, l'imam

Moussa Sadr, et de son chef actuel, M. Nabih Berri, cette organisation a désavoué la manifestation, invitant « les forces légales à assumer leurs responsabilités à l'égard de tels agissements », et mettant en garde « toutes les forces contre les dangers susceptibles de ternir la victoire par des actions nuisibles au processus de libération du Sud ».

En revanche le « rassemblement des ulémas musulmans » a estimé que « ce qui s'est produit à Saïda est un véritable péché de population (...) en réaction contre ceux qui ont ouvertement tenté de subtiliser les réalisations de la résistance nationale et de l'exploiter au profit de forces qui ont participé à l'occupation et non à la libération. Les aspects positifs de ce qui s'est produit l'emportent sur les aspects négatifs que certains ont cherché à exploiter à des fins douteuses. L'apparition des armes était une incidence et non une fin en soi ».

Un regain de tension a été également signalé à Beyrouth avec l'explosion d'une voiture piégée dans la banlieue sud chiite près d'une maison d'Amal, qui a fait cinq morts et quarante blessés. Depuis trois semaines la sécurité s'était nettement améliorée dans le secteur musulman de la capitale.

LUCIEN GEORGE

Deux officiers israéliens tués. — Un officier israélien chargé des liaisons avec l'Armée du Liban du Sud (ALS) et un commandant israélien ont été tués lundi au cours de deux attaques dans le sud du Liban.

Le colonel Avraham Hido, quarante et un ans, est mort dans une embuscade tendue par des hommes armés qui ont ouvert le feu à la roquette sur un convoi militaire, au nord de Nabatieh.

Le commandant Shaul Zehavi, vingt-neuf ans, a été tué par une bombe placée au bord d'une route, près du village chiite de Bazouriyeh. — (Reuters.)

AU COURS DE SON TROISIÈME VOYAGE OFFICIEL

M. Pères plaide le dossier d'Israël à Rome, au Vatican et à Bucarest

De notre correspondant

Jérusalem. — L'ombre de M. Yasser Arafat rôde dans les trois capitales qu'a choisies M. Shimon Pères, premier ministre israélien pour son troisième voyage officiel à l'étranger : Rome, le Vatican, Bucarest. Le fait que cette visite, prévue de longue date, ait lieu dans trois États qui tiennent le chef de l'Olp pour le porte-parole légitime du peuple palestinien, et cela seulement une semaine après l'accord Hussein-Arafat sur une formule de négociation avec Israël, rebrousse bien entendu l'intérêt qu'elle présente pour M. Pères et ses hôtes.

Dans les trois capitales concernées, M. Pères plaidera le dossier d'Israël sur plusieurs registres. Il tentera de convaincre ses interlocuteurs de la validité des grands cadres de Jérusalem : M. Arafat refuse toujours de reconnaître la résolution 242 du Conseil de sécurité et se qualifie dans d'offices comme partenaire éventuel de l'État hébreu ; Israël est prêt à ouvrir une négociation directe et sérieuse avec la Jordanie mais s'oppose à une conférence internationale copatronnée par Moscou ; l'Olp, en déclin, s'est plus que jamais habilité à parler au nom des Palestiniens des territoires occupés.

Président en exercice de la CEE jusqu'au 30 juin, l'Italie s'active au Proche-Orient, où elle aimerait si non parer une nouvelle initiative diplomatique (« les conditions ne sont pas encore mûres », a reconnu, lundi 18 février, le premier ministre, M. Craxi), du moins lui ouvrir la voie, malgré la prudence à cet égard de ses partenaires européens.

Le président Pertini et le ministre des affaires étrangères, M. Andreotti, se trouvent en ce moment au Caire. Il y a deux mois, M. Craxi rencontrait M. Arafat à Tunis, au cours d'une tournée dans le monde arabe, ce qui jeta un froid entre Rome et Jérusalem. Pour « marquer le coup », M. Pères assure d'un mois sa visite en Italie.

M. Arafat vient d'écrire à M. Craxi pour lui rappeler les grandes lignes de son accord avec le roi Hussein. M. Pères souhaite — il l'avait déjà dit à Paris en décembre — que l'Europe joue « un rôle constructif au Proche-Orient », c'est-à-dire, dans son esprit, qu'elle prépare le terrain à des négociations directes.

A Rome, où il est arrivé lundi 18 février, M. Pères exprimera en outre une nouvelle fois ses craintes que naissent en Israël la perspective d'une « Europe à douze ». L'entrée éventuelle dans la CEE de l'Espagne, grande productrice d'agrumes et rivale de l'État hébreu, continue

de faire redoubler ici une saturation du marché puis sa fermeture aux produits méditerranéens venus d'Israël.

A Bucarest, où M. Pères est attendu mercredi soir, le président Ceausescu recevra M. Arafat il y a juste cinq jours. Voilà une nouvelle occasion pour le dirigeant roumain de poursuivre sa « diplomatie personnelle » au Proche-Orient. La présence aux côtés de M. Pères de son ministre sans portefeuille — mais chargé des contacts informels avec le monde arabe, M. Weizman, rappelle que celui-ci avait participé avec M. Ceausescu aux tractations secrètes qui ouvrirent la voie aux accords de Camp David. M. Begin s'était d'ailleurs rendu à Bucarest en 1977. La Roumanie est le seul pays communiste entretenant des relations diplomatiques avec l'État juif.

La position du Saint-Siège

L'audience accordée, ce mardi, par le pape à M. Pères revêt une valeur surtout symbolique, donne aux après la visite au Vatican de Golda Meïr. La guerre du Liban et la poignée de main — violemment dénoncée par M. Begin — en septembre 1982 entre Jean-Paul II et M. Arafat avait refroidi l'atmosphère entre le Saint-Siège et l'État hébreu. Le climat est aujourd'hui plus serein.

Recevant vendredi dernier une délégation du Comité juif américain — l'une des plus grandes associations de la Diaspora —, Jean-Paul II s'est félicité de l'« amélioration radicale entre juifs et catholiques » depuis Vatican II et l'encyclique consacrée aux rapports avec les non-chrétiens.

Envers Israël, le Saint-Siège campe sur ses positions : pas de reconnaissance officielle de l'État hébreu tant que celui-ci est en guerre avec ses voisins et qu'une « paix globale » reste hors d'atteinte. Au Proche-Orient, demande pour Jérusalem d'un « statut spécial comportant des garanties internationales » (et non plus, il est vrai, comme naguère une « internationalisation » de la ville sainte).

Dans sa lettre apostolique du 19 avril 1984, Jean-Paul II avait évoqué le « droit du peuple palestinien à une patrie » et le « droit d'Israël à la sécurité ». Le Vatican tient compte des sentiments du monde arabe, des chrétiens de Palestine et du patriarcat de Jérusalem, tous plus ou moins hostiles à la politique d'Israël.

J.-P. LANGELLIER

LA RÉSISTANCE DANS LE SUD

Nationalisme et esprit de sacrifice

De notre correspondant

Beyrouth. — Pas un nom, pas un visage... L'insécurité est lancinante et omniprésente pour l'Israélien dans le sud du Liban. Dans chaque rue et chaque village, le physionomie des champs, l'homme jeune et moins jeune, sur le pas de sa porte ou devant tranquillement avec les copains, est peut-être l'assaillant d'hier au calui de demain.

Dans une analyse prémonitrice, publiée en août 1983 alors que la résistance libanaise était encore embryonnaire, M. Michel Eddé, qui devait devenir en 1984 président de la commission d'enquête et d'information pour la libération du territoire, avait souligné que les conditions du succès d'une résistance libanaise étaient désormais réunies. En effet, « elle était dotée de bases de départ hors de la zone occupée et de bases d'appui à l'intérieur, disposait d'un arsenal et de la coopération d'une population hautement politisée ».

Secrète, cloisonnée, cette résistance est le type même du mouvement de partisans se mouvant « comme un poisson dans l'eau » au sein de la population. Ses succès l'ont renforcée, créant une érudition dans le défi à l'occupant, qui commencent aujourd'hui à lâcher pied. Mais, contrairement à la tactique des Palestiniens, n'agissant, elle préfère aux bruyants coups d'éclat un harcèlement de toutes les heures — tâche ingrate et seule méthode capable de saper le moral d'une armée d'occupation, fit-elle la meilleure.

Comment la position de l'armée israélienne, accusée naguère au sud du Liban en libératrice, y compris par les chiites, parce qu'elle les débarrassait des guérilleros palestiniens, s'est-elle dégradée à ce point ?

Au départ ce fut le fait de la gauche, plus particulièrement des communistes, 57 ont été incarcérés et pratiquement incontestés aujourd'hui que la résistance libanaise est essentiellement chiite.

elle fut, à ses débuts, l'œuvre du PC. Il aurait bénéficié, à l'époque, de l'encadrement et de l'aide de conseillers soviétiques qui organisaient en cellules bien cloisonnées. Un modus vivendi avait été conclu entre le PC et l'État libanais, qui, alors, reprenait quelque consistance. Ce dernier s'engageait à ne pas inquiéter les résistants libanais, à condition qu'ils ne s'attaquent pas à la force multinationale. Ce contrat a été respecté de part et d'autre.

Pour démontrer que le mouvement est fondamentalement nationaliste et non religieux, on relève ici volontiers que sa première « opération », le 24 septembre 1982, au cours de laquelle un officier israélien fut tué à la terrasse d'un café de la rue Hamra à Beyrouth, a été menée par un Libanais chrétien. D'autres chrétiens ont participé et participent encore à des actions de résistance, ainsi que des sunnites et des druzes. Il n'en reste pas moins que, dans une proportion de 80 à 90 %, les « partisans du Sud » sont des chiites.

Trois attentats par jour

La progression du nombre d'opérations dans les territoires libanais occupés par Israël montre combien la résistance s'est amplifiée. Les cent premiers jours de l'invasion du 8 juin 1982 avaient été parfaitement calmes pour l'occupant. L'année se termina sur 17 attentats. Il y en eut 196 du 1^{er} janvier au 4 septembre 1983, date du premier retrait israélien, soit un peu moins de 1 par jour, puis 82 du 5 septembre au 31 décembre. On passe en 1984 à 493 opérations, soit près de 3 tous les deux jours. Enfin, on en dénombre 79 en janvier 1985, soit près de 3 par jour.

La total, soit 867 attentats, se rapporte aux opérations d'insécurité localisées et répertoriées. Inférieur

aux chiffres des deux parties, il est néanmoins fort significatif, car il reflète la progression des activités de la résistance libanaise.

Celle-ci annonce 1480 opérations contre l'armée israélienne au Liban, dont 1012 au Sud, de septembre 1982 à fin janvier 1985. 422 ont été effectuées dans la zone évacuée samedi 16 février, dont 241 à Saïda. Pour la période septembre 1982 — mi-novembre 1984, Israël fait état de 1010 attentats qui ont fait dans les rangs de son armée 73 morts en 1983, 75 en 1984 et 10 dans les six premières semaines de 1985. Il faut ajouter à ces chiffres les 75 morts de l'attentat contre le siège du gouverneur militaire de Tyr, le 11 novembre 1983, et 5 morts en 1982 dans les premières attaques contre Tashal. Soit au total 238 morts attribués à la résistance libanaise. Ces chiffres n'incluent pas les victimes au sein de l'armée du Liban du Sud et les nombreuses liquidations de « collaborateurs ».

Compte tenu des deux mois et demi de différence dans les périodes considérées, les chiffres israéliens et libanais sont quasi concordants. Remarquable retenue de la part de la résistance libanaise, qui contraste avec l'habitude répandue dans le monde arabe, notamment au sein de la résistance palestinienne, de multiplier par dix chaque fait d'arme. L'accélération, au fil du temps, des activités de la résistance libanaise est en tout cas saisissante.

Une leçon aux Palestiniens

Religion, nationalisme, parti ? La motivation du résistant tient à ces trois facteurs. Chez un chiite Hezbollah (partisan de Dieu), le premier l'emporte. Le communiste agit d'abord en militant de son parti. Le membre d'Amal en nationaliste. Mais la chiisme, avec sa vocation au sacrifice et au martyre,

imprègne tous les comportements et explique notamment l'action des « commandos suicides ».

En provoquant par ses premiers attentats une répression israélienne très dure qui ne réussit jamais à briser le mouvement mais frappe les populations chiites du Sud, la gauche a progressivement amené cette communauté à s'engager dans la lutte. Mais la cause majeure de l'entrée, à corps perdu, des chiites dans la résistance a toutefois été leur victoire sur l'État libanais, le 6 février 1984 lorsque la milice Amal et son chef, M. Nabih Berri, s'emparèrent du pouvoir de fait à Beyrouth-Ouest. En sapant l'autorité du pouvoir central libanais, les Israéliens éveillent aux-mêmes sous-estimés les conséquences de sa défaite sur leurs positions au sud du Liban et réveille des forces que nul ne pouvait plus contenir.

En prenant la tête du mouvement, en transformant en « ministère de la résistance nationale » son ministère du sud du Liban, M. Berri n'a pas seulement défilé l'État libanais et son président. Il ne s'est pas borné à créer un État dans l'État en revendiquant le pouvoir dans la portion du Sud libérée par Israël : il a aussi coupé l'herbe sous les pieds des Palestiniens « arafistes » du camp d'Aïn-Heloué, près de Saïda, en premier lieu, mais aussi des « pro-Syriens » tentés de rétablir leur ancien pouvoir au Sud. Nationaliste face à Israël, la résistance libanaise l'est donc également face aux Palestiniens, et cela essentiellement du fait de sa dominante chiite. Elle estime non sans raison leur avoir donné une leçon de détermination, d'efficacité, d'abnégation, de discrétion, d'attachement à sa terre et à ses valeurs religieuses. Elle est nue par le nationalisme arabo-bouté sur la religion, tel que l'entendent et la pratiquent les chiites depuis la révolution iranienne.

L. G.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

ATTENTAT CONTRE UNE MOSQUEE. — Un attentat à la bombe a eu lieu dans une mosquée de la province de Herat (ouest du pays), provoquant la mort de cinq personnes et des dégâts importants, a rapporté le lundi 18 février Radio-Kaboul. Selon la radio, des « contre-révolutionnaires » avaient placé une bombe dans la mosquée du village de Khosgar, vendredi, le jour de la prière. D'autre part, l'agence Tass a fait, à deux reprises, état d'accusations de Kaboul à l'encontre de la Chine, qualifiée de « principal centre d'organisation de la guerre non déclarée contre l'Afghanistan ». Dans des dépêches de Kaboul, Tass indique qu'on a été présentés « à la presse des armes de fabrication chinoise livrées en grande quantité aux contre-révolutionnaires afghans par la Chine », ainsi que des « documents attentant de l'ingérence croissante » de Pékin « dans les affaires intérieures » de Kaboul. — (AFP.)

Arabie saoudite

LE ROI FAHD A RECU M. HERNU. — Le roi Fahd d'Arabie saoudite a reçu, le lundi 18 février en début d'après-midi, la Côte d'Azur, où il effectuait depuis samedi un séjour privé, pour regagner Ryad à bord d'un avion privé. Le souverain wahabite, qui vient de faire un voyage officiel à Washington, a reçu avant son départ M. Charles Heriau, ministre de la Défense, venu spécialement lui rendre visite dans sa villa Aurora à Golfe-Juan, près de Cannes.

Inde

EMBUSCADE MEURTIERE. — Des partisans armés du Conseil national socialiste du Nagaland (en lutte pour l'indépendance de cet État frontalier de la Birmanie) ont tué quinze soldats indiens au cours d'une embuscade tendue, lundi 18 février, dans l'État voisin de Mani-

pur, selon l'agence de presse indienne PTI. Les rebelles n'agissent qu'au sein d'un convoi militaire dans le district d'Ukhrul. — (AFP.)

Maroc

M. FILALI AUX ETATS-UNIS. — Quelques heures après sa nomination par le roi Hassan II à la tête de la diplomatie marocaine (le Monde du 19 février), M. Abdellatif Filali est parti lundi 18 février pour Washington. — (Reuters.)

République sud-africaine

QUATRE MEMBRES PRÉSIDENTS DU PAC LIBÉRÉS. — Les quatre prisonniers politiques sud-africains libérés le vendredi 15 février dans le cadre des propositions de libération conditionnelle du président Pieter Botha, sont des membres présumés du Congrès panafricainiste (PAC, Mouvement sud-africain anti-apartheid interdit depuis 1960). Les quatre hommes, qui ont purgé chacun plus de vingt ans de prison au bagne de l'île de Robben, sont Philemon Tefu, Samuel « Chips » Chibane, Dimake « Pro » Malepe et Isaac Mthimane. Ils avaient été reconnus coupables de sabotage, en 1963, et condamnés à la prison à vie par la Cour suprême de Pretoria. D'autre part, deux femmes noires sont mortes dimanche 17 février dans la cité noire de Khatlelong, à l'est de Johannesburg, à la suite de coups de feu tirés par des policiers sur des émeutiers attaquant la maison d'un conseiller municipal, a annoncé un porte-parole de la police. — (AFP.)

Sri-Lanka

INTERVENTION DE LA MARINE CONTRE DES FUYARDS. — Les forces navales du Sri-Lanka ont tiré, le lundi 18 février, sur trois bateaux transportant des Tamouls vers l'Inde et ont fait de nombreux

blessés, a annoncé mardi à New-Delhi l'agence indienne UNI. C'est la première fois que la marine sri-lankaise canonne des Tamouls fuyant l'Inde depuis l'« exode massif » qui a commencé le 4 février. Les trois bateaux transportant une centaine de Tamouls ont dû changer de cap et ont accosté à Dhanuskodi, à 20 kilomètres de Rameswaram, dans l'État de Madra, a précisé l'agence indienne, les forces navales du Sri-Lanka ont commencé à pilonner les bateaux quand ceux-ci sont entrés dans les eaux territoriales indiennes. Selon les autorités indiennes, quelque 40 000 Tamouls ont trouvé refuge en Inde depuis qu'on a éclaté des troubles ethniques au Sri-Lanka l'année dernière. — (AFP.)

Tchécoslovaquie

CONDAMNATION D'UN ANCIEN ATTACHÉ MILITAIRE. — Un ancien attaché militaire tchécoslovaque en France, M. Frantisek Vojtascek, a été condamné à vingt-cinq ans de prison pour espionnage, a-t-on appris, le lundi 18 février à Prague. M. Frantisek Vojtascek semble avoir été condamné à purger sa peine dans un pénitencier de « catégorie 3 », le régime le plus dur. La seule indication fournie jusqu'à présent par la presse était l'annonce, le 4 juillet 1978, par l'agence CTK, de l'ouverture d'une instruction contre M. Vojtascek en vertu d'un article de code pénal applicable aux personnes détectées d'un secret d'État particulièrement important. — (AFP.)

Sofres

Opinion publique

Enquêtes et commentaires

1985

«L'ensemble est d'une grande richesse et le champ couvert par les sondages d'une extrême variété... Des commentaires pénétrants clarifient les réponses et dégagent les traits les plus significatifs»

René Rémond - Le Monde

Gallimard

50 من الال

AMÉRIQUES

Argentine

Le péronisme est de plus en plus divisé après l'apparition d'un fort courant « rénovateur »

Buenos-Aires. — La crise du péronisme est pratiquement d'actualité depuis la mort, en juillet 1974, de Juan Domingo Peron, qui, sur le sol argentin ou durant son exil à Madrid, conduisit d'une main de fer le mouvement fondé après la guerre. Cette crise, masquée par près de huit ans de régime militaire, apparut au grand jour lors des élections générales du 30 octobre 1983. Pour la première fois de son histoire, le péronisme mûrit la poussière face à son traditionnel rival radical, après une campagne électorale qui avait démontré son impuissance à proposer autre chose que l'invocation nostalgique des grands ancêtres : Peron et sa seconde femme, Evita. Un mythe s'écroulait, celui de l'invincibilité du péronisme.

On aurait pu croire que l'abandon allait enfin crever. Il n'en fut rien. Les dirigeants péronistes s'employèrent à minimiser la portée de cet échec. N'avaient-ils pas recueilli 49 % des suffrages ? En outre, soutenaient-ils, les suffrages qui s'étaient portés sur leur candidat, M. Itala Luder, étaient « purs », alors que ceux qui avaient assuré le triomphe de M. Alfonsín venaient d'horizons très divers. Certes, les critiques ne man-

De notre envoyé spécial

quérèrent pas à l'existence de la « vieille garde syndicale », regroupée autour de M. Lorenzo Miguel, leader des « métallins » et de M. Hermínio Iglesias, chef des péronistes de la province de Buenos Aires et aux convictions clairement fascistes.

Le 15 décembre 1984, le congrès national justicialiste plaça le premier au poste de second vice-président, tandis que le deuxième était nommé secrétaire général. La première vice-présidence était tout de même confiée à un nouveau venu, M. José María Vernet, gouverneur de la province de Santa-Fé.

Le congrès qui s'est tenu le 4 février à Rio-Hondo dans le nord-ouest du pays marque-t-il la chute d'un autre mythe du péronisme, celui de son indivisibilité ? Il existe à l'heure actuelle deux instances supérieures. D'un côté, la direction désignée le 15 décembre, de l'autre, celle surgie le 4 février, avec à sa tête le sénateur et dirigeant syndical, M. Orlandi Britos. Les « rénovateurs » sont majoritaires au congrès justicialiste : quatre cent trente

membres sur six cent quatre-vingt-cinq étaient présents à Rio Hondo. Mais il apparaît à la justice électorale, immédiatement saisie par les « officiels », de trancher.

Démocratie et « caudillisme »

Le désaccord entre « officiels » et « rénovateurs » porte en premier lieu sur le mode de désignation des dirigeants. Ces derniers ont décidé de modifier les statuts du parti et d'implanter le suffrage direct. Il s'agit d'une véritable révolution, le péronisme se caractérisant par l'absence de démocratie interne. Deuxième point de divergence : les relations entre parti et syndicats. Les « rénovateurs » sont hostiles à une conception « travailliste » du péronisme, selon laquelle le parti ne serait qu'une courroie de transmission des syndicats. « Il est vrai que le parti justicialiste ne jouait qu'un rôle secondaire lorsque Peron dirigeait le mouvement », affirme l'un d'eux. Mais cela n'avait guère d'importance car c'est lui qui définissait la stratégie et conférait au péronisme son caractère de mouvement. La situation a changé depuis sa disparition. « Aujourd'hui, il est absolument nécessaire de constituer un parti fort, un parti de masse, indépendant de l'appareil syndical. »

En matière d'idéologie et de programme, les différences sont moins marquées. Les uns et les autres se réclament de la doctrine justicialiste. On peut dire cependant que les « rénovateurs » représentent la tendance modérée alors que les « officiels » se situent carrément à droite voire à l'extrême droite, comme M. Hermínio Iglesias, surtout, les premiers paraissent définitivement acquis au régime démocratique tandis que les seconds maintiennent des relations étroites avec l'armée.

Il y a cependant un point commun. Les uns et les autres reconnaissent Isabel Peron pour chef suprême. « Nous n'avons pas voulu poser le problème de la présidence, affirme l'un des « rénovateurs », son sort sera définitivement réglé le 15 décembre, lorsque les adhérents seront appelés à voter. » Si c'est vrai que seule une poignée de fidèles conserve quelques illusions quant à sa capacité de dirigeant, il n'empêche que c'est à travers elle que Peron « est présente » (est présent). L'écart définitivement, c'est couper à la fois le cordon ombilical et le lien ténu qui unit encore la famille péroniste.

En fait, l'unité n'est que le masque d'un jeu. Les uns et les autres veulent accéder à la position de force avec le soutien représenté par MM. Lorenzo Miguel et Hermínio Iglesias, les autres considèrent qu'il faut en finir avec une bonne fois pour toutes avec « les marcheurs de la défaite » et faire circuler du sang neuf dans le péronisme.

Que pense de tout cela M. Alfonsín ? Il n'est pas sûr que le chef de l'Etat voie d'un très bon œil l'affermissement d'un courant rénovateur au sein du principal parti d'opposition. Un péronisme radical, capable d'élaborer un projet politique et sans seulement de rassembler les mécontents constituerait un adversaire redoutable. Il sonnerait définitivement le glas d'une idée chère à M. Alfonsín, la constitution d'un troisième grand mouvement historique, qui rassemblerait autour du radicalisme les « bons éléments » du péronisme. Nul doute également qu'il sera plus difficile de négocier la pause sociale dont le président radical a besoin pour stabiliser l'économie, avec des dirigeants émus qu'avec des « caudillos » peu soucieux de l'opinion de la base. Les « rénovateurs » accusent ouvertement l'effacement de favoriser le secteur de M. Lorenzo Miguel. Le congrès qui s'est tenu en décembre était, selon eux, entaché d'irrégularités grossières, ce qui n'a pas empêché la justice électorale d'en reconnaître la validité. « Cette attitude, dictée par des intérêts électoraux (en novembre, la Chambre des députés sera renouvelée pour moitié) est suicidaire, affirme un dirigeant « rénovateur ». M. Alfonsín semble ignorer que ce secteur se précipitera à la première occasion dans les bras des militaires. »

JACQUES DESPRÉS.

LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET LE PRÉSIDENT DE LA BANQUE CENTRALE ONT PRÉSENTÉ LEUR DÉMISSION

Buenos-Aires (AP, AFP, Reuters). — Le ministre de l'économie, M. Bernardo Grinspun, et le président de la Banque centrale, M. Enrique García Vazquez, ont présenté, lundi 18 février, leur démission au président Raúl Alfonsín, qui les a acceptés.

Cette double démission intervient moins d'une semaine après l'interdiction des négociations sociales, qui réunissent les représentants du gouvernement, des syndicats et des entreprises (le Monde des 17-18 février).

Le président Alfonsín a désigné le secrétaire au Plan, M. Juan Sourrouille, pour succéder à M. Grinspun, tandis que M. Alfredo Concepción, secrétaire au commerce intérieur devient le nouveau président de la Banque centrale.

Chili

UN ÉMISSAIRE AMÉRICAIN RENCONTRE LES PRINCIPAUX DIRIGEANTS DU PAYS

Santiago du Chili (AFP, Reuters, UPI). — Le président Pinochet s'est entretenu lundi 18 février avec le secrétaire d'Etat adjoint américain, M. Langhorne Motley, des possibilités de retour de la démocratie au Chili et des relations bilatérales. La visite de trois jours de M. Motley intervient après la diffusion, mercredi 13 février, d'un rapport sur la situation des droits de l'homme dans le monde en 1984, préparé par le département d'Etat américain. Ce rapport soulignait, pour le Chili, l'absence de progrès en vue d'un retour à la démocratie et une régression dans le domaine des droits de l'homme.

L'un des membres de la junte, le chef d'Etat-major de la marine, l'amiral Merino, a assuré au représentant américain que le gouvernement autoriserait les partis politiques non marxistes dès cette année. Lors de sa visite, le haut fonctionnaire américain doit également s'entretenir avec des représentants de l'Eglise, du monde du travail et des affaires, ainsi qu'avec les responsables des partis de l'opposition non marxistes.

Canada

LA COUR SUPRÊME AUTORISE UN NOUVEAU ESSAI DE MISSILE DE CROISIÈRE AMÉRICAIN

Ottawa (AFP, Reuters). — La Cour suprême du Canada a rejeté, lundi 18 février, une requête présentée par le groupe pacifiste Operation Dismantle (opération démantèlement) demandant l'interdiction d'un essai en vol d'un missile de croisière américain au-dessus du sol canadien. Cet essai devait d'abord avoir lieu comme prévu ce mardi 19 février. Le missile, non armé, devait être lancé d'un bombardier B-52 au-dessus de la mer de Beaufort et atterrir à la base aérienne de Cold Lake dans l'Alberta. Le point de largage est situé à 1 500 kilomètres de l'espace aérien soviétique.

Les cinq juges de la Cour suprême n'ont pas indiqué les raisons pour lesquelles ils avaient repoussé la demande du groupe pacifiste. Celui-ci affirmait que cet exercice avait un caractère « illégal et anticonstitutionnel ». Les juges ont toutefois estimé que, en cas d'erreur de vol, l'URSS était suffisamment informée pour ne pas s'alarmer.

D'autre part, l'organisation Greenpeace a annoncé, dimanche, qu'elle allait tenter de gêner l'essai en question en déployant dans le corridor aérien emprunté par le missile un filin soutenu par des ballons et des dispositifs destinés à brouiller les aides.

comptabilité et gestion des associations m.-j. desouches

3^e 6d., 135 F
Prix public TTC au 15.2.85
Chez votre Libraire

AFRIQUE

Afrique du Sud

Affrontements près du Cap entre la police et les squatters du camp de Crossroads. Six morts, plus d'une centaine de blessés

De notre correspondant

Johannesburg. — Une nouvelle fois, Crossroads, le célèbre camp de squatters d'environ 65 000 personnes, aux portes du Cap, est entré en ébullition. Et cela à cause d'une rumeur qui depuis quelques jours circulait entre les maisons de fortune de ce gigantesque bidonville : la population allait être déplacée vers Khayelitsha, une nouvelle township en cours d'achèvement créée de toutes pièces à 35 kilomètres du Cap.

Malgré les incitations de l'administration locale, les squatters refusent de quitter l'insalubre et insupportable Crossroads pour vivre dans ce qui ressemble à un camp d'internement coincé entre la mer et une base militaire. Lundi 18 février au matin, ils sont donc restés chez eux de peur de ne plus pouvoir retrouver leur logement le soir. La tension a monté petit à petit. Les premières pierres ont volé, des voitures ont été incendiées. La guérilla entre les forces de police et les habitants s'est poursuivie tout au long de l'après-midi et une partie de la soirée. Caillasses, gaz lacrymogènes, balles en caoutchouc et plomb à ciseaux. Bilan : six morts et près de cent cinquante blessés, dont quelques-uns sérieusement touchés, et sept policiers légèrement atteints.

Ce mardi matin, la situation était calme à Crossroads, sillonnée par les unités anti-émeutes en véhicules blindés.

Soudan

Le régime du maréchal Nemeiry affronte une situation critique

L'avenir du régime soudanais du maréchal Nemeiry paraît de plus en plus incertain. Après avoir indiqué que les Etats-Unis ainsi que leurs associés au sein du FMI - l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne et l'Arabie saoudite - avaient décidé de suspendre leur aide exceptionnelle à Khartoum, s'élevant à 1,5 milliard de dollars l'an (le Monde du 19 février), le département d'Etat a révélé le lendemain que l'Egypte procédait au retrait de ses forces aériennes stationnées à Khartoum. La brigade égyptienne avait été déployée en mars dernier à la suite d'un raid effectué par un avion libyen sur la capitale soudanaise.

Le gouvernement du Caire s'est abstenu d'informer ou de confirmer la nouvelle, bien que l'on considère généralement qu'elle soit fondée. Cela n'a pas empêché le président égyptien Mubarak de « déplorer » la suspension de l'aide financière américaine au gouvernement soudanais. Regret de pure forme quand on mesure l'importance de l'assistance militaire égyptienne qui a contribué, à plus d'une reprise (notamment en 1971 et 1976), à sauver le régime du maréchal Nemeiry.

S'agit-il d'une pression concertée de Washington et du Caire pour contraindre le président soudanais à modifier sensiblement sa politique ? Les deux capitales ne cachent pas leur inquiétude devant l'islamisation du régime de Khartoum, son incapacité de résoudre les graves problèmes économiques et sociaux, son intransigence face aux rebelles autonomistes du Sud.

Les Egyptiens, d'ailleurs, que les Américains manifestent leur irritation : la guérilla du sud a paralysé les travaux sur le canal de Jonglei qui devait, dès 1986, fournir à l'agriculture égyptienne un supplément d'eau de quelque 3 milliards de mètres cubes ; l'annulation de la coopération au développement et dans l'appareil de l'Etat, risque de renforcer les islamistes égyptiens. L'exaspération, le mois dernier, du chef des Frères musulmans, Mahmoud Taha, un musulman modératiste et démocrate âgé de soixante-seize ans, avait profondément choqué l'opinion, non seulement en Egypte mais aussi dans l'ensemble du Golfe, en particulier l'Arabie saoudite, laquelle avait pourtant encouragé le maréchal Nemeiry à « islamiser » son régime.

Avant le royaume wahabite, l'Egypte a commencé à prendre ses distances avec le maréchal Nemeiry, l'été dernier. De proches collaborateurs du président Mubarak - son premier conseiller, M. Ousama El Baz, par exemple - se mirent à recevoir les représentants des formations de l'opposition soudanaise, les incitant à coordonner leur projet de constituer leur « front du salut national », rassemblant toutes les formations de la droite islamique aux communistes.

En guise de riposte, le maréchal Nemeiry tenta, par personnalité interposée, d'ouvrir un dialogue avec le colonel Kadafi, ennemi juré à la fois des dirigeants soudanais et égyptiens. Les échanges n'ont pu aboutir à une normalisation en raison des conditions draconiennes que pose le président libyen. Il faudrait dès lors interpréter comme un geste de pure propagande l'offre de la Libye, annoncée officiellement le lundi 18 février, de fournir au Soudan une aide financière équivalente à celle que les Etats-Unis viennent de suspendre.

ERIC ROULEAU.

Tunisie

LA MORT POUR LE VIOL

(De notre correspondant.)

Tunis. — Désormais, le viol et l'attentat à la pudeur pourront être sanctionnés en Tunisie par la peine de mort. Le président Bourguiba a demandé, le samedi 16 février, à son ministre de la justice, de préparer un projet de loi à soumettre à la Chambre des députés, aggravant les peines prévues par le code pénal actuellement en vigueur (vingt ans de travaux forcés maximum).

A l'avenir, le viol et l'attentat à la pudeur, soit sur des mineurs de moins de dix ans, soit accompagnés de violence, de menace ou d'utilisation d'arme, ou encore commis par des ascendants ou des personnes ayant autorité sur leur victime (parents, enseignants, médecins, etc.) seront passibles de la peine capitale. Dans les autres cas, les auteurs de ces crimes encourront les travaux forcés à perpétuité.

C'est afin d'instaurer les règles d'un comportement social et de dégoûter une éthique sociale solide que le président Bourguiba a recommandé ces nouvelles dispositions, a expliqué le ministre de la justice. Le recrudescence des affaires de viol et d'attentat à la pudeur que la presse locale rapporte souvent avec d'horribles détails, de plus en plus fréquemment ces derniers temps, n'est pas étrangère à la décision présidentielle.

M. D.

LA TIE

deurs ont présenté rance à l'Elysée

RDA : M. Alfred Müller

WASHINGTON REVISE RE ACCORDS DE COOPÉRATION MILITAIRE AVEC U NOUVELLE-ZÉLANDE

L'UNIVERSITÉ DU 5 mai 1985

LE PRÉSIDENT PERTIN NE VEUT PAS JOUER LES SECONDS RÔLES

dossier

LE POINT SUR...

Les deux Corées

DEUX faits ont récemment attiré l'attention sur la Corée, divisée depuis la guerre en deux États, dont aucun n'est représenté aux Nations unies.

D'abord, l'échec d'un dialogue entre le Nord et le Sud, encouragé semble-t-il par les alliés respectifs des deux pays, la Chine et les États-Unis.

L'organisation d'élections, ensuite, en Corée du Sud, qui s'inscrivent dans un processus de démocratisation souhaité par Washington et qui ont permis l'apparition d'un nouveau parti d'opposition, première étape vers une certaine normalisation de la vie politique. Au Nord comme au Sud, cependant, nombre de questions restent posées qui touchent à l'avenir des deux

régimes. Comment, à Pyongyang, peut s'organiser la première succession dynastique dans un régime communiste, avec l'éventuelle accession au pouvoir du fils du maréchal Kim Il Sung ? Comment, à Séoul, de nouveaux pas peuvent-ils être accomplis, sans risques de déstabilisation, vers un système politique plus démocratique ?

Au Nord : préparer la relève des générations

LA République populaire démocratique de Corée, capitale Pyongyang, reste un des pays les plus fermés du monde, marqué par le triple héritage de la deuxième guerre mondiale, de la guerre de Corée où s'opposèrent, dans les années 50, le nord et le sud de la péninsule, et de la guerre froide qui acheva de figer les positions. C'est également l'un des rares États dont le régime, l'un des plus oppressifs parmi les pays socialistes, n'a connu que très peu de modifications depuis près de quarante ans et où le même homme, le maréchal Kim Il Sung, est resté sans interruption au pouvoir.

A la rigueur sociale et politique qui caractérise en général les démocraties dites populaires, vivant sous la domination exclusive de leur Parti communiste, s'est ajouté en Corée du Nord un climat de confrontation avec le monde extérieur qui a fortement contribué à la rigidité du système. Maintenu sur le pied de guerre par une situation d'armistice qui est loin d'être la paix, le pays vit dans la crainte permanente de tentatives de déstabilisation encouragées de l'extérieur. De telles circonstances ne pouvaient que renforcer l'influence de services de sécurité déjà puissants par nature dans ce genre de régime mais qui ont trouvé là les meilleurs prétextes pour supposer à toute velléité d'ouverture ou de libéralisation, l'itélle relative.

Le fait nouveau est que de timides mais incontestables signes de mouvement ont été enregistrés ces toutes dernières années. Le plus évident a été la relance, à l'automne 1983, d'une offre de négociation à la fois avec les États-Unis - militairement présents dans le Sud - et avec le régime adverse de Séoul, en vue d'un règlement d'ensemble dans la péninsule coréenne.

Ce n'est pas tout à fait la première fois qu'un dialogue s'ébauchait entre le Nord et le Sud. Une tentative en ce sens avait notamment eu lieu en 1972, mais elle était restée sans lendemain. Celle qui se poursuit actuellement - bien que des rendez-vous prévus au mois de janvier aient été ajournés à la demande de Pyongyang - est plus encourageante du point de vue de la souplesse relative dont ont fait preuve les Nord-Coréens et qui semble témoigner d'une volonté réelle de négociations. On peut d'ailleurs penser qu'en retardant les rencontres attendues au mois de janvier, Pyongyang a voulu laisser passer l'échéance des élections législatives organisées le 12 février dans le Sud et dont le déroulement aurait pu influencer les conversations.

Il demeure que, après avoir proposé des négociations tripartites entre lui-même, les États-Unis et les « autorités de Séoul », le gouvernement nord-coréen s'est engagé progressivement dans des contacts directs - humanitaires puis économiques - avec le régime sud-coréen auxquels il s'était longtemps refusé, et qui constituent les préliminaires nécessaires à toute négociation d'ensemble faisant intervenir d'autres puissances.

Un handicap inquiétant

Un second signe de mouvement a été donné par de discrets mais notables changements sur le plan intérieur. Dans le domaine économique d'abord, avec l'annonce que la Corée du Nord souhaitait développer ses relations avec les pays capitalistes, au point - ce qui est tout à fait inédit - de proposer à ces derniers la création d'entreprises « mixtes », c'est-à-dire à capitaux partagés, pour l'exploitation de ses propres ressources. Une plus large ouverture de

certaines zones, comme celle de Nampho, près de Pyongyang, au commerce international était également annoncée. Moins remarquables mais tout aussi significatifs ont été certains remaniements de personnel, en particulier à la tête de la sécurité d'Etat.

Plusieurs raisons ont motivé cette évolution. Les considérations économiques ont joué leur rôle : après deux décennies consécutives à la guerre, de reconstruction et de développement accéléré (la valeur de la production industrielle a été multipliée par 11,6 entre 1956 et 1970), l'économie nord-coréenne donnait des signes d'essoufflement.

A de graves difficultés financières extérieures s'ajoutait une incapacité à mettre en œuvre les technologies nouvelles qu'exige une industrie moderne. Le handicap était d'autant plus inquiétant que les rivaux du Sud, avançant sur le même terrain et disposant déjà d'une avance considérable. À lui seul, l'argument justifiait que les portes s'ouvrent sur le monde extérieur, sous peine de stagnation, voire de récession, avec les risques sociaux qui, sous n'importe quel régime, peuvent en résulter.

Le culte du maréchal Kim Il Sung

Tout aussi déterminant a été le facteur proprement politique. Aujourd'hui âgé de soixante-trois ans, le maréchal Kim Il Sung concentre entre ses mains la totalité des pouvoirs, entouré d'un culte personnel aujourd'hui sans équivalent dans aucun autre pays du monde. Un tel type de gouvernement est par essence d'une excessive vulnérabilité dans la mesure où la disparition du guide suprême ne peut que créer un vide politique générant des plus graves dangers d'instabilité, voire d'intervention extérieure ouverte ou déguisée.

Il était donc indispensable d'organiser, tant qu'il en était temps, la succession. Aucune personnalité ne pouvait prétendre à la même autorité « historique » que le président Kim Il Sung, cette succession suppose une modification du style même du gouvernement - fut-elle symboliquement assurée par le propre fils du maréchal, M. Kim Jong Il. C'est apparemment dans cette direction qu'on s'est orienté, au moins au stade des préparatifs, avec une progressive réorganisation du parti, du gouvernement - remanié au début de 1984 - et plus prudemment de l'armée, le tout allant dans le sens d'un renouvellement des générations. Celui-ci implique, comme dans d'autres pays, un changement à la fois dans la vision du monde extérieur et dans les méthodes de gestion, jusqu'ici marquées par l'héritage des années 50.

Des pressions externes, enfin, sont puissamment intervenues. La Chine a joué ici un rôle essentiel, à la fois en raison des transformations qu'elle connaissait elle-même depuis la mort de Mao Zedong, en 1976, et de ses intérêts de puissance régionale majeure. Les remèdes administrés à l'économie chinoise ne seraient-ils pas applicables à celle de la Corée du Nord ? Pékin, souhaitant s'assurer d'un « environnement pacifique durable », pouvait-il s'accommoder, sur ses frontières, d'un régime aussi imprévisible que secret et enclin à un « terrorisme d'Etat » - voir l'attentat de Rangoun - générateur de crises potentielles dont la Chine n'avait que faire ? Ces arguments furent développés sans aucun ambiguïté, semble-t-il, au cours de multiples rencontres entre dirigeants chinois et nord-coréens, au point que le maréchal Kim Il Sung, cherchant

à diversifier un peu ses alliances, se rendit à Moscou l'été 1984, pour la première fois depuis dix-huit ans. Si ce geste allait dans le sens d'un certain réajustement de la diplomatie nord-coréenne, il ne contredisait pas la politique d'ouverture encouragée par la Chine : l'URSS, elle aussi, préfère limiter les risques de crise dans cette partie du monde.

A moindre distance enfin, la Corée du Nord a dû tenir compte de la montée en puissance de sa voisine méridionale, qui étendait son audience diplomatique à travers le monde. Ignorer cette évolution ou s'y opposer par la seule voie d'une propagande stérile - alors que Pékin commençait à avoir des regards pour Séoul - eût été se condamner à un isolement croissant. La recherche du compromis, forme locale de coexistence pacifique, était pratiquement la seule voie.

Autant de motifs d'« ouverture », autant de défis. Les relever suppose pour le régime - faute d'une démocratisation encore bien éloignée de sa nature - des exercices d'assouplissement auxquels, depuis plusieurs décennies, il s'est peu préparé.

Au Sud : démocratiser pour stabiliser

LA Corée du Sud a abordé, avec les élections législatives qui ont eu lieu le mardi 12 février, une étape décisive de son histoire. Depuis trente ans en effet, le pays a connu une vie politique secouée de coups d'Etat, tentés ou réussis, sans parvenir encore à se doter d'institutions tant soit peu démocratiques et relativement stables. En 1960 le régime du président Syngman Rhee - qui a survécu à la guerre - est renversé. Lui succède celui du général Park, dont la femme est assassinée en 1974. Park lui-même est tué cinq ans plus tard. En 1980 un autre général, le président Chun Doo Hwan, prend le pouvoir quelques mois après les émeutes de Kwangju, réprimées dans le sang sous son autorité.

C'est un peu après cette époque qu'une longue marche, prudente et hésitante, est entreprise vers une sorte de normalisation de la vie politique, en dépit de nouveaux drames qui touchent plus ou moins directement le pouvoir : le 1^{er} septembre 1983, un Boeing 747 des Korean Airlines est abattu par la chasse soviétique, entraînant 269 personnes dans la mort ; le 9 octobre suivant, l'explosion d'une bombe à Rangoun - dont des agents nord-coréens

seront tenus pour responsables - fait dix-sept morts dans l'entourage du président Chun, en visite officielle en Birmanie.

Les contraintes de l'environnement international ont pesé et pèsent encore sur le climat intérieur en Corée du Sud. La confrontation avec le Nord a entraîné des craintes permanentes - un danger rétrograde - de déstabilisation, de sabotage, justifiant l'action omniprésente de puissants services de contre-espionnage et de sécurité, dont l'influence s'est longtemps fait sentir dans les milieux politiques. Contrepartie d'une croissance économique accélérée, soutenue par d'importants marchés extérieurs, des scandales retentissants ont terni le monde des affaires, sans épargner le pouvoir auquel l'unissent des liens étroits. Il n'est pas sûr, enfin, que la tutelle américaine - militaire mais aussi diplomatique et économique - ait toujours joué, en dépit des intentions proclamées, dans le sens d'une réelle démocratisation des mœurs.

Aujourd'hui encore, de multiples restrictions sont imposées à l'exercice de libertés théoriquement reconnues par les régimes placés sous influence occidentale. Les principaux dirigeants de l'opposition - à commencer par M. Kim Dae Jung, autrefois condamné à mort, puis gracié et exilé aux États-Unis et qui vient tout juste de regagner son pays - restent frappés d'interdiction d'activité politique. Étroitement surveillés, les syndicats sont privés de leurs moyens d'action normaux. La presse, la radio, la télévision, sont contraintes à un conformisme prudent excluant toute mise en cause sérieuse du pouvoir. Des manifestations d'étudiants, enfin, sont périodiquement réprimées.

Lendemain d'élections

Aidé, de surcroît, par un système électoral qui le favorise systématiquement, le pouvoir ne pourra pas, dans ces conditions, de risques très graves lors des élections qui ont eu lieu le 12 février. Aussi bien le parti gouvernemental conserve-t-il une large majorité à l'Assemblée nationale. La consultation n'en a pas moins ouvert une phase nouvelle dans la vie politique sud-coréenne, car elle a permis la percée spectaculaire d'un nouveau parti d'opposition - le Parti néo-démocrate - qui se réclame ouvertement de personnalités, et qui se propose de jouer un rôle beaucoup plus actif que l'ancienne opposition légale - dont la participation au jeu parlementaire était largement formelle.

Si ce progrès d'une opposition « authentique », par voie électoral et sans incident majeur, a marqué un pas vers la démocratie, les véritables questions se posent aujourd'hui. Face à ce nouveau partenaire, le pouvoir aura-t-il tendance à se raidir - par crainte de déstabilisation - ou acceptera-t-il un dialogue qui, même s'il est conduit avec la modération dont chacun prétendait vouloir faire preuve au lendemain du scrutin, ne peut conduire qu'à de nouvelles mesures de démocratisation touchant aux institutions ?

Car une nouvelle échéance électorale se profile à l'horizon. Le président Chun a maintes fois répété qu'il ne solliciterait pas en 1988 le renouvellement de son mandat - quoi qu'en pensent notamment une partie de ses anciens collègues de l'armée, peu soucieux de voir le régime affronter les aléas d'une élection présidentielle. Or la nouvelle opposition exige non seulement que ce rendez-vous électoral soit respecté mais réclame également que le futur président soit élu non pas par un collège restreint (comme le prévoit actuellement la Constitution) mais au suffrage universel direct. C'est l'un des sujets, avec

celui des libertés publiques, qui va dominer désormais le débat politique.

Pour deux autres raisons encore, extra-politiques mais essentielles, le gouvernement de Séoul se trouve aujourd'hui placé dans un contexte délicat.

Après des années d'expansion rapide - qui ont mis la Corée du Sud au premier rang des « nouveaux pays industrialisés » - l'économie nationale a décliné en 1984 quelques signes de fatigue. En partie sous l'action des autorités qui, redoutant une surchauffe inflationniste, ont restreint le crédit, le taux de croissance a chuté de 2,5 points, passant de 9,7 % en 1983 à 7,2 %. Dérapage contrôlé, certes, et qui n'aurait rien d'alarmant si, en même temps, les exportations - principalement en direction des États-Unis - ne s'étaient sensiblement ralenties, alors qu'avec un déficit de près de 45 milliards de dollars la Corée du Sud est un des quatre pays les plus endettés du monde.

L'espoir des Jeux olympiques

Les dirigeants de Séoul ont fort bien compris que la prospérité et la croissance ne pouvaient, maintenant qu'au prix de mutations technologiques notables, qui feraient passer le pays du rôle de fournisseur relativement bon marché des économies occidentales et japonaises à celui de véritable partenaire. Encore fallait-il que sa compétitivité le mette en mesure d'affronter ces géants sur leur propre terrain industriel : électronique, automobile, chimie... Pour une part au moins, les efforts dans cette direction sont freinés par la part disproportionnée que prennent les dépenses militaires dans le budget national. Si méfiant soit-on, à Séoul, envers les offres de négociation du Nord, une détente progressive serait à cet égard bienvenue et c'est pourquoi, notamment, le Sud ne s'est pas refusé au dialogue.

Sur le plan diplomatique enfin, la Corée du Sud nourrit de grandes ambitions. Le régime entendrait des relations diplomatiques avec la plupart des pays occidentaux et il a réussi, depuis quelques années, à nouer des liens avec de nombreux pays du tiers-monde, en Afrique comme en Asie. Son désir serait d'en faire autant avec des États socialistes qui, en entretenant des relations exclusives avec Pyongyang, paraissent contester sa légitimité. Quelques contacts plus ou moins officiels - sportifs notamment - ont déjà été établis avec la Chine, en dépit des relations privilégiées existant entre cette dernière et la Corée du Nord. Aucun progrès, en revanche, n'a été enregistré avec l'URSS ni avec ses alliés d'Europe orientale.

Le grand espoir est que ces pays accordent à la Corée du Sud une sorte de reconnaissance de fait en acceptant de participer à Séoul à des rencontres internationales de tous ordres, les plus importantes auxquelles on pense aujourd'hui étant les Jeux asiatiques de 1986 et les Jeux olympiques de 1988. On peut dire dès aujourd'hui qu'il y a à cela deux conditions.

La première est que les relations entre Pyongyang et Séoul perdent progressivement leur caractère de confrontation armée pour que les ambassadeurs du Nord ne puissent être accusés de trahison en acceptant d'être présents au Sud.

La seconde est que la Corée du Sud cesse d'être le théâtre de drames comme ceux qu'elle a déjà connus et qui n'ont guère servi son image de marque. C'est dans ce domaine aussi que le passage à des institutions à la fois plus démocratiques et plus stables, en bref plus respectables, prend toute son importance et sa signification.

Dossier établi par ALAIN JACOB



Les rapports avec la France

La France entretient des relations diplomatiques avec la seule Corée du Sud, au niveau des ambassadeurs. La Corée du Nord ne disposait à Paris, jusqu'à la fin de 1984, que d'une mission commerciale, qui a été élevée au mois de décembre au rang de « députation générale ». Cette nouvelle appellation n'impliquait pas de reconnaissance diplomatique, mais le gouvernement de Séoul s'est néanmoins inquiété de ce qu'il considérait comme un « geste interpositif ».

Le froid qui en résulta dans les relations franco-sud-coréennes fut de brève durée et les visites à Séoul, sans doute au printemps prochain, du premier ministre, M. Fabius, et du ministre du commerce extérieur, Mme Cresson, ont récemment été annoncées.

La Corée du Sud est un important partenaire commercial de la France, qui lui a déjà fourni notamment deux centrales nucléaires et se trouve aujourd'hui sur les rangs pour de nouveaux contrats dans le même secteur. Avec un volume total d'échanges qui avait dépassé trois milliards et demi de francs pour les trois premiers trimestres de 1984, la France est le troisième partenaire commercial européen de la Corée du Sud, après le Royaume-Uni et l'Italie.

Les échanges avec la Corée du Nord restent en revanche minimes et ont été légèrement inférieurs, pour la même période, à cent millions de francs.

La France entretient des relations diplomatiques avec la seule Corée du Sud, au niveau des ambassadeurs. La Corée du Nord ne disposait à Paris, jusqu'à la fin de 1984, que d'une mission commerciale, qui a été élevée au mois de décembre au rang de « députation générale ». Cette nouvelle appellation n'impliquait pas de reconnaissance diplomatique, mais le gouvernement de Séoul s'est néanmoins inquiété de ce qu'il considérait comme un « geste interpositif ».

Le froid qui en résulta dans les relations franco-sud-coréennes fut de brève durée et les visites à Séoul, sans doute au printemps prochain, du premier ministre, M. Fabius, et du ministre du commerce extérieur, Mme Cresson, ont récemment été annoncées.

La Corée du Sud est un important partenaire commercial de la France, qui lui a déjà fourni notamment deux centrales nucléaires et se trouve aujourd'hui sur les rangs pour de nouveaux contrats dans le même secteur. Avec un volume total d'échanges qui avait dépassé trois milliards et demi de francs pour les trois premiers trimestres de 1984, la France est le troisième partenaire commercial européen de la Corée du Sud, après le Royaume-Uni et l'Italie.

Les échanges avec la Corée du Nord restent en revanche minimes et ont été légèrement inférieurs, pour la même période, à cent millions de francs.

GROUPEMENT POUR L'ÉTUDE ET LES APPLICATIONS MÉDICALES DE L'HYPNOSE

FORMATION A LA PRATIQUE MÉDICALE DE L'HYPNOSE

5^e cycle de formation (janvier à juin 1985)

Formation assurée et dirigée par le Dr L. CHERTOK et coll., ouverte aux médecins et aux psychologues-psychothérapeutes.

Inscriptions : M^{me} LAPORTE, (1) 622-63-87.

EXPORTEZ sans souci

VMS produits français

NOUS achetons pour nos clients aux L.L.L. (sauf produits alimentaires)

Indiquez-nous vos possibilités

PULVOREX S.A.

18, bd Général-de-Gaulle

76200 DIEPPE

OU SONT LES BONS MÉTIERS DANS L'ADMINISTRATION ?

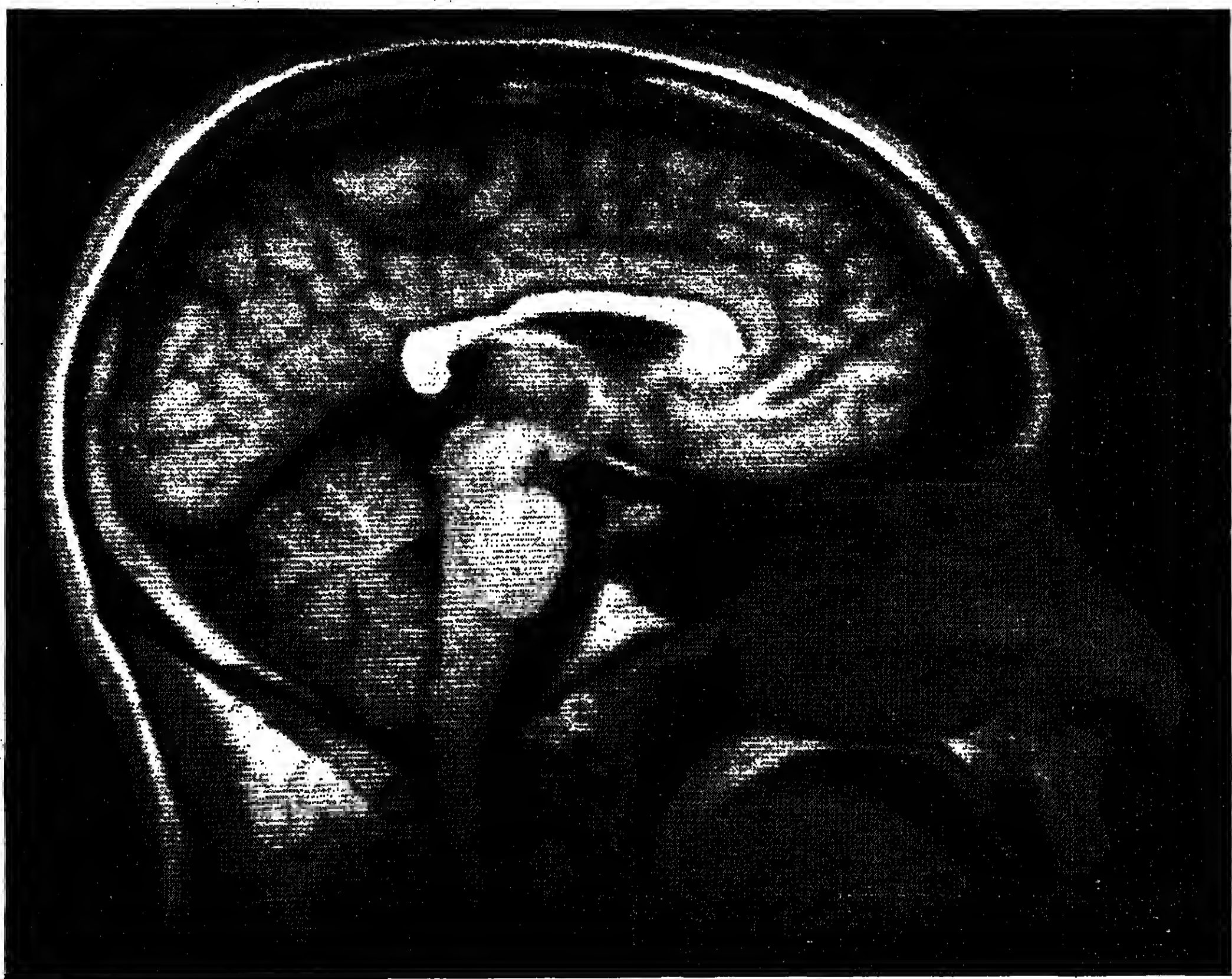
La réponse dans le numéro de février du

L'ÉDUCATION

سكنا من الاربع

551 من الامم

I.R.M.: l'autre façon de voir l'invisible.



Décider. Décider, investir, réussir : trois mots qui résument bien la volonté de gagner du groupe THOMSON. Trois mots qui expliquent aussi l'un des derniers succès de cette société.

En septembre 1982, le groupe THOMSON décide de se lancer dans la grande aventure de l'imagerie par résonance magnétique (I.R.M.).

C'est un pari sur l'avenir !

Déjà, les radiologues disposent d'outils ultra-sophistiqués : le scanner, la radiologie numérique et l'échographie.

Pour le groupe THOMSON, ce n'est pas suffisant...

Investir. Révélateur de l'invisible, l'I.R.M. reconstruit l'image de nos organes à partir des noyaux d'hydrogène du corps placés dans un champ magnétique. Une nouvelle façon de voir l'invisible.

Pour mettre au point son premier Magniscan, THOMSON-CGR va mettre tout son poids dans la balance.

Durant des mois, dans une unité de recherche construite à cet effet, des dizaines d'informaticiens, physiciens, spécialistes des télécommunications et médecins vont travailler sur ce procédé révolutionnaire.

En septembre 1983, les premières images I.R.M. apparaissent sur les écrans THOMSON-CGR.

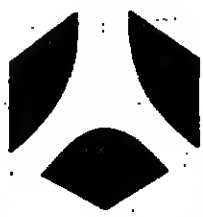
Réussir. Du prototype aux applications en hôpital, Séchats par la précision et la qualité des images, les spécialistes prévoient d'ores et déjà un avenir brillant au procédé I.R.M.

Pour le groupe THOMSON, le succès de l'I.R.M., c'est d'abord un succès pour tous les hommes qui ont participé à son développement.

C'est aussi et surtout une victoire pour le corps médical qui se voit doté d'un nouvel outil de diagnostic particulièrement fiable.

Ce combat pour le progrès, nous le menons dans tous les secteurs de pointe.

Parce que, pour nous, l'avenir a un sens.



THOMSON

Pour nous, l'avenir a un sens.

EUROFI

S MÉTIERS
TRATION?
ÉDUCATION

CANTONALES
comment sortir
Garonne

L'AGITATION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

APRÈS LES VIOLENTS INCIDENTS DE THIO

M. Pisani déclare que ses instructions n'ont pas été suivies

Les Mélanésiens des tribus de la commune de Thio, où se sont produits, dimanche, des heurts violents à la suite d'une charge de gendarmes mobiles, ont réservé un accueil glacial à M. Edgard Pisani, qui était venu, mardi matin 19 février, leur faire une visite surprise. Dans cette localité, une deuxième maison, appartenant à un Européen réfugié à Nouméa, a été incendiée dans la nuit de lundi à mardi. En réponse à plusieurs questions sur l'origine des incidents, le député du gouvernement a relevé que ses instructions n'avaient pas été suivies. Il a demandé un rapport et annoncé des « décisions » dans les quarante-huit heures.

Le bureau politique du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS), qui avait demandé, lundi, à ses militants d'agir sur le terrain « avec encore plus de détermination », a adopté, finalement, une position plus modérée. Les dirigeants indépendantistes continuent de négocier avec le délégué du gouvernement. En revanche, le représentant du gouvernement territorial M. Dick Ukeiwé, sénateur RPR, continue de se dérober aux sollicitations de M. Pisani.

Le président du groupe RPR du Sénat, M. Charles Pasqua, a quitté Nouméa. Avant son départ, il a insisté à propos des incidents de Thio, en affirmant que M. Pisani « en est maintenant rendu à aller s'excuser et à aller désamorcer les forces de l'ordre ; c'est lamentable ». La veille, au cours d'une réunion à la mairie de La Foa, le président du groupe RPR du Sénat avait affirmé, en s'adressant aux élus locaux : « Ceux qui vous ont abandonnés étaient les gérants provisoires dont on va se débarrasser. C'est vrai, au mois de novembre, les gens du gouvernement auraient pu bazararder la Nouvelle-Calédonie sans que les gens de la métropole s'en aperçoivent. Aujourd'hui, nous sommes concernés. Dix-huit millions de Français sont appelés aux urnes aux élections cantonales et il n'y a pas une ville, pas un village dans lesquels on ne va pas parler de la Nouvelle-Calédonie ».

Interrogé sur les conséquences politiques des incidents de Thio, M. Pisani a rendu hommage à la modération du FLNKS (Front de libération nationale kanak et socialiste) et a déclaré que ce n'était pas lui qui avait pris la décision de laisser le cortège automobile se rendre à Thio. « Le communiqué que j'ai signé, samedi, constitue exactement les instructions que j'ai données, et il n'y a pas eu de modification », a-t-il déclaré. « Je n'en ai pas donné d'autres et je n'ai été sollicité à aucun moment de les modifier ou de les compléter [...]. Les choses ne se sont pas passées comme j'avais dit qu'elles devaient se passer ».

La responsabilité d'avoir autorisé le passage du cortège du Front calédonien jusqu'à la plage de Thio incombe donc, semble-t-il, au général Debré qui supervisait la situation depuis Nouméa et qui était en contact avec le détachement en place sur le terrain.

Il reste maintenant à savoir si le commandant des forces de gendarmerie a agi sur la foi d'informations incomplètes, ou s'il a commis une erreur de jugement sur les conséquences de sa décision. Toujours est-il que le général Debré n'a pas rendu compte au haut-commissaire et que celui-ci a regretté cette réticence d'informations. M. Pisani avait déjà exprimé, en privé, des regrets analogues après l'opération de gendarmerie du 12 janvier qui avait abouti à la mort d'Eloi Machoro.

Les événements de dimanche ne seront pas, en tout cas, sans conséquences. « J'ai demandé », a dit M. Pisani, « une analyse extrêmement détaillée sous forme de base de laquelle je serai amené à prendre des décisions ». Celles-ci semblent s'orienter vers des sanctions à l'encontre de certains gendarmes plus que vers des mesures judiciaires dirigées, au vu de l'état d'urgence, contre les dirigeants du Front calédonien. M. Pisani a réaffirmé sa confiance dans les forces de l'ordre « qui font leur devoir et leur travail difficile ». Mais le ministre a interrogé par son tel tel point précis, pour savoir si elles se laissent entraîner par une certaine logique... a-t-il ajouté.

Les décisions consécutives à l'enquête devraient être connues dans les quarante-huit heures. Elles concerneront aussi l'intervention des gendarmes mobiles dans la tribu de Saint-Philippe. « Pensez-vous qu'il s'agisse d'une bavure ? », n-on demandé à M. Pisani. « J'en ai peur », a répondu le député du gouvernement.

FREDERIC FILLOUX.

Nouméa : la montée des extrêmes

II. - Le plan secret des Canaques

De notre envoyé spécial
ALAIN ROLLAT

Après les violents incidents survenus le dimanche 17 février dans la localité de Thio, les dirigeants du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS) ont demandé à leurs militants de préparer plus activement les actions de « déstabilisation des intérêts coloniaux » (Le Monde du 19 février).

Nouméa. - Les insurgés ont pignon sur rue, à deux pas du centre de Nouméa, la « ville blanche », bastion de leurs adversaires : le « Gouvernement de Kanaky ». C'est écrit à l'encre verte, sur une feuille de papier blanc placardée sur un mur noir, entre l'affiche de la Ligue communiste révolutionnaire représentant Eloi Machoro « assassiné par l'ordre colonial français » et une photo de l'envoyé spécial du Figaro, accompagnée de la mention suivante : « Milicien, où que tu sois, n'oublie pas cette tête... ».

Ce soir-là, comme d'habitude, les militants chargés du service d'ordre bavardaient dans le jardin à l'ombre du lycée surmonté du drapeau de Kanaky frappé d'une flèche stylisée noire sur fond de disque solaire. Au premier étage de la villa, quelques secrétaires s'activaient tandis qu'un rez-de-chaussée le bureau politique peaufinait le communiqué de presse qui devait résumer les conclusions du congrès, prévu le samedi 9 février à Nakety (Le Monde du 12 février). Tout était calme au quartier général du FLNKS, un numéro 10 de la rue Gambetta.

La rédaction du communiqué se révélait laborieuse. L'état-major du FLNKS cherchait à atténuer l'impact de la divulgation de la décision prise à huis clos par ses comités locaux de reprendre bientôt l'offensive sur le terrain en se livrant à des « actions de déstabilisation économique des intérêts coloniaux et néo-coloniaux ». Finalement, la version officielle de la résolution adoptée par le congrès était devenue plus elliptique : « C'est la propre organisation du peuple kanak sur le terrain qui déstabilisera les intérêts coloniaux ».

Une semaine plus tard, après les incidents survenus à Thio, changement de rythme : les trente-deux comités régionaux du FLNKS viennent de recevoir la consigne de hâter la mise en œuvre des actions de déstabilisation économique. C'est le nouveau « ministre de la sécurité », M. Léopold Jorédié, qui coordonne cette phase de la stratégie du mouvement indépendantiste.

Le successeur d'Eloi Machoro n'est pas un va-t-en-guerre : « Nous avons besoin de temps pour nous organiser ». Il ne souhaite pas personnellement que le plan secret de déstabilisation soit engagé trop rapidement. Il est certain que certains militants ne soient tentés par des opérations impétueuses qu'il ne pourrait pas contrôler. Mieux que quiconque, M. Jorédié sait que le FLNKS n'est pas le FLN, ni même le FLNC, encore moins l'IRA ou le Sentier lumineux.

Les faiblesses de la coalition indépendantiste sont multiples : manque de moyens matériels, absence quasi totale de communication entre les six comités régionaux, pénurie de cadres. Le travail de formation militante entreprise depuis la création du Front, en juin 1979, n'a pas encore effacé les handicaps inhérents aux particularismes claniques et linguistiques ancestraux de la communauté mélanésienne. Pendant sept ans, sous l'influence personnelle d'Eloi Machoro, la région centrale de la Grande Terre, délimitée par les territoires communaux de Thio, Canala, la Foa, Sarraméa, Bouloupari, a tenu sur la scène calédonienne le rôle d'une avant-garde militante, mais les autres régions n'ont pas suivi le rythme imposé par le « chef de guerre » du FLNKS. La « neutralisation » définitive d'Eloi Machoro a donc porté un coup très rude au mouvement indépendantiste.

Le FLNKS n'en est pas mort pour autant. La coalition a réussi au choc. Le risque était grand de voir les jeunes membres du PALIKA (Parti de libération kanak), participants de l'action directe et fort critiques, par le passé, à l'encontre de la stratégie des petits pas prônée par M. Jean-Marie Tjibaou, rompre avec le Front qu'ils avaient rejoint en décembre. « La PALIKA est habitée à des actions ponctuelles mais peu portées à l'action continue », nous déclarait M. Léopold Jorédié avant le congrès de Nakety. Si le PALIKA se livre maintenant à des actions isolées, cela deviendra dangereux car c'est l'ensemble du FLNKS qui en endossera la responsabilité. Au congrès de Nakety le PALIKA a, lui aussi, manifesté une intention de privilégier le maintien de l'unité.

Or ce souci unitaire, sensible à tous les niveaux de l'organisation du FLNKS, constitue un facteur non-

veau au sein de la communauté kanak. Ses conséquences seront importantes car, depuis la « prise de possession » de 1983, les tribus canaques s'étaient toujours trouvées en état d'infériorité, face à leurs colonisateurs, parce qu'elles étaient divisées.

« L'impôt révolutionnaire »

Les indépendantistes, au total, contrôlent politiquement dix-huit des trente-deux territoires communaux de la Nouvelle-Calédonie. Les calédoches ou les quelques membres des minorités ethniques, qui continuent de vivre dans les zones à prédominance mélanésienne, sont plus que jamais isolés. Le FLNKS compense par sa seule capacité à occuper le terrain, sur ces parties du territoire, la faiblesse de ses structures et de son organisation. Là où il prédomine, son influence s'exerce même, parfois, de façon brutale.

Le samedi 9 février, le ministre de l'enseignement du gouvernement territorial, M. Delin Wema a été houspillé et menacé de mort par un groupe de militants indépendantistes de la tribu de Coula à laquelle il appartient. Quelques jours auparavant, le nouveau président-directeur général d'Air Calédonie, successeur à ce poste du numéro deux du FLNKS, avait été agressé par d'autres militants dans la banlieue de Nouméa.

Les rares colons autorisés à rester dans les localités tenues par le FLNKS sont contraints d'acquiescer à un « impôt » révolutionnaire. Tel est le cas, par exemple, de M. Noël Kabor, le dernier élève calédoche de Canala, qui paie régulièrement de quelques litres de bétail, de l'utilisation de son matériel agricole et de sa propre sueur le prix de sa cohabitation pacifique avec le FLNKS local. Le jour du congrès de Nakety, cet homme de bonne composition a fourni et livré un bœuf pour alimenter les participants. Le président du comité FLNKS local assure qu'il propose chaque fois à l'élève de lui payer des « services » mais que celui-ci, chaque fois, refuse obstinément. La femme de M. Kabor, elle, a fait ses comptes : le montant de ce « loyer » particulier s'élève à environ 600 000 francs CFP par an, soit 30 000 francs.

L'état-major du FLNKS sait fort bien, toutefois, que cette présence sur le terrain ne saurait suffire à lui permettre de conquérir l'indépendance par le recours à l'illégalité et la force, fût-elle armée. Armé, le FLNKS l'est. Il dispose de plusieurs centaines de carabines et fusils ainsi que de stocks de dynamite. De quoi équiper ses militants les plus déterminés. Au congrès de Nakety, le 9 février, plusieurs jeunes militants exhibaient des carabines ruisselantes. Cela ne suffit pas à constituer une armée révolutionnaire. Cela suffirait, le cas échéant, à former des groupes de commandos.

La lutte armée fait partie des options étudiées. Depuis 1983 elle a d'ailleurs été pratiquée presque en permanence contre les Français. La liste est longue des affrontements sanglants entre Canaques et colons. Mais, à l'exception des révoltes de 1878 et 1917, les violences ont été très localisées et limitées. Si la lutte armée n'est pas à l'ordre du jour, aujourd'hui, raison en fait que, en ce domaine, le rapport des forces n'est pas favorable au FLNKS. Non seulement la présence des gendarmes et des soldats français se révèle dissuasive, mais, au poids de l'artillerie, les calédoches apparaissent plus « lourds » que les Canaques. Selon la gendarmerie, on compte en moyenne quatre fusils par brousse arborée, et retournant, sur le terrain, des opérations « tournantes ». De même, le comité directeur de l'Union calédonienne, réuni le samedi 16 février, a exprimé sa préférence, dans l'immédiat, pour la mise en place d'une « économie parallèle » parmi la communauté kanak. Quant à M. Tjibaou, il soulignait, le mercredi 13 février, dans un entretien publié par El Moudjahid : « Il ne faut pas beaucoup de temps pour incendier Nouméa, c'est petit, ce n'est pas grand comme Alger. Mais nous respectons les outils de travail parce que l'indépendance il faut la construire, la développer ».

Toute la question est de savoir si, après avoir allumé la mèche, les stratèges du FLNKS seront en mesure de maîtriser la progression de la flamme.

la découverte de deux « caches »... vides, quelque part sur la côte est.

En revanche les arsenaux individuels sont bien fournis. A Voh, il y a quelques jours, un broussard a porté plainte après qu'on lui eut volé une carabine et cinq fusils de calibres divers, dont un lebel en parfait état de fonctionnement. A Thio, un autre Européen a accusé les hommes d'Eloi Machoro de lui avoir dérobé neuf armes et la bagatelle de douze mille cartouches. En outre, la panoplie du parfait cibiste s'est généralisée parmi les Européens alors qu'elle est rare chez les Canaques.

Le FLNKS préfère envisager une guerre économique parce qu'il dispose, sur ce terrain-là, de positions qui lui assurent, au départ, un meilleur avantage.

Cette guerre, un moment, avait commencé avant même le congrès de Nakety avec le refus de reprise du travail exprimé par les ouvriers mélanésiens de la tribu de Thio-Mission appartenant au personnel de la Société Le Nickel, puis avec les sabotages commis à Kouaoua et le dynamitage de quelques pylônes électriques. L'état-major du FLNKS, par l'intermédiaire de M. Jorédié, veut en maîtriser la préparation, et éventuellement le déclenchement, en essayant, surtout, de reprendre en main les groupes d'action autonomes qu'Eloi Machoro avait commencé à constituer et qui devaient se livrer à des opérations ponctuelles sous son commandement direct.

Cet embryon de branche armée clandestine - animée par certains des dix-sept « stagiaires » initiés l'automne dernier par les Libyens aux rudiments de l'art militaire - rentrera-t-il dans le rang ? Ou sera-t-il tenté par l'activisme contre l'avis du nouveau « ministre de la sécurité » ? Le FLNKS, quoi qu'il en soit, a les moyens de mener des actions de déstabilisation contre le chef-lieu pour « encourager au départ » un maximum d'auto-indépendantistes.

Nouméa, cœur économique de la Nouvelle-Calédonie, est, en effet, très vulnérable. Il suffirait que l'usine de Doniambo, productrice du nickel, dont les installations dominent le port, soit contrainte à la fermeture pour que la ville toute entière subisse une faillite totale. La chambre de commerce et d'industrie a calculé que la cessation de l'activité de ce centre métallurgique provoquerait, directement ou indirectement, la mise en chômage de près de sept mille personnes. Or l'usine de Doniambo a besoin, pour fonctionner, de minerai, d'électricité et d'eau. Et ces trois sources d'énergie sont situées en brousse, hors de la ville. Le minerai provient des mines de la côte est, l'électricité du barrage de Vati, édifié au sud-est du territoire, l'eau de la rivière Dumbéa, au nord de l'agglomération nouméenne.

« Il ne faut pas beaucoup de temps pour incendier la ville »

Comme le souligne un militant du PALIKA, « Nouméa a besoin de la brousse pour vivre. Il suffirait d'empêcher la reprise de l'extraction à Thio et à Kouaoua, de saboter quelques lignes et quelques conduites pour semer la panique à Nouméa ». Jusqu'à présent, aucun dirigeant du FLNKS n'a sérieusement évoqué la possibilité de recourir à cette phase ultime de ce plan de déstabilisation économique, dont l'application pourrait sanctionner soit une rupture totale avec M. Pisani et le gouvernement, soit un échec du mouvement indépendantiste au scrutin d'autodétermination.

Personnellement, M. Jorédié opte plutôt pour une déstabilisation rampante, incluant le boycottage des commerçants de Nouméa, et retournant, sur le terrain, des opérations « tournantes ». De même, le comité directeur de l'Union calédonienne, réuni le samedi 16 février, a exprimé sa préférence, dans l'immédiat, pour la mise en place d'une « économie parallèle » parmi la communauté kanak. Quant à M. Tjibaou, il soulignait, le mercredi 13 février, dans un entretien publié par El Moudjahid : « Il ne faut pas beaucoup de temps pour incendier Nouméa, c'est petit, ce n'est pas grand comme Alger. Mais nous respectons les outils de travail parce que l'indépendance il faut la construire, la développer ».

Toute la question est de savoir si, après avoir allumé la mèche, les stratèges du FLNKS seront en mesure de maîtriser la progression de la flamme.

Prochain article :

LA TRANCHÉE
DE CHARLES,
DICK, JACQUES...

GRAND MAÎTRE DU GRAND-ORIENT DE FRANCE

M. Roger Leray propose d'accroître le rôle des grands chefs coutumiers

Le plique-nique de Thio est une privation gratuite, hôte et méchante, je suis scandalisé. Pourquoi a-t-on laissé passer les voitures sans savoir qui était dedans ? s'est demandé, le lundi 18 février, M. Roger Leray, grand maître du Grand-Orient de France, à propos des incidents qui ont fait une dizaine de blessés, le 17 février, dans la ville minière. « Rien n'est désespéré », en Nouvelle-Calédonie, estime néanmoins M. Leray : « A l'intérieur même des deux communautés existent certainement les volontés majoritaires d'hommes et de femmes qui espèrent et veulent trouver les chemins de la compréhension ».

Tous les intermédiaires de M. Leray, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des deux loges locales du Grand-Orient de France, qui comptent cent-vingt membres à Nouméa, lui ont semblé accepter l'idée d'une évolution de la vie en société qui intègre la réalité des Mélanésiens responsables. D'autre part, « aucun des hommes que j'ai rencontrés n'a manifesté la volonté de rompre avec la France », ajoute le grand maître.

De l'observation de ces constats, M. Leray déduit que « à long terme, ce qui rapprochera M. Ukeiwé de M. Tjibaou est, sûre-

ment plus fort que ce qui unit stratégiquement sur le front « nationaliste » un Canaque et un Européen ».

Pour exprimer ce consensus, M. Leray compte notamment sur les grands chefs coutumiers canaques. « Ils constitueront à leur tour, douter une force de réflexion, un pouvoir de nature à débloquer la situation. L'officialisation de l'assemblée de quelque cinquante grands chefs coutumiers pourrait constituer l'élément nouveau susceptible de donner un débat une indispensable rationalité. » Toutefois, si M. Leray a noté que, depuis les années 50, des rapports humains, réels, vrais, se sont établis entre les uns et les autres, il n'en a pas moins marqué que « les communautés, elles, sont restées étrangères l'une à l'autre, le phénomène du métissage n'ayant, semble-t-il, rien changé ».

La présidence du grand maître du Grand-Orient de France rejoint à la fois la démarche suivie par le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, M. Georges Lemaignan, qui a fait inscrire dans le nouveau statut de territoire l'existence d'une chambre coutumière consultative, et le projet du président du gouvernement territorial, M. Dick Ukeiwé, sénateur RPR, qui suggère la mise en place d'un « conseil coutumier ».

La liberté de la presse en Nouvelle-Calédonie

Le Conseil national pour la liberté de la presse, créé à l'initiative de plusieurs personnalités de l'opposition et animé notamment par MM. Jacques Bannuel, député RPR des Hauts-de-Seine, et Henri Amaraux, a demandé, dimanche 17 février, à la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, à la suite de l'article consacré par notre correspondant à Nouméa à la pratique de l'information à la station locale de Radio France d'outre-mer (Le Monde du 16 février), d'enquêter sur le bien-fondé des indications publiées et, en cas échéant, de rétablir la liberté d'information, de garantir l'indépendance des journalistes et l'objectivité de la radio-télévision de la Nouvelle-Calédonie.

Intoxication collective. - La vente d'alcool étant interdite sur l'ensemble du territoire de la Nouvelle-Calédonie, depuis l'entrée en vigueur de l'état d'urgence, une dizaine de jeunes Mélanésiens de Thio d'Ouvéa (archipel des Loyautés) ont été victimes d'une intoxication après avoir absorbé de l'alcool destiné au fonctionnement d'une photocopieuse. Deux d'entre eux sont morts à l'hôpital de Nouméa où ils avaient été transportés.

Le n° 4 de **Gauche** est paru

- INVITEE Edouard
- DOSSIER le point
- ARTICLE de Daniel Mitterrand

GAUCHE

société

Recul de la toxicomanie en France ?

Le rapport annuel du centre Marmottan, enregistre de « fragiles indices » positifs

Y aurait-il en France un recul de la drogue ? Le rapport annuel du centre Marmottan à Paris enregistre « des fragiles indices tendant à montrer que le raz de marée de la toxicomanie commence à ralentir, voire à s'infléchir ». Ces conclusions, pour la première fois depuis la création du centre il y a quinze ans, à son directeur, le docteur Claude Olivenstein, de soutenir une telle affirmation ? Rien, pourtant dans le nombre croissant des saisies policières ou douanières, ne devrait autoriser tant d'optimisme. Les surdosses mortelles ont dépassé, en 1984, les deux cents (1) et l'héroïne pulvulente sur le marché. Mais des études épidémiologiques démontrent que le nombre des victimes, pour une année donnée, correspond à une situation antérieure de quatre à cinq ans. Les morts par surdosses de 1984 seraient donc, pour la plupart, d'anciens toxicomanes dont la première prise de drogue remonte à 1978-1980.

D'un autre côté, la progression des saisies et des interpellations ne prouve pas tant une augmentation du trafic qu'une intensification des moyens de répression. En effet, la brigade des stupéfiants de la préfecture de police de Paris et l'Office central de répression et de lutte contre la toxicomanie disposent, depuis 1982, de plus d'hommes et de moyens.

Les chiffres donnent donc une photographie déformée, et l'on peut s'étonner que le ministère de l'Intérieur retienne les statistiques de 1984, toujours alarmantes si elles ne sont pas corrigées.

En affirmant que le phénomène s'infléchit, le docteur Olivenstein s'appuie sur d'autres repères. La drogue ne touche essentiellement que la classe moyenne française et les immigrés de la deuxième génération. Le milieu ouvrier et le monde rural ne sont que peu atteints et l'ensemble du corps social ne paraît pas visé par le fléau. L'attitude de la jeunesse s'est, semble-t-il, modifiée. Le marché est moins bien structuré que naguère ; on ne peut affirmer avec certitude que le milieu en a repris le contrôle, et il y a sans doute une certaine diversification des circuits de vente : personne ne s'y re-

trouve dans la qualité et les prix. Le trafic de fourniture se développe ; les toxicomanes ne s'approvisionnent plus en Thaïlande, mais à Béziers en Indes. Le phénomène intéresse essentiellement la région parisienne, Marseille et toute la Côte d'Azur. Il reste donc concentré dans des centres de distribution et ne s'est pas, comme on pouvait le craindre, propagé sur tout le territoire. Les nouveaux toxicomanes, qu'on trouve dans chaque ville ne prolifèrent pas. La consommation du haschich est stationnaire.

Toutefois, la cocaïne, qu'on avait déjà décelé sur l'Europe, sévit encore « en toute impudeur, avec arrogance et ostentation, dans les milieux de luxe ». Mais, phénomène nouveau : elle est utilisée de plus en plus souvent par les toxicomanes « traditionnels » qui la mélangent à de l'héroïne. L'absorption plus fréquente de drogues légales, comme les médicaments détournés de leur usage ou les solvants organiques, indique, là encore, une transformation de la demande due sans doute à une baisse du pouvoir d'achat des consommateurs.

Les bienfaits de la répression

Les « accrochés » doivent courir de plus en plus de risques pour se fournir en produits et sont plus fréquemment défilés aux tribunaux. Pour 50 % environ, les affaires traitées par le tribunal de Paris sont, de près ou de loin, liées à la toxicomanie. La répression paraît avoir porté ses fruits. « Malgré notre scepticisme initial, reconnaît le docteur Olivenstein, les opérations de type « coups de poing » à l'Hotel Chalon semblent avoir contribué à l'infériorisation du phénomène » (toutefois, Marmottan a donné en 1984, 15 644 consultations et traité 2 637 nouveaux cas).

Si la drogue est la rencontre d'un produit, d'une personnalité et d'un moment socio-culturel, pour reprendre la formule du fondateur de Marmottan, il apparaît donc que le moment socio-culturel, s'est, avec la crise, nettement modifié. Mais ce faible espoir

suffit-il pour autoriser les pouvoirs publics à relâcher leur attention ? Ce léger repli du phénomène de la drogue ne devrait en tout cas pas décourager les efforts de la mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie, créée à grand bruit et relancée par le président de la République. M. Mitterrand avait promis, en 1983, qu'il « allait se ficher ».

Jusqu'à présent, l'initiative a marqué à la mission, autant que les moyens, pour accomplir sa tâche. Elle n'a pas pu produire l'étude épidémiologique nécessaire pour une réelle appréciation du phénomène. Son président n'a pas une seule fois, en deux ans, convoqué une réunion interministérielle pour coordonner l'action du gouvernement. On n'a réussi qu'à interdire la trichloréthylène et qu'à conseiller aux commerçants de placer leurs colles et leurs solvants sur des étagères plus hautes. La mission n'a pu, dans le domaine de la prise en charge, affirmer ses choix et contribuer ainsi à la « réflexion éthique » souhaitée par le directeur de Marmottan.

On peut se demander si, ajoute le docteur Olivenstein, dans un domaine autre que le nôtre, les familles aient un des leurs frappés par un cancer, par exemple, accepteraient qu'il se fasse soigner par un cardiologue. Ajoutons que nous ne sommes pas nous-mêmes les seuls à être atteints, nous sommes aussi les auteurs de la violence du trafic, de la violence du trafic, de la violence du trafic.

L'admission qu'entrevoit le docteur Olivenstein peut, toutefois, calmer les passions et les réactions politiques qu'elles entraînent. La démarche de Marmottan n'en sera que mieux acceptée et comprise : « Autant que la toxicomanie, ce qui nous intéresse, c'est de permettre à ces garçons et à ces filles qui nous sont confiés, de devenir des hommes libres et dignes ».

CHRISTIAN COLOMBANI.

(1) Cent soixante-dix-sept surdosses mortelles en 1983, cent soixante-quatre en 1982.

DANS LE MANHATTAN DE L'EST PARISIEN

Un demi-mètre carré d'espace vert par habitant

« Monsieur le maire, vous avez dit qu'il y avait un demi-mètre carré d'espace vert par habitant. Nous réclamons un poumon pour Saint-Blaise ». Chaque matin, des dizaines de cartes postales ainsi rédigées tombent, depuis peu, sur le bureau de M. Didier Bariani, le maire du XX^e arrondissement à Paris et ancien président du parti radical. A leur façon, gentille et naïve, les habitants du quartier Saint-Blaise — une ZAC bâtie de tours — tentent désespérément de s'opposer au rouleau compresseur de l'urbanisme municipal. Il restait un hectare encore libre dans ce secteur où les bétonneurs font la loi depuis quinze ans. Au lieu d'en faire l'espace vert — le poumon pour Saint-Blaise unanimement désiré — on va le bétonner de parking, de logements et d'édifices.

L'affaire pourrait passer pour un clochisme écolo comme il y en a tant. Mais c'est beaucoup plus que cela : une des « baux » dont la rénovation des vieux quartiers parisiens fut naguère émaillée. En 1977, dès son arrivée à l'Hôtel de Ville, le maire, M. Jacques Chirac, avait ordonné la révision de tous les plans d'aménagement.

« Abaissez les hauteurs, verdissez, reconstruisez le tissu urbain, humanisez », tel était le mot d'ordre. Il fut largement appliqué. Depuis, M. Chirac a fait du rééquilibrage de Paris vers l'est la colonne vertébrale de son action municipale. Or, dans son esprit, ce rééquilibrage passe précisément par la multiplication des petits équipements publics et des aménités qui manquaient tant à ces quartiers déshérités.

Forte densité

C'est très exactement ce qu'exigeaient les citoyens de Saint-Blaise. A la place des bâtisses prévues par les planificateurs municipaux, ils voulaient un espace de liberté, des jeux pour les enfants, un coin où se promener les vieillards, un local de réunion pour les associations, des ateliers pour les adolescents, un kiosque à musique pour les musiciens amateurs, bref un point de rencontre où enfin le quartier trouverait peut-être son âme. Et c'est ce qui leur refuse.

Le décor de la pièce est classique : la ZAC Saint-Blaise, un pan de vingt-troisième arrondissement et crasseux,

quelque part derrière le Père-Lachaise. Il y a dix-huit ans déjà que l'on projette de le rénover. Au départ, les urbanistes voulaient y dresser une sorte de Manhattan de l'est parisien avec une douzaine de gratte-ciel. Il n'en reste que cinq, reliquats absurdes qui plongent dans l'ombre tout ce qui les entoure. Car le plan de Saint-Blaise a été plusieurs fois remanié. Mais on persiste à vouloir entasser là douze mille habitants nouveaux n'ayant, pour les trois quarts d'entre eux, que des revenus modestes. Densité : soixante mille habitants au kilomètre carré, plus de deux fois celle du reste de l'arrondissement, sans doute l'une des plus fortes d'Europe. Espaces verts prévus : un demi-hectare, soit un demi-mètre carré par personne. Tout cela, avec l'approbation dix fois renouvelée du Conseil de Paris qui se félicite régulièrement de cette « opération à caractère social ».

Résultat : les familles étrangères y atteignent un taux record. Par réaction, M. Jean-Marie Le Pen recrute ses électeurs les plus déçus.

Nerveux et passifs

Mais ce sont les enfants qui pâtissent les premiers de l'urbanisme vertical. A l'école maternelle de la rue du Clos, les espaces de jeux extérieurs sont à l'étroit. Les tout-petits doivent sortir en trois fois les jouets. Tout à côté, les quatre cents écoliers de l'école élémentaire jouent dans une sorte de puits asphalté, environné d'immeubles de 50 mètres de haut. La cour est si resserrée que la moitié des enfants sont assis sur le trottoir. Au collège de la rue Saint-Blaise, la cour est juchée sur le toit, d'où les gamins lancent des morceaux de glace sur des passants lors des grands froids.

Instituteurs, animateurs de clubs de sport, médecins du quartier, assistants sociales sont unanimes : « Ces enfants sont à la fois nerveux et passifs. Ils dorment mal, bref, ils ont absolument besoin d'un espace pour se défaire ». Comme ils ne l'ont pas, ils jouent sur les trottoirs, dans les puits, disparaissant dans les sous-sol. Pour les adolescents de Saint-Blaise, l'école buissonnière se fait dans les parkings. Tout récemment, une cinquantaine de voitures en ont fait les frais. Tout se passe en

bonne mesure si on avait créé de toutes pièces les conditions d'une mini-délinquance.

Le dernier hectare libre de la ZAC doit recevoir encore quatre cent trente logements, soit mille deux cents habitants de plus, trois cent cinquante places de parking et quelques entreprises. Un square de 2 500 mètres carrés est censé égayer l'ensemble, mais les sorties de parking débouchent soit dans les rues piétonnes, soit devant les écoles. Certains résidents ont été localisés dans les cours d'immeubles, comme il y a, un siècle. Quant aux fameux locaux collectifs que la loi impose, qui sont réservés aux activités de quartier, on les a scindés en trois cabibis de 30 mètres carrés chacun, ce qui les rendra difficilement utilisables. Bref, une fin médiocre pour une ZAC longue.

Commentaire de M. Bariani, le maire : « Je sais bien que la ZAC Saint-Blaise, peuplée par une population collective, est porteuse de risques. Mais empêcher le quartier de son dernier programme de logements sociaux ne serait pas une thérapie suffisante et délicate. En plein accord avec l'Hôtel de Ville, j'ai fait mon choix et je l'assume ».

MARC AMBROISE-RENDU.

SPORTS

REORGANISATION DES SPORTS A LA MAIRIE DE PARIS

La direction de la jeunesse et des sports de la mairie de Paris vient d'être officiellement changée de patron. En effet, c'est M. Guy Druet, trentenaire, conseiller de Paris (deuxième arrondissement), membre du comité central du RPR, qui a été nommé par M. Jacques Chirac adjoint au maire chargé des sports en remplacement de M. Paul Violet. M. Druet fut champion de France du 110 mètres haies en 1970, champion d'Europe en 1974, recordman du monde en 1975 et champion olympique dans cette discipline aux Jeux de Montréal en 1976.

M. Michel Boutinard-Rouelle, trente-neuf ans, devient directeur du service de la jeunesse et des sports à l'Hôtel de Ville, où il succède à M. Jean-Marie Divisia. M. Boutinard-Rouelle avait été précédemment et durant sept ans directeur des affaires culturelles. Il participe régulièrement au Marathon de Paris et il vient de se voir confier par M. Chirac un poste-clé (administrateur délégué) au comité pour la candidature de Paris aux Jeux olympiques de 1992.

• **SKI ALPIN : Championnats de France.** — Yves Tavianot a remporté, lundi 18 février à Courchevel (Savoie), le titre de champion de France de slalom géant pour la troisième année consécutive.

• **TENNIS : Tournoi de La Quinta.** — Thierry Tulasne a battu Guy Forget (7-6, 4-6, 7-6), lundi 18 février, au premier tour du tournoi de La Quinta (Californie) comptant pour le Grand Prix et doté de 210 000 dollars. Tarik Benhabiles s'est qualifié pour le deuxième tour en battant l'Américain Dan Goldie (6-3, 7-6).

• **VOILE : disparition d'un navigateur.** — Christian Fontaine, navigateur français en solitaire, a disparu dans les eaux australes du Chili depuis le 6 février, ont annoncé, lundi 18 février, les autorités maritimes de Punta Arenas. Il était parti, le 3 novembre, de Puerto Eden, petit port du détroit de Magellan pour rallier Puerto Williams, au sud de la Terre de Feu. Il était accompagné d'un codépoulier, Marc Reynaud, qui a débarqué à Puerto Natales, le 27 novembre. Christian Fontaine décidait de continuer seul sur son embarcation de 4 mètres de long. Des unités de la marine chilienne ont commencé des recherches pour retrouver le navigateur.

ÉDUCATION

Le nouveau diplôme de l'enseignement supérieur s'appellera « magistère »

A l'occasion de la pose de la première pierre de l'École normale supérieure de Lyon, M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Éducation nationale, a confirmé lundi 18 février la création d'un nouveau diplôme d'université (le *Magistère* du 15 février). M. Roger-Gérard Schwartzberg avait déjà évoqué cette formation, « filière intégrée de trois années — débutant après le premier cycle universitaire — à haut niveau, à encadrement accentué et à vocation notamment professionnelle ».

M. Chevènement souhaite que cette filière porte le nom de « magistère ». Son ambition est d'encourager « les meilleures filières des universités de façon spécifique, qu'il s'agisse de formation, dans le secteur productif s'arrache les diplômés, ou que ce soient des formations d'excellence dans des disciplines de base ».

Les contenus pédagogiques de ces formations seront déterminés par les établissements et bénéficieront d'un encadrement pédagogique renforcé. Le « magistère », sanction de ces études « hautement qualifiantes », doit être un diplôme d'université délivré par les établissements ayant reçu une accréditation du ministère. « J'envisage de faire bénéficier ultérieurement ce diplôme d'une protection analogue à celle du titre d'ingénieur », a souligné le ministre.

JUSTICE

1984 : une année de stagnation pour le médiateur

Le médiateur, M. Robert Fabre, a déclaré, le 14 février, « une certaine stagnation, en 1984, dans les médiations et les simplifications administratives ». Le médiateur, qui venait de remettre son rapport annuel — trois cents pages — à l'Assemblée nationale, a insisté sur le fait que l'on s'attache « plus les réformes » en relevant que le gouvernement et l'Assemblée nationale ont fait des efforts pour améliorer, simplifier et accélérer l'administration. « Certaines administrations, a encore souligné M. Fabre, traitent les plaies et ne s'occupent pas de la médecine préventive, il faut changer les comportements et les mentalités ».

Le médiateur s'est félicité de voir introduire l'éducation civique dans les programmes de l'enseignement primaire ; s'agissant de la levée de l'anonymat des fonctionnaires, il a souligné par le premier ministre, le médiateur a estimé que c'était là un moyen de « promouvoir la responsabilité » des fonctionnaires. « Je crois qu'un jour fait un cadavre, il ne s'agit pas d'un meurtre de médiocratie, mais des citoyens à part entière », a-t-il dit. Parmi les dossiers présentés dans son rapport, M. Fabre a évoqué le cas d'une salade au cours de laquelle « on s'était trompé d'usage ».

L'assassinat de Grégory Villemin : la police judiciaire de Nancy reprend l'enquête

L'enquête sur la mort de Grégory Villemin, quatre ans et demi, retrouvé noyé dans la Vologne, le 16 octobre 1984, a été relancée, le 16 octobre 1984, à la demande de la gendarmerie pour être confiée, à compter du mardi 19 février, au service régional de la police judiciaire de Nancy, que dirige M. Gérard Andrieu, commissaire divisionnaire (Le Monde du 16 février).

Le juge d'instruction, M. Jean-Michel Lambert, qui a pris cette décision, s'est entretenu, le lundi 18 février après-midi, pendant près de trois heures, avec M. Pierre Richard, sous-directeur à la direction centrale de la police judiciaire, venu tout exprès de Paris, et M. Andrieu, « patron » de SRP de Nancy.

L'enquête, dans laquelle M. Henri-René Garand, avocat des parents de la victime, avait déclaré avoir relevé « des irrégularités de procédure », avant de demander, le 17 février, qu'elle soit redonnée aux gendarmes, devait donc repartir de zéro. De nouvelles « pistes » sont apparues après que deux experts graphologues parisiens, M^{rs} Françoise de Ricci et M. Alain Buequet, eurent indiqué au juge Lambert que les écritures de trois personnes présentent des similitudes avec celle du « corbeau », auteur des quatre lettres anonymes adressées à la famille Villemin, dont celle revendiquant l'assassinat de l'enfant.

• Un nouveau chef de cabinet pour M. Robert Badinter. — Le Journal officiel du 17 février a annoncé le remplacement de M^{me} Martine Denis-Linton, chef de cabinet du garde des sceaux, par M^{me} Claudine Boizard-Jouanneau, avocat à Paris. M^{me} Denis-Linton a été nommée récemment maître des requêtes au Conseil d'État au tour extérieur. Le mari de M^{me} Boizard-Jouanneau, M^{me} Bernard Jouanneau, a été l'associé de M. Badinter, lorsque celui-ci était avocat.

L'arrestation à Paris d'un militant italien d'extrême gauche

Un militant d'extrême gauche italien, M. Sergio Tornaghi, a été arrêté vendredi 15 février, alors qu'il sortait de chez lui, dans le quinzième arrondissement de Paris. L'arrestation a été opérée par des fonctionnaires de la police judiciaire. M. Tornaghi était l'objet d'une surveillance des renseignements généraux. Il a été trouvé en possession d'une fausse carte d'identité italienne. Agé de vingt-six ans, M. Tornaghi a été condamné par contumace, à la réduction à perpétuité, par les assises de Milan, pour complicité d'assassinat.

M. Tornaghi fait partie des militants d'extrême gauche italiens réfugiés en France dont Rome réclame l'extradition. C'est le deuxième militant d'extrême gauche, après M. Massimo Sandrini (Le Monde du 15 février), à avoir été arrêté en France depuis la polémique entre Rome et Paris. L'Italie reproche à la France de fermer les yeux sur la présence sur son territoire de « terroristes », anciens « brigadistes » et « autonomes ». A la différence de M. Sandrini qui avait été arrêté lors d'un contrôle de routine, M. Tornaghi a fait l'objet d'une interpellation délibérée des services de police.

• Trois commerçants condamnés à Quimper. — MM. Yves Palabre, Pierre Pélouin et Daniel Polier, tous trois membres du Comité de défense des commerçants et artisans du Finistère, ont été condamnés, lundi 18 février, à six mois de prison avec sursis et 2 000 francs d'amende par le tribunal correctionnel de Quimper, à la suite de déprédations commises à l'hôtel des impôts de cette ville, le 14 juin 1982, au cours d'une manifestation contre les contrôles fiscaux.

L'agent du Trésor a obtenu 79 595 francs en réparation des dégâts et 30 000 francs pour la perte d'exploitation. Les services fiscaux avaient évalué les dégâts à près de 150 000 francs.

Trois autres inculpés ont été relaxés.

SCIENCES

CRÉATION DE L'INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES DE L'UNIVERS

Le Journal officiel du 17 février a publié le décret créant, au sein du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), l'Institut national des sciences de l'Univers (INSU).

L'INSU « a pour mission d'élaborer, de développer et de coordonner les recherches d'ampleur nationale et internationale en astronomie, sciences de la Terre, de l'océan, de l'atmosphère et de l'espace, menées au sein des établissements publics relevant du ministère de l'Éducation nationale et au sein du CNRS ».

L'INSU remplace l'Institut national d'astronomie et de géophysique (INAG), qui avait été créé par décret le 11 septembre 1967. Le domaine de l'INSU est très nettement plus vaste que l'était celui de l'INAG, puisqu'il englobe la géologie et l'océanographie.

Le budget de l'INAG, « distinct » de celui du CNRS était, pour 1985, de 135,5 millions de francs. Celui de l'INSU, distinct lui aussi de celui du CNRS, devrait être supérieur à cette somme si l'on veut que le nouveau organisme soit en mesure de remplir sa mission.

Le budget de l'INAG, « distinct » de celui du CNRS était, pour 1985, de 135,5 millions de francs. Celui de l'INSU, distinct lui aussi de celui du CNRS, devrait être supérieur à cette somme si l'on veut que le nouveau organisme soit en mesure de remplir sa mission.

Le budget de l'INAG, « distinct » de celui du CNRS était, pour 1985, de 135,5 millions de francs. Celui de l'INSU, distinct lui aussi de celui du CNRS, devrait être supérieur à cette somme si l'on veut que le nouveau organisme soit en mesure de remplir sa mission.

Le budget de l'INAG, « distinct » de celui du CNRS était, pour 1985, de 135,5 millions de francs. Celui de l'INSU, distinct lui aussi de celui du CNRS, devrait être supérieur à cette somme si l'on veut que le nouveau organisme soit en mesure de remplir sa mission.

Le budget de l'INAG, « distinct » de celui du CNRS était, pour 1985, de 135,5 millions de francs. Celui de l'INSU, distinct lui aussi de celui du CNRS, devrait être supérieur à cette somme si l'on veut que le nouveau organisme soit en mesure de remplir sa mission.

Indubitablement intensif ces stages crash de 60 heures ! 4 semaines à mi-temps du 4 février au 29 mars... On sera par petits groupes de 3 ou 4 personnes au maximum, avec un prof d'anglais, d'allemand, d'espagnol... On croit rêver ! Vive le dialogue ! Choisissez votre centre :

BERLITZ
les langues très vivantes.

Boulogne 609 15 10
Champs-Élysées 720 41 60
La Défense 773 68 16
Nation 371 11 34
Opéra 742 13 39
Panthéon 633 98 77
St-Lazare 522 22 23
St-Germain-en-Laye 973 75 00
Versailles 950 08 70
Service Entreprises : 742 90 10

BERLITZ
les langues très vivantes.

سكرا من الارض

MÉDECINE

EN AMÉRIQUE DU NORD Les fabricants mettent en garde leur clientèle contre un risque mortel de l'aspirine

Les principaux fabricants américains et canadiens d'aspirine vont mettre en garde leur clientèle contre certains effets dangereux de ce médicament. Aux États-Unis, cette décision a été prise à la demande de M^{me} Margaret Heckler, secrétaire d'État américaine à la santé, après que des études épidémiologiques ont démontré, chez des enfants souffrant de grippe ou de varicelle, une corrélation entre la consommation d'aspirine et l'apparition du « syndrome de Reye », tableau clinique aux conséquences souvent mortelles. En France, cette question a été soumise aux responsables nationaux de la pharmacovigilance.

L'aspirine est-elle, dans certaines situations, une substance dangereuse ? C'est ce que l'extraordinaire diffusion de ce médicament à l'échelle mondiale (1), la question est publiquement posée depuis une vingtaine d'années outre-Atlantique. Tout commence en 1963 lorsque deux médecins décrivent, l'un dans l'hépatodermatite britannique *The Lancet*, l'autre dans le journal médical de Caroline du Nord, un syndrome inconnu jusqu'alors. Il s'agit d'un tableau clinique grave, qui associe une encéphalopathie et une dégénérescence du foie et des reins : baptisée « syndrome de Reye », du nom de Douglas Reye, auteur de la publication du *Lancet*, cette affection ne touche que les enfants et les jeunes adolescents. Sa cause demeure, vingt ans après sa description, un vrai mystère et sa fréquence reste relativement exceptionnelle : on ne compte que dix à vingt cas annuels par million de sujets âgés de moins de dix-huit ans.

Longtemps, le syndrome de Reye ne fut connu que des spécialistes fébrés de maladies rares. En 1976, le réseau américain de surveillance épidémiologique fait une curieuse observation : ce syndrome apparaît hé à la consommation d'aspirine. Le fait est noté chez les enfants souffrant d'affection virale (grippe et varicelle, notamment). Plusieurs enquêtes sont alors diligentées par le Center for disease control (CDC) d'Atlanta. Toutes les conclusions soulignent les sérieux soupçons qu'on pourrait nourrir vis-à-vis de l'aspirine, facteur déclenchant ou favorisant du syndrome de Reye.

En mars 1982, un rapport du CDC est publié (*le Monde* du 17 mars 1982) : en juin, la Food and Drug administration (FDA) fait part de son projet de réglementation : le risque et les précautions d'usage doivent, estime la FDA, être

(1) 30 000 tonnes d'aspirine (ou acide acétylsalicylique), soit 75 milliards de comprimés, sont fabriqués chaque année dans le monde (*le Monde* aujourd'hui daté 12-13 février 1984).

JEAN-YVES NAU.

LA CRUAUTÉ DU COLLÈGE ROYAL

Le Collège royal des chirurgiens d'Angleterre a été condamné à 250 livres d'amende, le 19 février, pour cruauté infligée à un animal. Cette condamnation a été prononcée après une plainte de l'Organisation britannique de lutte contre la vivisection. L'animal — un macaque femelle de dix ans — avait été découvert en août dernier dans un centre de recherche de Downe (Kent) par des membres de cette organisation, victime d'un état de déshydratation avancée.

Le tribunal a acquitté le Collège royal d'autres chefs d'accusation relatifs à des singes, pris dans des grilles, qui s'étaient brisés les membres en tentant de parvenir à une cage pour s'abreuver. Pour sa part, le Collège royal a justifié le recours à des expériences sur des singes par ses travaux sur les transplantations rénales et cardiaques, la cécité dentaire, l'asthme, la cécité et le cancer. Le Collège effectue des travaux expérimentaux sur près de deux mille animaux.

Aux États-Unis LE MOUVEMENT DE STÉRILISATION VOLONTAIRE GAGNE EN AMPLIEUR

(Correspondance)

Washington. — Selon des chiffres donnés par le Centre national des statistiques de santé, le mouvement de stérilisation volontaire a gagné en ampleur aux États-Unis. Le nombre des couples ayant choisi de se stériliser a plus que doublé en près de vingt ans. En 1965, 15,8 % des couples d'âge fertile avaient volontairement subi des opérations de vasectomie (ligature des conduits qui composent le sperme) ou de ligature des trompes (ligature des conduits qui empruntent l'ovule). En 1982, cette proportion était de 38,9 %. Pour 11 % de ces couples, la stérilisation, cette année-là, a été nécessaire à la suite d'une opération sans rapport avec le contrôle des naissances.

Apparemment, les femmes sont plus favorables à la stérilisation que les hommes. Sur cinquante millions de femmes en âge de procréer, neuf millions quatre cent mille se sont fait stériliser. L'augmentation des stérilisations volontaires est due, en partie, au nombre croissant de couples plus âgés (ceux dont la femme a entre trente et trente-neuf ans) ayant déjà une famille et sollicitant une intervention chirurgicale.

D'autre part, les statistiques indiquent une baisse de la fertilité des couples en âge de procréer. 52 % de ceux-ci sont en mesure de concevoir et d'avoir des enfants, soit une nette diminution par rapport à 1965 (73 %). Curieusement, l'infertilité des jeunes couples (ceux dont la femme a entre vingt et vingt-quatre ans) a augmenté, passant de 4 % en 1965 à 11 % en 1982. Les raisons de cet accroissement ne sont pas encore clairement déterminées, mais on l'attribue à l'augmentation de certaines infections génitales de nature à rendre la femme stérile.

En outre, on compte aux États-Unis plus de douze millions de femmes incapables de procréer, soit en raison de conditions physiques les empêchant de concevoir ou de porter des enfants, soit en raison de séquelles d'accident ou de maladie, ou encore à la suite d'une stérilisation pour raison médicale.

H. P.

Une curieuse façon de faire sa publicité...

En publicité, il faut faire grand ou rien... beaucoup d'annonceurs le pensent et pourtant vous êtes en train de lire cette annonce et cela prouve le contraire. Nous pouvons vous le démontrer de bien d'autres manières. Téléphonez à J. Lasserre, M.D. Publi-Net (11 742-10-30).

PARLER = CONVAINCRE
COURS HUBERT LE FÉAL
EXPRESSION ORALE
MAÎTRISE DE SOI - COMMUNICATION
démocratisation sans engagement ☎ (1) 387 25 00

CORRESPONDANCE

Autisme et psychanalyse

La vive réaction de trente-six professeurs de psychiatrie de l'enfant à propos de l'autisme, de son origine et de la place que devrait occuper la psychanalyse dans son traitement (*le Monde* du 14 février) nous a valu des réponses émanant notamment de :

Psychologie et idéologie

Votre article du 2 février, où vous rendez compte de l'étude de Rivo consacré à l'autisme, ne pouvait pas ne pas provoquer une réponse. Donc, le 14 février, la riposte que j'attendais s'éleva dans *le Monde*, une riposte qui passe mes espérances, par la rigueur des arguments, et le poids des signatures : trente-six professeurs.

Par le mécanisme bien connu du persécution-persécuté, ils manifestent une violence qu'ils vous attribuent. Évidemment, ils ne disent pas que le titre de votre article était un conditionnel (l'autisme serait d'origine génétique), évidemment ils n'ont pas compris ou pas voulu comprendre votre phrase finale où vous joignez pourtant leurs propres positions : « la prise en charge (psychothérapie), écrivez-vous, permet-elle de guérir (...) du moins d'améliorer très nettement leur situation ». Vous méditez de la psychanalyse ? Non, beaucoup moins en tout cas que les psychanalystes eux-mêmes lorsqu'ils parlent de certains de leurs confrères.

Je suis atterré cependant de trouver parmi les trente-six signataires les noms de cinq psychanalystes libéraux de tout dogmatisme, que j'estime beaucoup. Leur bonne foi a-t-elle été surprise ? Ont-ils vraiment lu votre article ? Je remarque aussi l'absence d'éminents psychanalystes d'enfants.

Deux remarques pour terminer. Dans ce « libelle » de trente-six, comme en toute dispute sur les facteurs génétiques, et aussi bien chez les manieurs de l'hérédité que chez les manieurs de l'environnement, on trouve la même déclaration latente : la réalité est complexe, tout est multifactoriel, et l'usage de l'expression « l'autisme » n'est qu'un raccourci. Qui oserait dire le contraire sans se disqualifier ? Ces paroles de sagesse, très générales, servent de caution, de bonne conscience au dogmatisme qui jamais ne se reconnaît comme tel.

Ma seconde remarque porte sur le fond du problème et ne manquera pas de me faire classer dans le camp des « hérédologues » par ceux qui ne savent pas lire.

Contrairement aux trente-six, je vous trouve trop réservé quand vous employez le conditionnel (l'autisme serait...) et nos éminents professeurs bien mal informés lorsqu'ils écrivent « même si la preuve est apportée un jour de l'influence de facteurs génétiques... ».

Ritvo ne fait que confirmer ce que l'on sait depuis plus de quinze ans. Non pas seulement que plusieurs facteurs peuvent jouer à la fois en interaction (ce qui est banal) mais qu'il existe plusieurs formes d'autisme.

Les notions d'autisme et de schizophrénie ont évolué. Chacun de ces vocables recouvre en fait plusieurs syndromes aux étiologies diverses. Il est établi que certains autismes sont dus à des anomalies génétiques. Ce qui n'exclut évidemment pas, même pour ces cas, une psychopathologie.

RENÉ ZAZZO,
professeur émérite
à l'Institut de psychiatrie
de l'université de Paris
Ancien chef de service
à l'hôpital Henri Rousseau.

La perspective culpabilisante

L'ASITP-Ille-de-France (1), association représentant les parents d'enfants, adolescents et adultes autistes de la région parisienne, avait été très intéressée par votre compte rendu des travaux du professeur Ritvo sur les jumeaux autistiques. Elle n'a pas été surprise de la réaction de trente-six professeurs français de psychiatrie de l'enfant et vous remercie d'avoir donné la parole à M. Ritvo pour leur répondre.

L'association a intervenu dans le débat technique pour n'être pas tentée d'ingérer dans un dogmatisme qui n'est pas le sien. Elle aurait pourtant beaucoup à dire, car de plus en plus nombreux sont les parents prenant la peine de lire la littérature étrangère relative à l'autisme et donc en mesure de se former un jugement sérieux sur les diverses thérapies pratiquées.

Mais puisque ces trente-six professeurs les impliquent, écrivant que votre article « ne peut qu'exercer des effets désastreux auprès des parents qui confient leurs enfants à des équipes dont les méthodes incluent la prise en charge psychanalytique », nous estimons avoir le droit de leur faire remarquer, d'abord que nous ne les avons pas mandatés pour parler en notre nom, ensuite qu'ils sont mal venus de prendre la défense de parents que

l'Association des parents d'enfants autistes et du professeur René Zazzo, le plus célèbre spécialiste français de la psychobiologie de l'enfant, qui fut le président du groupement français de neuropsychopathologie infantile.

nombre d'entre eux placent encore, en dépit de ce qu'ils vous écrivent, dans une « perspective culpabilisante ».

Enfin, l'association souhaite souligner que ce n'est pas le problème de l'intérêt éventuel de la psychanalyse qui la préoccupe, mais bien la qualité et la diversité des prises en charge des autistes. Elle ne peut que déplorer le monopole de fait existant dans ce pays et lance un appel au groupe des trente-six professeurs pour que des relations plus saines

entre parents et professionnels puissent faire passer dans les faits l'affirmation : « L'autisme doit être abordé dans un esprit multidisciplinaire hors de tout dogmatisme et impérialisme de pensée ».

ETIENNE DAUM,

vice-président de l'ASITP

(1) ASITP : Association au service des handicapés ayant des troubles de la personnalité (52, rue du Docteur-Blanche, 75016 Paris).

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P.
64, rue La Boétie - 563-12-08

Vente s/assise immob. pal. de Justice Paris
Judi 7 mars 1985 - 14 h
LOCAL COMMERCIAL R-de-chaussée
Occ. don. angle s. r. des MORILLONS
et la rue de VILLAFRANCA
PARIS, 15^e, r. de VILLAFRANCA, 15^e
n° 2, 4, 6 et 54, r. des MORILLONS
M. A. P. : 80 000 F
S'ad. M^{re} NICOLAS
(9) 9, rue Moncey.

Vente au Palais de Justice à Paris
le jeudi 28 février 1985 à 14 h en un seul lot
UN LOCAL COMMERCIAL
34, rue Carlet et passage Dugrass
N° 2, 4, 6 et 8 s/s
PARIS 19^e

comp. boutique, arrière-boutique, réserve au s.s. avec esc. part. MISE A PRIX 60 000 F. S'adresser à M^{re} Jeanne DEVOS-CAMPY, av. 12 sq. De-saix, Paris (XV), tél. : 579-29-49 et à tous av. près le Trib. de Paris.

**SERVICE DES DOMAINE
RECTIFICATIF**
à l'insertion parue le 5/02/85
concernant la vente le 27/02/85 à 14 h 30. Préfecture de Bobigny de terrains constructibles. Rues à Livry-Gargan, Noisy-le-Sec, Villeneuve-Lez-Marais et
Aulnay-sous-Bois.
Il fallait lire :
M. à P. de 41 000 à 500 000 F.
Rem. : tél. 203-00-12. (P. 216).

Vente Palais Justice CRETEIL. Judi 7 mars 1985 - 9 h 30
S/MARNE (94) 40 bis, à 48, av. de
APPART. NOGENT JOINVILLE et 57 bis/59 bis, av. de la SOURCE
Bil. AB. Esc. 4, 2 s/s, 4 p. cuis. av. Office. Sd. Débaras. S. de-B.
W.C., CAVES et emplacement de voiture.
M. A. P. 400 000 F s'ad. M^{re} MAGLO CRETEIL
14, allée de la Toison d'Or. Et pour renseignements : M^{re} BOISSEL
Avocat Paris, 14, rue Sainte-Anne. Téléphone : 261-01-09.

Vente sur succursale au Palais de Justice de PARIS le
jeudi 28 février 1985 à 14 heures
ENS. IMMOBILIER à VITRY S/SEINE (94)
à usage d'HABITATION et de GARAGE STATION-SERVICE - cont. 1.043 m²
45 Avenue René-Duval - 94-81
MISE A PRIX : 1 013 100 Francs
S'adresser à M^{re} J.-J. DULONG Av. à PARIS 4^e, 5, rue du Renard. Tél. : 277-01-58 - M^{re} LEOPOLD-COUTURIER Av. à PARIS 8^e, 14, r. d'Anjou - SCP BODIN, LUCET GENTY Av. à PARIS 8^e, 15, pl. de la Madeleine - M^{re} ROCHER Av. à PARIS 8^e, 60, r. de Londres - M^{re} TALON Av. à PARIS 1^{re}, 20, quai de la Mégisserie - Au Greffier des Cries du T.G.I. de PARIS et sur les lieux pour visiter.

Vente sur Licitat. Pal. Justice CRETEIL. Judi 7 mars 1985 - 9 h 30 - UN LOT
ENS. IMMOB. LES LILAS (93)
79-95, r. de PARIS
et 45, rue d'Orléans
Compt. : divers Bâtim. à usage Commercial, Industriel et d'Habitation édifiés
sur un Terrain constructible d'une Contenance de 6.786 m²
M. A. P. 10 000 000 de F. S'ad. M^{re} BOURGUIGNAT
Avocat Paris (8^e) 36, av. de Wagram
T. 766-81-64. M^{re} RISSELET Av. Paris (15^e) 68, r. de l'Abbé-Groult. T. 537-21-20. Greffier Trib. Gdo Inst. Créteil, au Palais de Justice à Créteil où le cahier des charges est déposé. Sur place voir visiter. Dos, sur demande écrite.

LA VILLE DE PARIS
Vend LIBRES aux enchères publiques
Le MARDI 12 MARS 1985 à 14 h 30 à la Chambre des Notaires de PARIS -
4 APPARTEMENTS ET 1 CHAMBRE
(dont 1 APPART. de 72 m² env. avec TERRASSE de 135 m² env.)
à PARIS (16^e) entre
LE BOULEVARD SUCHET
et **LE CHAMP DE COURSES D'AUTEUIL**
M^{re} Yves BONNEL, not. 79, bd Malesherbes, PARIS (8^e). Tél. : 294-16-08.

Cabinet de M^{re} BOURGEOISET, avocat à AULNAY-SOUS-BOIS (93) -
3, avenue Germain-Papillon - VENTE sur saisie immob. Palais de Justice -
BOBIGNY, le MARDI 5 MARS 1985, à 13 h 30
UN PAVILLON à TREMBLAY-LES-GONNESSE (93)
94, rue de Savoie
M. A. P. : 130 000 F - S'ad. M^{re} Guy BOUDRIOT
Avocat à PARIS (8^e) - 55, bd Malesherbes - Tél. : 522-04-36
VISITES s/place le 28 FÉVRIER 1985, de 11 h à 12 heures.

Vente sur saisie immob. au Palais de Justice de BOBIGNY (93)
le MARDI 26 FÉVRIER 1985 à 13 h 30
PROPRIÉTÉ sise à TREMBLAY-LES-GONNESSE
(Seine-Saint-Denis)
36, avenue Gutenberg comprenant PAVILLON d'HABITATION élevé sur
sous-sol divisé en chauffière, cave et atelier, rez-de-chaussée comp. d'une entrée,
dégarde, cuisine, séjour, salon, salle-de-bains, w.c., une chambre, 1^{er} étage
comportant salle de jeux, 3 chambres, terrain en nature de cour et jardin -
Contenance 4 ares
MISE A PRIX : 200 000 F
S'ad. pour tous renseignements à la SCP MORRIS, LUCAS, INBONA
Sic d'Avocats, 4, av. Sully-Prudhomme, PARIS 7^e. Tél. : 555-74-06.

Vente au Palais de Justice PARIS - Jeudi 28 février 1985 à 14 h
UNE MAISON D'HABITATION
22, rue de Roussell - Terr. 520 m² - OCCUPÉE (voir cahier charges)
à LIVILLIERS (Val-d'Oise)
MISE A PRIX : 250 000 Francs
S'ad. M^{re} Y. TOURAILLIE Av. à PARIS 9^e, 48, rue de Clugny - Tél. : 874-45-80
M^{re} A. CHEVRIER Syndic à PARIS, 16, rue de l'Abbé-de-l'Épée
Visites : 16, et 23, de 14 h à 16 h - 19, 21 et 26/2 de 12 h 30 à 14 h.

PARISIEN art par habitant

24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100

SPORTS REORGANISATION DES SPORTS A LA MAIRIE DE PARIS

Le maire de Paris, Jean-Pierre Chevènement, a annoncé la reorganisation des sports à la mairie de Paris. Cette reorganisation vise à améliorer la gestion des équipements sportifs et à développer les activités sportives pour tous. Les décisions seront prises lors d'une réunion de la commission des sports, prévue pour le mois de mars.

La commission des sports de la mairie de Paris a tenu sa première réunion. Elle a examiné les propositions de reorganisation des sports et a décidé de poursuivre les travaux. Les décisions finales seront prises lors d'une réunion publique, prévue pour le mois de mai.

Le maire de Paris a souligné l'importance des sports pour la ville. Il a déclaré que la mairie de Paris s'engage à développer les équipements sportifs et à promouvoir les activités sportives pour tous. Cette politique sera mise en œuvre dès le début de l'année 1985.

La commission des sports de la mairie de Paris a tenu sa deuxième réunion. Elle a examiné les propositions de reorganisation des sports et a décidé de poursuivre les travaux. Les décisions finales seront prises lors d'une réunion publique, prévue pour le mois de mai.

Le maire de Paris a souligné l'importance des sports pour la ville. Il a déclaré que la mairie de Paris s'engage à développer les équipements sportifs et à promouvoir les activités sportives pour tous. Cette politique sera mise en œuvre dès le début de l'année 1985.

BERLITZ
es langues très vite

INFORMATIONS « SERVICES »

VIE ASSOCIATIVE

L'armée des volontaires

Une publication défend leur légitimité, une loi va leur donner les moyens de se former, un organisme : le Centre national du volontariat s'est donné pour mission de les défendre : les bénévoles ont le vent en poupe.

Etre volontaire - ou bénévole, c'est disposer d'un espace de temps que l'on met gracieusement au service d'une activité privilégiée à l'intérieur d'un groupe organisé. Le Centre national du volontariat - créé en novembre 1974, à Paris, par un collectif d'associations, - jette des passerelles entre ceux qui offrent leurs capacités et les associations qui ont besoin de leurs services. Facile ? On n'avait pas besoin d'une institution pour cela ? Ce n'est pas si sûr.

Pour Ingrid Carlander, par exemple, ce ne fut pas évident. Journaliste, écrivain, elle mène une carrière internationale qui se réduit à des activités ponctuelles le jour où elle est licenciée pour raisons économiques. Elle cherchera pendant deux ans du travail « dynamique et intéressant dans une association, pour ne pas être coupée de la vie ».

Ce fut aussi difficile que de trouver un job, dit-elle. Une rencontre fortuite la conduisit au Centre du volontariat où elle trouva ce qu'elle cherchait. Pour mieux accorder l'offre à la demande, un bénévolat prétraité a d'ailleurs informé les cinq centres de Paris.

Qui frappe à la porte ? Une étude statistique couvrant 1983 montre que le centre de la rue des Poissonniers, à Paris, a reçu, en moyenne, trois ou quatre personnes par jour, deux femmes pour un homme, le plupart retraités (54 %). Ceux qui exercent une activité rémunérée ailleurs représentent 38 % des volontaires, mais seulement 15 % travaillent à plein temps. En définitive, une personne sur trois s'engage effectivement, dans une association à vocation sociale.

Le centre s'est adapté à ses visiteurs. Mme Marie-Thérèse Joly ménage celui ou celle qui arrive

avec du vague à l'âme car « il faut que la personne reparte confiante en elle-même et décidée à donner ce qu'elle a de meilleur ». Elle souhaite que les associations fassent pleinement participer les bénévoles à leur travail.

Un accueillant reçoit les cadres présentés ou retraités. « Quand on a eu des responsabilités, ne plus en exercer, dit-il, est un problème. Il y en a qui ne cessent bien, d'autres non. » Il aide donc ces personnes, « intellectuellement et physiquement solides » à prendre ce virage. Il reçoit sans arrêt, deux après-midi par semaine. Les entretiens durent une heure au moins : « il faut connaître leur formation, leur carrière, savoir ce que l'intéressé attend » (90 % hésitent). « On procède donc par diminution. » Il souligne la responsabilité des entreprises dans le passage de ces hommes à une nouvelle vie. Il enregistre 80 % d'engagement bénévole et, pour autant, il n'a pas esquisé de postes à proposer. « Les associations, dit-il, devraient créer des emplois nouveaux : leurs présidents devraient s'entourer de gens compétents, faire de la prospective... »

Travailler devient un luxe. Une aubaine pour les centres de volontariat, ces « ANPE bénévoles » qui permettent une seconde carrière, comme les définit parfois leur présidente, Mme Jacqueline Couaté ? Pas vraiment. Une raison pour eux de promouvoir un nouveau style de volontariat, d'étendre le bénévolat à tous les âges de la vie - dès l'école primaire, comme cela se fait en Angleterre, - et de renforcer les liens avec les centres de volontaires d'autres pays d'Europe et d'Amérique.

DANIELLE TRAMARD.
* Le Centre national du volontariat, 130, rue des Poissonniers, 75018 Paris, tél. (1) 264-97-34, communique les adresses des centres français. Ses publications : la Ville de Paris, le ministère de la Solidarité, le Fonds d'investissement culturel et certaines caisses de retraite.

Mise en place du Fonds national de développement

Le gouvernement devra se prononcer prochainement sur les propositions qui viennent de lui soumettre le Conseil national de la vie associative (CNVA) concernant la mise en place du Fonds national de développement de la vie associative. Ce Fonds, dont le principe est acquis depuis le 24 octobre 1984 (le Monde du 26 octobre) sera alimenté par une partie des recettes du Pari mutuel urbain. La loi de finances pour 1985 en a fixé le montant à 20 millions de francs.

Le Fonds, qui s'ajoute aux autres modes de financement dont bénéficient les associations, devait être affecté à tous les secteurs de la vie associative. Le gouvernement en a décidé autrement : 15 millions seront consacrés à la formation des responsables bénévoles et 5 millions

à la recherche et à l'expérimentation.

Le CNVA, dans l'avis qu'il a adressé à M. Fabius, regrette cette pré-affectation et la modicité de la première dotation. Il propose, pour garantir l'aspect transversal et intersectoriel du Fonds, qu'un conseil de gestion composé de douze représentants de l'Etat et de douze représentants des associations en détermine le programme annuel d'utilisation. Les représentants des associations seraient désignés par les coordinations nationales, en veillant à ce que tous les champs d'activité soient représentés. Seraient en outre membres du conseil de gestion, avec voix consultative, des représentants de l'Assemblée nationale et du Sénat.

D.T.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3906
1 2 3 4 5 6 7 8 9
I
II
III
IV
V
VI
VII
VIII
IX
X
XI

HORIZONTALEMENT
1. Ont le charme de la quarantaine. - II. Qui nécessite quelques bons appuis mais aucune formation. - III. Dans l'assiette ou sous l'assiette. - IV. Où l'on ne voit pas le jour. - V. « Serpent » d'Afrique. - VI. Oblige à changer de chambre ou

à la garder. Personnel. - VII. Agent double. - VIII. Un départ ou un retour. - IX. Donne bon teint ou mauvaise mine. Noie. - X. Aliment pour bétail. Dessus de chemise. - XI. Remis à sa place.

VERTICALEMENT
1. Grand continent indien. Nous met au vert mais ne relaxe pas. - 2. Tombé des nues. Un boupqui qui fait du bruit. - 3. Cbute lorsqu'on « maigrit ». Pratiques. - 4. Maître d'eutels (graphie admise). En Macédoine. - 5. En frappant. Qui n'ont donc rien d'épineux. - 6. Entraîne donc une certaine forme d'aliénation. Se met facilement en boule. - 7. Ancienne pépinière de philosophes. Peut se récolter en toutes saisons. Invite à répéter. - 8. Chef d'équipe. Mesure. Opère donc une manœuvre de repli. - 9. Tourne beaucoup pour la télévision.

Solution du problème n° 3905
Horizontalement
I. Modernise. - II. Anis. Anon. - III. Gossé. FI. - IV. A.M. Espars. - V. Ssiat. Tec. - VI. IT. Aucr. - VII. Nouille. - VIII. Ipséité. - IX. EE. Lui. Mu. - X. Reg. Repas. - XI. Sévrité.

Verticalement
1. Onomatopées. - 2. Onomatopées. - 3. Dis. Us. Gt. - 4. Essentiel. - 5. Est. Liure. - 6. Na! Aliier. - 7. Infuée. Pl. - 8. Soirée. Mat. - 9. En. Serveuse.

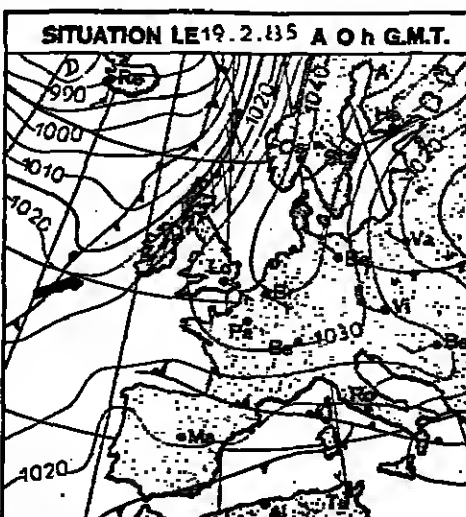
GUY BROUTY.

89 FM à Paris

du lundi au vendredi
à 8 h 50

Colette Godard
Claire Devarieux
Caroline de Barocelli

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le mardi 19 février à 0 heure et le mercredi 20 février à 24 heures.

Les hautes pressions centrées sur l'Allemagne dirigent sur la France des masses d'air froid et sec d'origine continentale.

Mercredi, un temps ensoleillé et froid prédominera dès le matin sur tout le pays, excepté du sud de la Bretagne à la Normandie et au Nord, car l'air sera plus humide, et des nuages élevés voleront temporairement le soleil.

Les gélées s'éparpillent que les régions côtières de la Méditerranée où les températures minimales seront voisines de 5 degrés ; sur les régions du nord et du nord-est, elles descendront encore en dessous de -10 degrés. Ailleurs, elles seront le plus souvent comprises entre -5 et -10 degrés, excepté près des côtes atlantiques où les gélées seront moins marquées.

L'évolution diurne permettra d'atteindre -3 degrés dans le Nord-Est, 2 à 4 degrés dans le Centre, 8 à 10 degrés dans l'extrême Sud-Ouest et près de la Méditerranée.

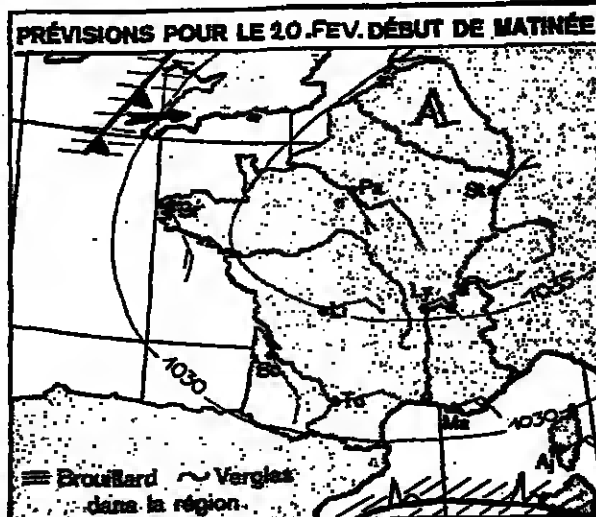
Le vent d'est soufflera faiblement ou modérément.

Sous l'évolution pour la fin de semaine, le champ de pression restera élevé sur la France, mais l'air qui était très sec en début de semaine deviendra, progressivement, plus humide. Simultanément, le froid vif s'atténuera un peu, en particulier le matin.

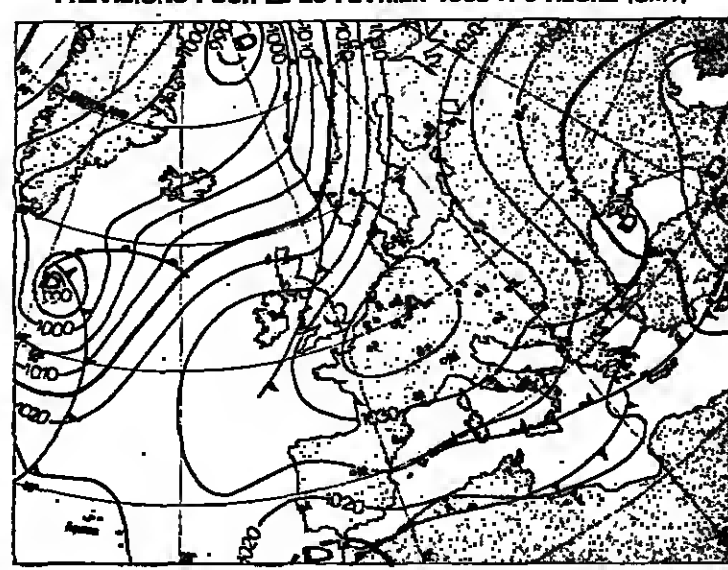
Temps prévu pour la fin de la semaine : jeudi matin, les gélées seront généralisées et s'éparpillent que les côtes bretonnes et l'extrême Sud-Est. Elles seront le plus souvent comprises entre -2 et -5 degrés, mais pourront encore atteindre -8 à -11 degrés de la Bretagne à la France-Côte et la Savoie. De la fin de la nuit au matin, les gélées seront moins fortes, mais les passages nuageux deviendront plus nombreux sur la moitié nord de pays ainsi que sur la Corse. Les vents de secteur est resteront assez forts près de la Méditerranée.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, le mardi 19 février, à 7 heures, de 1034,1 millibars, soit 775,6 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 18 février ; le second, le minimum de la nuit du 18 au 19 février) : Ajaccio, 14 et 6 degrés ; Biarritz, 9 et 6 ; Bordeaux, 5 et -3 ; Bourges, 2 et -7 ; Brét, 5 et -3 ; Caen, 4 et -7 ; Cherbourg, 3 et -5 ; Clermont-Ferrand, 1 et -9 ; Dijon, 0 et -9 ; Grenoble-St-M-H., -1 et -4 ;



PRÉVISIONS POUR LE 20 FÉVRIER 1985 À 0 HEURE (GMT)



tandis qu'ils atteindront 9 à 10 degrés sur les régions méditerranéennes.

Vendredi et samedi, le froid matinal deviendra, temporairement, moins vif, car le vent tournera du Nord-Ouest et l'Ouest. Les gélées inférieures à -8 degrés ne persisteront plus que des Vosges au nord des Alpes et du Massif central. Le ciel deviendra souvent brumeux le matin, dans l'intérieur, et, dans la journée, les passages nuageux deviendront plus nombreux sur la moitié nord de pays ainsi que sur la Corse. Les vents de secteur est resteront assez forts près de la Méditerranée.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, le mardi 19 février, à 7 heures, de 1034,1 millibars, soit 775,6 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 18 février ; le second, le minimum de la nuit du 18 au 19 février) : Ajaccio, 14 et 6 degrés ; Biarritz, 9 et 6 ; Bordeaux, 5 et -3 ; Bourges, 2 et -7 ; Brét, 5 et -3 ; Caen, 4 et -7 ; Cherbourg, 3 et -5 ; Clermont-Ferrand, 1 et -9 ; Dijon, 0 et -9 ; Grenoble-St-M-H., -1 et -4 ;

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

BIBLIOGRAPHIE

« Equinoxe », magazine des ressources vivantes de la mer

L'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) vient de lancer un magazine bi-mensuel, « Equinoxe », consacré aux ressources vivantes de la mer. « Equinoxe » a pour but de développer les échanges et les transferts de connaissances de la recherche vers les professionnels (pêche, aquaculture, industries de transformation et d'équipements), les organisations et les administrations qui sont concernées par les ressources vivantes de la mer.

« Equinoxe » sera un magazine de vulgarisation scientifique et technique et aussi une publication où les professionnels pourront librement exposer leurs problèmes. Chaque numéro sera polyvalent, en ce sens qu'il traitera de tous les principaux sujets (pêche, conchyliculture, aquaculture, valorisation) au lieu d'être consacré à un seul de ces sujets. Il présentera aussi des « échos » d'une ou deux régions côtières.

Ainsi le sommaire des 52 pages du numéro n° 1 d'« Equinoxe » comprendra des articles sur la conchyliculture et l'élevage du loup (appelé bar en Bretagne), sur l'information pour aider à concevoir les plans des chaluts, sur la langoustine, sur le rôle des économistes de pêche, les « échos des régions » concernant le Languedoc-Roussillon et la Basse-Normandie.

« Equinoxe », pour son lancement, coûtera 150 000 francs par an à l'IFREMER ; et il est tiré à 3 500 exemplaires, que l'on peut acheter dans les kiosques du littoral. Déjà, on étudie sa diffusion vers l'étranger, notamment vers les pays de langue française et espagnole, et vers les DOM-TOM.

* « Equinoxe » IFREMER, BP 1049 44037 Nantes Cedex 03. France. Tél. : (40) 74-99-81 (3 85). Le numéro 20 francs, abonnement pour un an (6 numéros) : 110 francs.

Y.R.

PUBLICATIONS

Le premier numéro de Sources, travaux historiques vient de paraître. Cette revue trimestrielle, est publiée par l'histoire au présent, une association créée par de jeunes chercheurs pour faire connaître les travaux de leurs collègues. Au sommaire de cette première livraison en noir et blanc, cette, avec l'empereur et le philosophe, les intellectuels et le principal romain au premier siècle : l'éducation protestante au Désert (1685-1789) : la jeunesse des écoles à Paris (1815-1848) ; la politique scolaire de Vichy, etc. Le numéro de 96 pages, 50 F.

* Sources, 54, rue d'Enghien, 75010 Paris, tél. : (1) 824-42-50.

Le Répertoire des organisations et associations francophones fera, sous sa forme sèche, les délices de tous ceux - académies, sociétés savantes, cercles scientifiques, Amis de... - qui s'intéressent à la langue et de la culture française. Deux parties : organismes officiels et associations nationales ou internationales francophones ; associations ayant une activité éditoriale. Le Commissariat général de la langue française est le maître d'œuvre de cet ouvrage.

* En vente, au prix de 75 F., à la Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07, tél. : (1) 261-50-10.

Hommes et libertés, journal bimestriel de la Ligue des droits de l'homme (LDH), consacre son dernier numéro à un dossier sur l'Europe des droits de l'homme. Pays par pays, elle fait le point sur ce sujet. Le numéro, 20 F., abonnement, 50 F.

* LDH, 27, rue Jean-Dalest, 75014 Paris, tél. : (1) 707-56-35.

PARIS EN VISITES

JEUDI 21 FÉVRIER

« Jardins mystérieux de Belleville », 15 heures, métro Belleville (M. Bana-sat).

« Cryptes médiévales et chapelles ignorées de l'église Saint-Sulpice », 15 heures, entrée de l'église, place Saint-Sulpice (Approche de l'art).

« Port-Royal impact autour du cloître le plus poétique de Paris », 15 heures, 123, boulevard de Port-Royal.

« L'âge d'or de la peinture danoise », 16 h 30, Grand Palais (M. Caron).

« L'Observatoire de Paris », 14 h 30, 1, avenue de l'Observatoire (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

CONFÉRENCES

15 heures et 20 h 30 : 5, rue Lavig-nière, J.-P. Ludwig : « Macha Picchu, acropole des Andes ».

20 h 30 : courant Saint-Jacques, 20, rue des Tanneurs, PR Regamey, dominicain : « Elisabeth de la Trinité, son message spirituel ».

annonces associations

Appels

S.O.S. ÉCOUTE JUVÈNE

326-00-00 - 326-99-99
Tous les soirs de 20 h à 0 h 30
ASSOCIATION DIVORCÉS-13
DE FRANCE

BP 380 - 75008 PARIS-13
« L'expérience des uns au service des autres » : aide, loi, sollicitude, écoute, info, réseau, adresse, par courrier et tél. : (1) 586-25 42 12 (2 h).

ALP. MÉDICALE FRANCO-PALESTINIENNE rech. bénévoles médecins inf. Centre médico-social, camp pédestrien Beyrouth-Ouest, 3 mois min. AMFP, 14, rue Narnaud, 75018 Paris, 390-12-08

Manifestations

Association ZEN INTERNATIONAL

SERGE-CHR. KOLM
SAGESSE ET NOUVELLE ÉCONOMIE

Mercredi 27 février, 19 h, 17, rue des Croix-Dauphins, 13

Sessions et stages

Stage initiation au développement personnel organisé du 21 au 27 avril à INEP Marly. Ouvert à jeunes plus 20 ans engagés ou ayant intention d'engager dans action concernant Tiers-Monde.

Bourse SC 129, rue Fag-Polissardière - Paris-13

Stages d'analyse sur l'écocritique (Cahiers, 11) 39-00 47, bd Ménilmontant - Paris-13

* Prix de la ligne 30 F TTC (28 lignes, lettres ou espaces).

* Valable mentionner l'année et le numéro d'abonnement au J.O.

* Chèque libellé à l'ordre de l'Édition LMA et à adresser au plus tard le jeudi pour parvenir au mardi de mercredi à l'Édition LMA, 7, rue de Montreuil, 75007 Paris.

MICRO-INFORMATIQUE

Stages d'initiation : session du samedi matin à partir du 2 avril, samedi après-midi à partir du 2 mai 85. Stages intensifs : introduction à la micro-informatique en milieu professionnel, du 18 au 22 mars 85. Session de bases de données : du 4 au 7 mars 85. Cours de la nuit de 18 h à 21 h. Stages de programmation : du 18 au 22 mars 85. Stages de programmation : du 18 au 22 mars 85. Stages de programmation : du 18 au 22 mars 85.

Association ACEFOP organise cours d'initiation à la micro-informatique le soir et samedi matin au 24, avenue Jean-Jaures, à Paris - 75001. Coût de la formation : 20 F.

Tél. : 843-57-70.

VICTOIRE SUR LE TABAC

Vous pouvez en 4 semaines cesser de fumer durablement et sans douleur. Nous ne faisons pas appel à votre volonté, mais à votre bonne volonté. Même si vous avez tout essayé.

Informez-vous : Victoire sur le tabac Tél. : 561-15-12.

ANALAI, ESPAGNOL, CHINOIS ALLEMAND, FRANÇAIS, RUSSE. Après 15 jours de formation, vous pouvez, par la suggestion, arrêter de fumer sans douleur. 326.22.64.

LES ATELIERS D'ÉCRITURE ÉLISABETH BING

ORGANISÉS POUR ADULTES, ADOLESCENTS, ENFANTS À PARIS : week-ends de sensibilisation, ateliers hebdomadaires de longue durée, stages intensifs, et dans les principales villes de PROVINCE et tous PAYS FRANCOPHONES.

Prochainement : ateliers de longue durée par week-ends mensuels à STRASBOURG.

FORMATION PERMANENTE Documentation sur demande : BP 245-75227 PARIS CEDEX 05

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au Journal officiel du mardi 19 février 1985 :

DES DÉCRETS
● Modifiant le décret du 14 mars 1973 relatif au statut particulier du corps de l'inspection générale des finances.

● Relatif aux statuts types des fédérations sportives.

● Fixant les conditions d'attribution et de retrait de la délégation prévue à l'article 17 de la loi du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives.

● Le Journal officiel sur Minitel. - À partir du mois de juin prochain, le Journal officiel sera consultable sur Minitel. Cette édition télématique offrira l'intégralité des textes, soit deux cents pages-écran, accessibles par mot-clé ou par ministère concerné. À côté du J.O., le BALO (Bulletin des annonces légales obligatoires) vient de lancer une version télématique de son sommaire.

Sera également disponible avant la fin de l'année une banque de données donnant l'intégralité des textes du Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales (créations et liquidations de commerces) et du Bulletin officiel des annonces des marchés publics (appels d'offres des administrations). Ces éditions font partie d'un programme d'information des publications officielles.

PTT
INTERRUPTION DES RELATIONS POSTALES AVEC L'URUGUAY.

En raison des mouvements sociaux affectant le fonctionnement des services postaux uruguayens, l'administration des PTT françaises n'est pas en mesure d'acheminer le courrier à destination de l'Uruguay par voie aérienne ou de surface, indique un communiqué du ministère, qui précise qu'il est instamment recommandé aux expéditeurs de différer jusqu'à nouvel avis le dépôt de leurs envois à destination de ce pays.

1501 1501

CALENDRIER
DES ADMINISTRATEURS
DE CONCERTS

SALLE PLEYEL Mercredi 18 h 30 (Région/ON)	RUDEOLF SERKIN Beethoven Pédagogique, Adagio, Diabelli
THÉÂTRE NATIONAL DE L'OPÉRA SALLE FAVART Dimanche 14 h 30 (a. Valentin)	CONCERTS BACH Année européenne de la musique INTEGRALE CONCERTOS BRANDEBOURGEOIS (2 ^e partie) par les SOLISTES DE L'OPÉRA HERVÉ LE FLOCH violon solo
THÉÂTRE DE LA RENAISSANCE 20, 22, 27 Mercredi 18 h 30 (a. Valentin)	TRÈMES ET VARIATIONS « Les Comédies américaines » MUSICAL PATCHWORK Dir. de MOUTET Chorégr. de M. FAUTHON
T.M.P. CHATELET Lundi 20 h 30 (a. Valentin)	ORCHESTRE COLONNE Dir. de Michel TABACHNIK S. Boris
TH. MUSÉE GREVIN 10, bd Montmartre Lundi 4 h 30 Loc. 248-84-47 3 FRACS (a. Valentin)	MASTERS CONCERTS Vladimir SPIVAKOV BACH, BEETHOVEN BRAHMS, BARTOK S. BEZRODN piano
SALLE GAVEAU Mardi 5 h 30 Loc. 563-20-30 (a. Valentin)	SPIVAKOV BACH, BEETHOVEN S. BEZRODN Piano

CONCERTS
Radio France

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE
Dir. de **Vladimir NEUMANN**
Bergli Fimili, sous-organ
Cantata et Méditation
de RADIO FRANCE
MAHLER: 3^e Symphonie

**Orchestre de chambre
de Pologne**
Dir. de **Jerzy MANUSZKIN**
RUSSEL, WITTEN
STAKOVSKI, SCHUBERT

NOUVEL ORCH. PHILHARMONIQUE
Dir. de **Marek JANOWSKI**
F.-J. Thiollier, sous-organ
Dvorak, Prokofiev
JANACEK

**Orchestre
de l'U.R.S.S.**
Dir. de **Joseph MERCIER**
Peter-Christoph Rung, sous-organ
MAHLER, SCHUBERT

**Orchestre
de l'U.R.S.S.**
Dir. de **Antonio ROSMARIA**
Hindemith, piano
Hindemith, piano
HAYDN, MOZART

**26^e CONCOURS
INTERNATIONAL DE GUITARE**
Dir. de **Alvaro PIERRI**
H. GRAMATZKY, L. BROWER
F. SCHWARTZ, E. GRAMATZKY
MARCE

En profit d'AMNESTY INTERNATIONAL
ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE
Dir. de **GARCIA NAVARRA**
Christa LUBWIG, mezzo
Youri EGOROV, piano
NOZZI, MAHLER, BEETHOVEN

SALLE PLEYEL
Mercredi
18 h 30
(Loc. ouverte)

Connaissance du monde
SALLE PLEYEL: Jeudi 28 février 1985 (20 h 30) - Vendredi 1^{er} mars (15 h, 18 h 30 et 21 h)
Dimanche 3 mars (14 h 30) - Mardi 5 (18 h 30 et 21 h) - Mercredi 6 (15 h) - Jeudi 7 (18 h 30)

AVENTURES EN ANTARCTIQUE
Récit et film de Michel CHOPARD et Bruno MAROUX
L'épopée de quatre hommes dans les mers australes - Une captivante aventure humaine
sous le soleil de minuit - Navigation dans les forêts au milieu des icebergs - Prémiers de la banquise:
l'hiverage et survie - Expéditions à la recherche - Marches, phoques, baleines, diptères de mer.

SPECTACLES

théâtre

**LES NOUVEAUX
SPECTACLES**

LES POSSÈDES: Odéon,
Théâtre de l'Europe (325-
70-32), 20 h, en anglais.
**CARRÉ TRIANGLE CER-
CLE**: Maison Heine (531-
63-62), 20 h 30.

« Spectacles affectés par le Club de
la Maison de spectacles »

Les salles subventionnées

OPÉRA (742-57-50), 18 h 30: Tristan et
Isolde.
« COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20),
20 h 30: Le Triomphe de l'Amour.
« CHAILLOT (727-81-15), Grand Thé-
âtre: 20 h: Héraclès.
« ODÉON (Théâtre de France) (275-
70-32), 20 h 30: Les Femmes de Sen-
sibilité, de Dostoevski, en langue an-
glaise.
« PETIT ODÉON, Théâtre de France
(225-70-32), 18 h 30: Vallée irlandaise,
de R. Wagner.
« TEP (364-80-80), 20 h 30: Les Trois
Châteaux.
« THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-
19-83), 20 h 30: La Traviata, de R. Verdi,
dir. musicale: Donato Ranzani (Orchestre
Colonne).
« CARRÉ SILVIA MONFORT (531-
28-34), 20 h 30: La Milliardaire, de G.
R. Spitz.

Les autres salles

« A DEJAZET (887-97-34), 21 h: Ren-
seignement général.
« ANTOINE-SIMONE BERTRAND (208-
77-11), 20 h 30: Le Sablier.
« ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), 21 h:
« Amédée.
« ARTISTIC-ATHÉVANS (335-27-10),
20 h 30: Théâtre à mains nues.
« ASTELLE-THÉÂTRE DU XIX^e (238-
35-52), 20 h 30: Les Femmes de Sen-
sibilité, de Dostoevski, en langue an-
glaise.
« ATELIER (606-49-24), 21 h: La Danse
de mort.
« BASTILLE (357-42-14), 19 h 30: 19 h 30:
Ma vie, ma mort, de Pagnol; 21 h:
Soleil.
« BOURGEOIS-PAISIENS (296-60-24)
21 h: Théâtre pour dames.
« BOUVAUD ex-POTINIERE (261-44-16)
21 h: Théâtre de Boulevard.
« CARTOUCHE, Th. de la Tempête
(328-36-36), 20 h 30: Rêves.
« CC DU MARAIS (272-73-52), 20 h 30:
Symphonie Nera « les Géants du
désert ».
« CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSI-
TAIRE (589-38-69), Galerie 20 h 30:
Le Plus Heureux des trois.
« COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41),
21 h 30: Ruy Blas, de Molière.
« COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
(723-37-21), 20 h 45: L'école.
« COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22)
20 h 30: Le Baiser d'amour.
« COMÉDIE DE PARIS (281-00-11),
21 h: Théâtre pour dames.
« DAUNOU (261-69-14), 21 h: Le Caméléon
l'opéra.
« DÉCHARGEURS (236-00-02), 21 h:
Tokyo, Un bar, Un hôtel.
« DIX-HEURES (606-07-48), 20 h 30:
Régimes de famille; 21 h: Scènes de
mariage.
« EDEN-THÉÂTRE (356-64-37), 21 h:
Architecte.
« EDOUARD-VII (742-57-49), 20 h 30:
Chapitre II.
« ESCALIER IPON (523-15-10), 21 h: Le
Moulin.
« ESPACE-GAÏTE (321-56-05), 20 h 30:
Moulin's palace.
« ESPACE KIRBY (373-50-20), 20 h 30:
Celine ou l'écrit du mystère.
« ESPACE MARAIS (271-
10-19), 18 h 30: Les Hivernants.
« ESSAÏON (278-46-42), L. 19 h: Héro-
dote ou mon amour; 20 h 30: Un
baiser d'homme, II, 21 h: Comédies.
« FONTAINE (574-74-40), 20 h 30:
Orphée aux enfers.
« GAITÉ-MONTPARNAISE (322-16-18)
20 h 45: Love.
« GALERIE 55 (326-63-51), 20 h 30: Pink
Théâtre.
« GRAND HALL MONTROUVILLE (296-
04-06), 20 h 30: Les Prénoces effacées.
« HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30: La
Cantatrice aveugle; 20 h 30: La Lepre;
21 h 30: Offenbach, tu connais?
« JARDIN D'HIVER (255-74-40), 21 h:
L'usage.
« LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h:
Général américain.
« LUCERNAIRE (544-57-34), L. 18 h:
Le pupille veut être tuteur; 20 h:
Enfants d'illusions; 21 h 45: Jours - II.
18 h: Les Mécanismes de Robinson;
20 h: Peter Thomas; 21 h 45: Cocktail
Bloody M.
« LYS-MONTPARNAISE (327-88-61)
19 h 30: Hérode Galiléa; 21 h 30: La
Fim Fim.
« MADEIRAINE (265-07-09), 20 h 45:
L'Ouest, le vrai.
« MAISON HEINRICH HEINE (531-
63-62), 20 h 30: Carré, Triangle, Cer-
cle.
« MARIE-STUART (508-17-80), 20 h 30:
Savage Love.
« MARIGNY (256-04-41), 20 h 30: Napo-
léon, Salle Gallica (225-20-74), 21 h:
Le Baiser.
« MARTINIÈRES (265-00-00), 20 h 45:
Un drôle de cadavre. Petite salle
20 h 45: Les Fantômes du boucher.
« MICHEL (265-35-02), 21 h 15: On dînait
au lit.

**LES NOUVEAUX
SPECTACLES**

LES POSSÈDES: Odéon,
Théâtre de l'Europe (325-
70-32), 20 h, en anglais.
**CARRÉ TRIANGLE CER-
CLE**: Maison Heine (531-
63-62), 20 h 30.

« Spectacles affectés par le Club de
la Maison de spectacles »

Les salles subventionnées

OPÉRA (742-57-50), 18 h 30: Tristan et
Isolde.
« COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20),
20 h 30: Le Triomphe de l'Amour.
« CHAILLOT (727-81-15), Grand Thé-
âtre: 20 h: Héraclès.
« ODÉON (Théâtre de France) (275-
70-32), 20 h 30: Les Femmes de Sen-
sibilité, de Dostoevski, en langue an-
glaise.
« PETIT ODÉON, Théâtre de France
(225-70-32), 18 h 30: Vallée irlandaise,
de R. Wagner.
« TEP (364-80-80), 20 h 30: Les Trois
Châteaux.
« THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-
19-83), 20 h 30: La Traviata, de R. Verdi,
dir. musicale: Donato Ranzani (Orchestre
Colonne).
« CARRÉ SILVIA MONFORT (531-
28-34), 20 h 30: La Milliardaire, de G.
R. Spitz.

Les autres salles

« A DEJAZET (887-97-34), 21 h: Ren-
seignement général.
« ANTOINE-SIMONE BERTRAND (208-
77-11), 20 h 30: Le Sablier.
« ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), 21 h:
« Amédée.
« ARTISTIC-ATHÉVANS (335-27-10),
20 h 30: Théâtre à mains nues.
« ASTELLE-THÉÂTRE DU XIX^e (238-
35-52), 20 h 30: Les Femmes de Sen-
sibilité, de Dostoevski, en langue an-
glaise.
« ATELIER (606-49-24), 21 h: La Danse
de mort.
« BASTILLE (357-42-14), 19 h 30: 19 h 30:
Ma vie, ma mort, de Pagnol; 21 h:
Soleil.
« BOURGEOIS-PAISIENS (296-60-24)
21 h: Théâtre pour dames.
« BOUVAUD ex-POTINIERE (261-44-16)
21 h: Théâtre de Boulevard.
« CARTOUCHE, Th. de la Tempête
(328-36-36), 20 h 30: Rêves.
« CC DU MARAIS (272-73-52), 20 h 30:
Symphonie Nera « les Géants du
désert ».
« CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSI-
TAIRE (589-38-69), Galerie 20 h 30:
Le Plus Heureux des trois.
« COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41),
21 h 30: Ruy Blas, de Molière.
« COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
(723-37-21), 20 h 45: L'école.
« COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22)
20 h 30: Le Baiser d'amour.
« COMÉDIE DE PARIS (281-00-11),
21 h: Théâtre pour dames.
« DAUNOU (261-69-14), 21 h: Le Caméléon
l'opéra.
« DÉCHARGEURS (236-00-02), 21 h:
Tokyo, Un bar, Un hôtel.
« DIX-HEURES (606-07-48), 20 h 30:
Régimes de famille; 21 h: Scènes de
mariage.
« EDEN-THÉÂTRE (356-64-37), 21 h:
Architecte.
« EDOUARD-VII (742-57-49), 20 h 30:
Chapitre II.
« ESCALIER IPON (523-15-10), 21 h: Le
Moulin.
« ESPACE-GAÏTE (321-56-05), 20 h 30:
Moulin's palace.
« ESPACE KIRBY (373-50-20), 20 h 30:
Celine ou l'écrit du mystère.
« ESPACE MARAIS (271-
10-19), 18 h 30: Les Hivernants.
« ESSAÏON (278-46-42), L. 19 h: Héro-
dote ou mon amour; 20 h 30: Un
baiser d'homme, II, 21 h: Comédies.
« FONTAINE (574-74-40), 20 h 30:
Orphée aux enfers.
« GAITÉ-MONTPARNAISE (322-16-18)
20 h 45: Love.
« GALERIE 55 (326-63-51), 20 h 30: Pink
Théâtre.
« GRAND HALL MONTROUVILLE (296-
04-06), 20 h 30: Les Prénoces effacées.
« HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30: La
Cantatrice aveugle; 20 h 30: La Lepre;
21 h 30: Offenbach, tu connais?
« JARDIN D'HIVER (255-74-40), 21 h:
L'usage.
« LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h:
Général américain.
« LUCERNAIRE (544-57-34), L. 18 h:
Le pupille veut être tuteur; 20 h:
Enfants d'illusions; 21 h 45: Jours - II.
18 h: Les Mécanismes de Robinson;
20 h: Peter Thomas; 21 h 45: Cocktail
Bloody M.
« LYS-MONTPARNAISE (327-88-61)
19 h 30: Hérode Galiléa; 21 h 30: La
Fim Fim.
« MADEIRAINE (265-07-09), 20 h 45:
L'Ouest, le vrai.
« MAISON HEINRICH HEINE (531-
63-62), 20 h 30: Carré, Triangle, Cer-
cle.
« MARIE-STUART (508-17-80), 20 h 30:
Savage Love.
« MARIGNY (256-04-41), 20 h 30: Napo-
léon, Salle Gallica (225-20-74), 21 h:
Le Baiser.
« MARTINIÈRES (265-00-00), 20 h 45:
Un drôle de cadavre. Petite salle
20 h 45: Les Fantômes du boucher.
« MICHEL (265-35-02), 21 h 15: On dînait
au lit.

Le Monde Informations Spectacles
281 26 20

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
idé 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés

Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Pour adhérer au Club du Monde des Spectacles envoyez le bulletin ci-dessous
ou journal Le Monde, service public, 5 rue des Italiens 75009 Paris.
Je désire recevoir la Carte du Club du Monde des Spectacles et je joins
100 F français par chèque ou mandat-lettre à l'ordre du journal Le Monde.

Nom _____ Prénom _____
Ville _____ Rue _____

N° _____ Code postal _____ N° tél _____

« Ce sigle dans nos lignes programmes signale les spectacles qui bénéficient des
services « Club du Monde des Spectacles ».
INFORMATIONS: 878-48-48 et 878-37-37
24 heures sur 24.

Mardi 19 février

En région parisienne

BOULOGNE-BELLANCOURT (77)
« BOULOGNE-BELLANCOURT 1985 »
(603-60-44), 20 h 30: La Monnaie.
MONTREUIL (Seine St. Denis, 20 h 30:
« New Jungle Orchestra ».
« SAINT-DENIS, Th. G. Philippe (243-
00-59), L. 20 h 30, Océan Vania, II:
(544-43-14); Montparnasse, 14^e (327-
52-37).

En région parisienne

BOULOGNE-BELLANCOURT (77)
« BOULOGNE-BELLANCOURT 1985 »
(603-60-44), 20 h 30: La Monnaie.
MONTREUIL (Seine St. Denis, 20 h 30:
« New Jungle Orchestra ».
« SAINT-DENIS, Th. G. Philippe (243-
00-59), L. 20 h 30, Océan Vania, II:
(544-43-14); Montparnasse, 14^e (327-
52-37).

En région parisienne

BOULOGNE-BELLANCOURT (77)
« BOULOGNE-BELLANCOURT 1985 »
(603-60-44), 20 h 30: La Monnaie.
MONTREUIL (Seine St. Denis, 20 h 30:
« New Jungle Orchestra ».
« SAINT-DENIS, Th. G. Philippe (243-
00-59), L. 20 h 30, Océan Vania, II:
(544-43-14); Montparnasse, 14^e (327-
52-37).

En région parisienne

BOULOGNE-BELLANCOURT (77)
« BOULOGNE-BELLANCOURT 1985 »
(603-60-44), 20 h 30: La Monnaie.
MONTREUIL (Seine St. Denis, 20 h 30:
« New Jungle Orchestra ».
« SAINT-DENIS, Th. G. Philippe (243-
00-59), L. 20 h 30, Océan Vania, II:
(544-43-14); Montparnasse, 14^e (327-
52-37).

En région parisienne

BOULOGNE-BELLANCOURT (77)
« BOULOGNE-BELLANCOURT 1985 »
(603-60-44), 20 h 30: La Monnaie.
MONTREUIL (Seine St. Denis, 20 h 30:
« New Jungle Orchestra ».
« SAINT-DENIS, Th. G. Philippe (243-
00-59), L. 20 h 30, Océan Vania, II:
(544-43-14); Montparnasse, 14^e (327-
52-37).

En région parisienne

BOULOGNE-BELLANCOURT (77)
« BOULOGNE-BELLANCOURT 1985 »
(603-60-44), 20 h 30: La Monnaie.
MONTREUIL (Seine St. Denis, 20 h 30:
« New Jungle Orchestra ».
« SAINT-DENIS, Th. G. Philippe (243-
00-59), L. 20 h 30, Océan Vania, II:
(544-43-14); Montparnasse, 14^e (327-
52-37).

En région parisienne

BOULOGNE-BELLANCOURT (77)
« BOULOGNE-BELLANCOURT 1985 »
(603-60-44), 20 h 30: La Monnaie.
MONTREUIL (Seine St. Denis, 20 h 30:
« New Jungle Orchestra ».
« SAINT-DENIS, Th. G. Philippe (243-
00-59), L. 20 h 30, Océan Vania, II:
(544-43-14); Montparnasse, 14^e (327-
52-37).

Le Monde Informations Spectacles
281 26 20

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
idé 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés

Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Pour adhérer au Club du Monde des Spectacles envoyez le bulletin ci-dessous
ou journal Le Monde, service public, 5 rue des Italiens 75009 Paris.
Je désire recevoir la Carte du Club du Monde des Spectacles et je joins
100 F français par chèque ou mandat-lettre à l'ordre du journal Le Monde.

Nom _____ Prénom _____
Ville _____ Rue _____

N° _____ Code postal _____ N° tél _____

« Ce sigle dans nos lignes programmes signale les spectacles qui bénéficient des
services « Club du Monde des Spectacles ».
INFORMATIONS: 878-48-48 et 878-37-37
24 heures sur 24.

Mardi 19 février

En région parisienne

BOULOGNE-BELLANCOURT (77)
« BOULOGNE-BELLANCOURT 1985 »
(603-60-44), 20 h 30: La Monnaie.
MONTREUIL (Seine St. Denis, 20 h 30:
« New Jungle Orchestra ».
« SAINT-DENIS, Th. G. Philippe (243-
00-59), L. 20 h 30, Océan Vania, II:
(544-43-14); Montparnasse, 14^e (327-
52-37).

En région parisienne

BOULOGNE-BELLANCOURT (77)
« BOULOGNE-BELLANCOURT 1985 »
(603-60-44), 20 h 30: La Monnaie.
MONTREUIL (Seine St. Denis, 20 h 30:
« New Jungle Orchestra ».
« SAINT-DENIS, Th. G. Philippe (243-
00-59), L. 20 h 30, Océan Vania, II:
(544-43-14); Montparnasse, 14^e (327-
52-37).

En région parisienne

BOULOGNE-BELLANCOURT (77)
« BOULOGNE-BELLANCOURT 1985 »
(603-60-44), 20 h 30: La Monnaie.
MONTREUIL (Seine St. Denis, 20 h 30:
« New Jungle Orchestra ».
« SAINT-DENIS, Th. G. Philippe (243-
00-59), L. 20 h 30, Océan Vania, II:
(544-43-14); Montparnasse, 14^e (327-
52-37).

En région parisienne

BOULOGNE-BELLANCOURT (77)
« BOULOGNE-BELLANCOURT 1985 »
(603-60-44), 20 h 30: La Monnaie.
MONTREUIL (Seine St. Denis, 20 h 30:
« New Jungle Orchestra ».
« SAINT-DENIS, Th. G. Philippe (243-
00-59), L. 20 h 30, Océan Vania, II:
(544-43-14); Montparnasse, 14^e (327-
52-37).

En région parisienne

BOULOGNE-BELLANCOURT (77)
« BOULOGNE-BELLANCOURT 1985 »
(603-60-44), 20 h 30: La Monnaie.
MONTREUIL (Seine St. Denis, 20 h 30:
« New Jungle Orchestra ».
« SAINT-DENIS, Th. G. Philippe (243-
00-59), L. 20 h 30, Océan Vania, II:
(544-43-14); Montparnasse, 14^e (327-
52-37).

En région parisienne

BOULOGNE-BELLANCOURT (77)
« BOULOGNE-BELLANCOURT 1985 »
(603-60-44), 20 h 30: La Monnaie.
MONTREUIL (Seine St. Denis, 20 h 30:
« New Jungle Orchestra ».
« SAINT-DENIS, Th. G. Philippe (243-
00-59), L. 20 h 30, Océan Vania, II:
(544-43-14); Montparnasse, 14^e (327-
52-37).

En région parisienne

BOULOGNE-BELLANCOURT (77)
« BOULOGNE-BELLANCOURT 1985 »
(603-60-44), 20 h 30: La Monnaie.
MONTREUIL (Seine St. Denis, 20 h 30:
« New Jungle Orchestra ».
« SAINT-DENIS, Th. G. Philippe (243-
00-59), L. 20 h 30, Océan Vania, II:
(544-43-14); Montparnasse, 14^e (327-
52-37).

En région parisienne

BOULOGNE-BELLANCOURT (77)
« BOULOGNE-BELLANCOURT 1985 »
(603-60-44), 20 h 30: La Monnaie.
MONTREUIL (Seine St. Denis, 20 h 30:
« New Jungle Orchestra ».
« SAINT-DENIS, Th. G. Philippe (243-
00-59), L. 20 h 30, Océan Vania, II:
(544-43-14); Montparnasse, 14^e (327-
52-37).

Le Monde Informations Spectacles
281 26 20

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
idé 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés

Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Pour adhérer au Club du Monde des Spectacles envoyez le bulletin ci-dessous
ou journal Le Monde, service public, 5 rue des Italiens 75009 Paris.
Je désire recevoir la Carte du Club du Monde des Spectacles et je joins
100 F français par chèque ou mandat-lettre à l'ordre du journal Le Monde.

Nom _____ Prénom _____
Ville _____ Rue _____

SPECTACLES

LE PAYS OU REVENT LES FOURMIS (A. v.a.) : Contraste, 5 (325-73-37).

PHILADELPHIA EXPERIMENT (A. v.a.) : Lumière, 5 (247-49-07).

PRENOM CARMEN (F. v.a.) : Grand Pavois (H. sp.), 15 (554-46-85).

PROFESSION MAGLIARI (I. v.a.) : Reflet quartier Latin, 5 (326-44-65).

QUILOMBO (B. v.a.) : Desfer, 14 (321-41-01).

RAZORBACK (A. v.a.) : UGC Normandie, 8 (563-16-18) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (574-95-40) ; UGC Boulevard, 5 (574-95-40).

LES RIPOUX (F. v.a.) : UGC Opéra, 2 (574-93-50) ; UGC Danube, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Montparnasse, 14 (325-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Ranelagh, 16 (228-64-44).

ROUGE GORGE (F. v.a.) : Berlioz, 2 (742-60-33) ; Saint-Germain-Village, 5 (633-63-70) ; Ambassade, 6 (559-19-08) ; UGC Opéra, 2 (574-93-50).

LES SAINTS INNOCENTS (Esp. v.a.) : Forum Orient-Express, 1 (233-42-26) ; UGC Opéra, 2 (574-93-50) ; UGC Danube, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Montparnasse, 14 (325-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Ranelagh, 16 (228-64-44).

SAUVAGE ET BEAU (F. v.a.) : Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Monte-Carlo, 5 (252-09-83).

LA 7 CIBLE (F. v.a.) : Ambassade, 6 (359-19-08).

SOS FANTOMES (A. v.a.) : Marabout, 5 (561-94-95) ; v.f. : Paramount Opéra, 2 (574-93-50) ; UGC Danube, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Montparnasse, 14 (325-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Ranelagh, 16 (228-64-44).

STAR WARS (A. v.a.) : Marabout, 5 (561-94-95) ; v.f. : Paramount Opéra, 2 (574-93-50) ; UGC Danube, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Montparnasse, 14 (325-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Ranelagh, 16 (228-64-44).

LA GUERRE DES ÉTOILES, L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE, LE RETOUR DU JEDI (A. v.a.) : Espace Galilé, 14 (327-95-94).

STRANGER THAN PARADISE (A. v.a.) : UGC Opéra, 2 (574-93-50) ; Cinq Beaubourg, 3 (271-52-36) ; Saint-André-des-Arts, 6 (326-48-18) ; Elysée Lincoln, 6 (359-36-14) ; Action La Fayette, 3 (329-78-89) ; Parisienne, 14 (335-21-21) ; UGC Opéra, 2 (574-93-50) ; UGC Danube, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Montparnasse, 14 (325-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Ranelagh, 16 (228-64-44).

LE TÉLÉPHONE SONNE TOUJOURS (F. v.a.) : George-V, 6 (562-41-65) ; France 3, 5 (770-13-88) ; Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06).

TRAIN D'ENFER (F. v.a.) : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Ermitage, 6 (563-16-16) ; UGC Opéra, 2 (574-93-50) ; UGC Danube, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Montparnasse, 14 (325-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Ranelagh, 16 (228-64-44).

TRANCHES DE VIE (F. v.a.) : Gaumont Héro, 1 (242-49-70) ; Ranelagh, 16 (228-64-44) ; Berlioz, 2 (742-60-33).

Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; George-V, 6 (562-41-65) ; Marignan, 5 (559-92-82) ; Le Paris, 8 (387-35-43) ; Saint-Lazare Paquebot, 8 (387-35-43) ; Vieux, 9 (247-49-07) ; Maxville, 5 (770-72-86) ; Bastille, 5 (700-21-65) ; Nations, 12 (343-04-67) ; Faubourg, 13 (331-56-86) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Mithras, 14 (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (528-42-27) ; Paramount Mithras, 17 (735-24-24) ; Pathé Clichy, 18 (522-46-01) ; Gambetta, 20 (636-10-96).

LA ULTIMA CENA (Cub.) : République Cinéma, 11 (605-51-33).

UN DIMANCHE À LA CAMPAGNE (F. v.a.) : UGC Opéra, 2 (574-93-50) ; UGC Danube, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Montparnasse, 14 (325-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Ranelagh, 16 (228-64-44).

UN FILM (F. v.a.) : Saint-André-des-Arts, 6 (326-48-18).

URGENCE (F. v.a.) : Forum Orient-Express, 1 (233-42-26) ; Paramount Mithras, 17 (735-24-24) ; UGC Opéra, 2 (574-93-50) ; UGC Danube, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Montparnasse, 14 (325-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Ranelagh, 16 (228-64-44).

LA VIE DE FAMILLE (F. v.a.) : Forum, 1 (233-42-26) ; UGC Opéra, 2 (574-93-50) ; UGC Danube, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Montparnasse, 14 (325-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Ranelagh, 16 (228-64-44).

BLANCHE COLOMBE ET VILAINS MESSEURS (A. v.a.) : Action Cinéma, 6 (328-11-30).

LE CHAT QUI VENAIT DE L'ESPACE (F. v.a.) : Napoléon, 17 (267-63-42).

LE CHOC DE SOPHIE (A. v.a.) : Toulon, 5 (272-94-56).

CLEOPATRE (A. v.a.) : Pléiade des Arts, 15 (527-77-55).

COUP DE CŒUR (A. v.a.) : Ranelagh, 16 (228-64-44).

LA CORDE (A. v.a.) : Épée de Bois, 5 (337-57-47).

LES DAMNÉS (L. v.a.) : Dancourt, 14 (321-41-01).

LA DIAGONALE DU POU (F. v.a.) : Luthia, 6 (278-47-86).

LE DERNIER VAMPIRE À PARIS (L. v.a.) : Saint-Ambroise (H. sp.), 11 (700-89-16).

DEROU OULALA (Sov. v.a.) : Châtelet Victoria, 1 (508-94-14) ; Saint-Lambert, 15 (532-91-68) ; Rialto, 19 (607-47-61).

EMMANUELLE (F. v.a.) : Armand, 2 (233-54-58).

LES ENFANTS DU PARADIS (F. v.a.) : Ranelagh, 16 (228-64-44).

EXCALIBUR (A. v.a.) : Opéra Night, 2 (256-42-56).

LA FLÛTE ENCHANTEE (Sov. v.a.) : Reflet Quartier Latin, 5 (326-44-65).

GAÏN (B. v.a.) : Luthia, 6 (278-47-86).

GEORGIA (A. v.a.) : Cinéma Présent, 19 (203-02-55).

GET CRASY (A. v.a.) : Timplien, 3 (272-94-56).

HELLZAPOPPIN (A. v.a.) : Reflet Médias, 5 (632-25-97) ; Reflet Balthaz, 5 (561-10-60).

LES HOMMES PRÉFÈRENT LES BÉBÉS (A. v.a.) : Pléiade des Arts, 15 (527-77-55).

INDIA SONG (F. v.a.) : Épée de Bois, 5 (337-57-47) ; Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

L'IMPOTANT C'EST D'AIMER (F. v.a.) : Bole à film (H. sp.), 17 (622-44-21).

INDISCRETIONS (A. v.a.) : Champ, 5 (354-51-60).

JÉSUS DE NAZARETH (L. v.a.) : Grand Pavois, 15 (554-46-85).

JONATHAN LIVINGSTONE LE COÛL (A. v.a.) : Marabout, 5 (561-94-95).

LOULOU (A. v.a.) : Loga II, 5 (354-42-34).

MADAME PORTE LA CULOTTE (A. v.a.) : Action Cinéma, 6 (328-11-30).

MADAME EST UNE SORCIÈRE (A. v.a.) : Action Cinéma, 6 (328-11-30).

MAIS QUI A TUÉ HARRY? (A. v.a.) : André Bessis, 13 (337-74-39).

LE MEILLEUR (A. v.a.) : Paris Loirain Bowling, 16 (606-64-98).

MERLIN L'ENCHANTEUR (A. v.a.) : Napoléon, 17 (267-63-42).

MIDNIGHT EXPRESS (A. v.a.) : UGC Opéra, 2 (574-93-50) ; UGC Danube, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Montparnasse, 14 (325-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Ranelagh, 16 (228-64-44).

ORANGE MÉCANIQUE (A. v.a.) : Dancourt, 14 (321-41-01) ; Bole à film, 17 (622-44-21).

PAS DE PRÉTEXTES POUR MARNE (A. v.a.) : UGC Opéra, 2 (574-93-50) ; UGC Danube, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Montparnasse, 14 (325-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Ranelagh, 16 (228-64-44).

PHANTOM OF THE PARADISE (A. v.a.) : UGC Opéra, 2 (574-93-50) ; UGC Danube, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Montparnasse, 14 (325-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Ranelagh, 16 (228-64-44).

PHOTO LA LOI DU PLUS FAIBLE (F. v.a.) : Cinéma Présent, 19 (203-02-55).

RACING BULL (A. v.a.) : Studio Bertrand, 7 (783-64-63).

ROBIN DES BOIS (A. v.a.) : UGC Opéra, 2 (574-93-50) ; UGC Danube, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Montparnasse, 14 (325-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Ranelagh, 16 (228-64-44).

RUZ CASES-NÈGRES (F. v.a.) : Grand Pavois, 15 (554-46-85).

SUPERMAN III (A. v.a.) : Paris Loirain Bowling, 16 (606-64-98).

TCHAO PANTIN (F. v.a.) : Rivali Beau-bourg, 6 (572-63-32) ; Grand Pavois, 15 (554-46-85).

TEX AVEY FOLIES (A. v.a.) : Action Cinéma, 6 (328-11-30).

TUEUR DE DAMES (A. v.a.) : Champ, 5 (354-51-60).

28 900 LIEUX SOUS LES MERS (A. v.a.) : Action Rive Gauche, 5 (329-44-40) ; v.f. : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Opéra, 2 (574-93-50) ; UGC Danube, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Montparnasse, 14 (325-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Ranelagh, 16 (228-64-44).

LA VIE DE FAMILLE (F. v.a.) : Forum, 1 (233-42-26) ; UGC Opéra, 2 (574-93-50) ; UGC Danube, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Montparnasse, 14 (325-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Ranelagh, 16 (228-64-44).

LES FILMS NOUVEAUX

LA DECHIRURE, film américain de Roland Joffé, v.a. : Gaumont Héro, 1 (242-49-70) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Pégase, 7 (705-24-13) ; Gaumont Ambiance, 8 (359-19-08) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; v.f. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Bretagne, 6 (222-57-77) ; Paramount Opéra, 2 (574-93-50) ; UGC Danube, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Montparnasse, 14 (325-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Ranelagh, 16 (228-64-44).

PURPLE RAIN, film américain d'Albert Magnoli, v.a. : Cinq Beaubourg, 3 (271-52-36) ; UGC Opéra, 2 (574-93-50) ; UGC Danube, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Montparnasse, 14 (325-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Ranelagh, 16 (228-64-44).

GWEN, LE LIVRE DE SABLE, film français de Jean-François Laguérie, v.a. : Cluny Écoles, 5 (354-20-12) ; Gaumont Cinéma, 6 (359-29-46) ; Parisienne, 14 (335-21-21) ; UGC Opéra, 2 (574-93-50) ; UGC Danube, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Montparnasse, 14 (325-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Ranelagh, 16 (228-64-44).

PETER LE CHAT, film suédois de Sig Lasseby-Jon Gualberg, v.a. : Rivali Beaubourg, 6 (572-63-32) ; Reflet Balthaz, 5 (561-10-60) ; Studio 43, 9 (770-63-40).

PERIL EN LA DÉSOLÉ, film français de Michel Deville, v.a. : (297-53-74) ; Richelieu, 2 (233-56-70) ; Studio de la Harpe, 5 (634-25-32) ; UGC Danube, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Montparnasse, 14 (325-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Ranelagh, 16 (228-64-44).

33-88) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; v.f. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Bretagne, 6 (222-57-77) ; Paramount Opéra, 2 (574-93-50) ; UGC Danube, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Montparnasse, 14 (325-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Ranelagh, 16 (228-64-44).

STAR TREK III : LA RECHERCHE DE SPOCK, film américain de Leonard Nimoy, v.a. : Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Paramount City Triomphe, 5 (562-45-76) ; UGC Ermitage, 6 (563-16-16) ; v.f. : Rex, 2 (236-83-93) ; Paramount Opéra, 2 (574-93-50) ; UGC Danube, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Montparnasse, 14 (325-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Ranelagh, 16 (228-64-44).

LA VIE DE FAMILLE, film français de Jacques Dutilleul, v.a. : Forum, 1 (233-42-26) ; UGC Opéra, 2 (574-93-50) ; UGC Danube, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Montparnasse, 14 (325-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Ranelagh, 16 (228-64-44).

LA DECHIRURE, film américain de Roland Joffé, v.a. : Gaumont Héro, 1 (242-49-70) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Pégase, 7 (705-24-13) ; Gaumont Ambiance, 8 (359-19-08) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; v.f. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Bretagne, 6 (222-57-77) ; Paramount Opéra, 2 (574-93-50) ; UGC Danube, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Montparnasse, 14 (325-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Ranelagh, 16 (228-64-44).

PURPLE RAIN, film américain d'Albert Magnoli, v.a. : Cinq Beaubourg, 3 (271-52-36) ; UGC Opéra, 2 (574-93-50) ; UGC Danube, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Montparnasse, 14 (325-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Ranelagh, 16 (228-64-44).

GWEN, LE LIVRE DE SABLE, film français de Jean-François Laguérie, v.a. : Cluny Écoles, 5 (354-20-12) ; Gaumont Cinéma, 6 (359-29-46) ; Parisienne, 14 (335-21-21) ; UGC Opéra, 2 (574-93-50) ; UGC Danube, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Montparnasse, 14 (325-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Ranelagh, 16 (228-64-44).

PETER LE CHAT, film suédois de Sig Lasseby-Jon Gualberg, v.a. : Rivali Beaubourg, 6 (572-63-32) ; Reflet Balthaz, 5 (561-10-60) ; Studio 43, 9 (770-63-40).

PERIL EN LA DÉSOLÉ, film français de Michel Deville, v.a. : (297-53-74) ; Richelieu, 2 (233-56-70) ; Studio de la Harpe, 5 (634-25-32) ; UGC Danube, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Montparnasse, 14 (325-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Ranelagh, 16 (228-64-44).

MERCREDI

BRAZIL

ANIMÉ PAR MICHAEL BOUTIN. SCÉNARIO DE MICHAEL BOUTIN ET JACQUES DUTILLEUL. MONTAGE PAR MICHAEL BOUTIN. MUSIQUE DE MICHAEL BOUTIN.

A VOIR

Francophonie nilotique

Le magazine de Dominique Gellert et Mona Mekki, « Espace francophone » (vingt-huit minutes, dix fois par an), est à peu près tout ce qui reste des velléités des hommes du 10 mai 1981 d'ouvrir notre télévision à ce qui se fait en français dans le monde. Après plusieurs émissions sur les francophonies traditionnelles, le magazine nous en montre cette fois une qui n'est pas banale : celle des bords du Nil. Bien plus que l'expédition de Bonaparte, elle est née, jadis, du désir des Égyptiens nationaux de se débarrasser de l'arabisme, langue du « protecteur » étranger.

La France mit longtemps un malin plaisir à répondre à cette demande. Aujourd'hui, c'est une autre affaire. Mais cette petite aire linguistique française en Orient proche, fait quand même plus que survivre de nos jours : elle donne de nouvelles pousses bien vertes, narguant avec ses médias, ses écoles, ses intellectuels, l'influence américaine tout au long que l'intégrisme islamique. Comme le dit le ministre Boutros-Ghali, le francophonisme égyptien est limité mais authentique et vivante, et elle s'accommodent parfaitement de la fondamentale arabité socioculturelle du pays.

De la pharmacie Champollion au vice-président du Conseil d'État, M. Ahmed Youni, en passant par un Labiche joué par des Carottes par coton et un professeur de mécanique des fluides de l'université du Caire, Dominique Gellert et Mona Mekki, qui, selon un bon principe de leur émission, ont choisi un « télescopage » local (en l'occurrence Chérif Kassam, pas francophone pour deux sous mais ayant parfaitement appréhendé le sujet), nous promettent aussi à travers l'Égypte tout court. En français ou pas, c'est un régal pour les yeux.

Et l'air de rien, l'émission met le doigt sur l'essentiel : à ce point, le francophone ne peut pas un jour ni l'autre d'une structure universitaire francophone (comme au Liban ou au Maghreb), elle disparaîtra. Cela veut la peine de veiller un peu, mercredi soir, pour voir vivre un enjeu à sa mesure que la France officielle n'en fait pourtant plus d'hésiter à saisir.

J.P.P.-H.

* Espace francophone : Une francophonie sur les bords du Nil. FR 3, mercredi 20 février, à 23 h 15.

TÉLÉVISIONS PRIVÉES : 195 DEMANDES

M. Georges Filloud, secrétaire d'État aux techniques de la communication - qui présidait lundi 18 février à Valence (Drôme) la signature d'une convention entre TDF (Télédiffusion de France) et la mission câble, les télécommunications et le département de la Drôme pour le câblage de trois villes du département : Valence, Romans et Montélimar - a précisé qu'il avait reçu à ce jour 195 demandes d'installation d'un réseau de télévision privée. Mais il a affirmé que le développement des télévisions privées n'entraînera en aucune manière une modification du plan de câblage du pays. Au contraire, le gouvernement est décidé à poursuivre activement sa mise en œuvre.

Pour sa part, la commission plénière de la Fédération nationale de la presse française (FNPF), que préside M. Maurice Bujon et dont le directeur est M. Roger Bouzine, vient de se réunir pour définir l'attitude de la presse face à la libéralisation des ondes. La FNPF considère que les ressources publicitaires doivent être réservées aux seules chaînes privées, le financement du secteur public devant être assuré par la redevance.

« A chaînes privées, fonds privés : à chaînes publiques, fonds publics », souligne M. Bouzine, dont la motion a été adoptée à l'unanimité. « La libéralisation impliquerait une ouverture du marché publicitaire et le verrou des 25 % de ressources publicitaires des chaînes publiques sauterait », estime-t-il. M. Bouzine a également proposé que FR 3 soit privatisée et confiée à la presse régionale.

COMMUNICATION

Canal Plus diffusera deux films chaque soir sauf le samedi

Canal Plus pourra désormais diffuser deux films chaque soir, sauf le samedi. A la suite d'une longue négociation, le Bureau de liaison des industries cinématographiques (BLIC) a autorisé la quatrième chaîne payante à programmer des longs métrages dès 21 heures le mercredi et le vendredi, dès 17 heures le lundi et dès 18 heures le dimanche.

Les professionnels du cinéma ont donc fait des concessions importantes pour permettre à Canal Plus de relancer ses abonnements. Producteurs et distributeurs n'ont en effet aucun intérêt à la faillite de la chaîne payante à programmer des films 25 % de ses recettes, publicisées complètes. Plus réticents, les exploitants ont demandé que ces concessions ne soient pas étendues

aux réseaux câblés et aux futures télévisions privées pour ne pas perturber la fréquentation des salles de cinéma. Ils en ont reçu l'assurance par lettre du premier ministre et du secrétaire d'État chargé des techniques de la communication qui ont mis en œuvre la loi sur l'audiovisuel.

Canal Plus, qui a obtenu également le droit de diffuser 364 films par an, va relancer sa promotion avec une programmation cinématographique renforcée et de meilleure qualité. Le test décisif pour l'avenir de la chaîne payante sera l'ouverture, à partir du mois prochain, d'une nouvelle zone de diffusion sur tout l'ouest de la France.

J.-F. L.

LE PLUS PETIT DES QUOTIDIENS ITALIENS

« Il Manifesto » cherche à fidéliser sa clientèle trop occasionnelle

De notre correspondant

Rome. - Depuis quelques jours, le quotidien *Il Manifesto* a changé de forme et de présentation, mais il entend rester fidèle à lui-même : il veut en effet, sans renier la mémoire qu'il représente, s'adapter à la demande des lecteurs et aux nouvelles formes que prend aujourd'hui le phénomène politique. Le renouvellement du *Manifesto* est, en cela, significatif de l'évolution de la gauche intellectuelle italienne.

Né en avril 1971, à l'initiative d'un groupe d'exclus du Parti communiste italien, *Il Manifesto* est le journal d'une génération ; celle marquée par les événements de la fin de la décennie 1960 (révoltes étudiantes, invasion soviétique en Tchécoslovaquie) qui a reçu par la suite toute l'expérience de la gauche extraparlamentaire (du mouvement au terrorisme). Composé désormais avec des équipements plus modernes, plus longs et plus denses que le format tabloïd, disposant de douze pages (soit quatre supplémentaires), cherchant à donner plus d'espace aux phénomènes culturels (quatre pages leur sont consacrées), *Il Manifesto* n'en demeure pas moins fidèle à la mention qu'il porte à gauche de son titre : « Quotidien communiste ». Une mention qui indique un horizon, sans aucune référence aux communistes existants.

Nous restons un journal rebelle commente Luigi Pintor, l'un des fondateurs. « Nous sommes des chiens sans collier qui veulent faire un journal plus journal, mais sans rien publier », explique Valentino Parlato, directeur du *Manifesto*. Point de référence de l'intelligentsia de gauche, lecture obligée de la classe politique, *Il Manifesto* des années 70 était avant tout un journal faisant de la politique. Sans renier les valeurs qu'il entend défendre, il a commencé à changer au début des années 80, donnant plus d'importance, en particulier culturelles. « De journal de seconde lecture, nous voulons devenir un journal qui se suffit à lui-même », explique Valentino Parlato. *Il Manifesto* est le plus petit quotidien italien à diffusion nationale : il vend 20 000 à 25 000 exemplaires (et a 3 000 abonnés), mais avec des pointes à 100 000 lors d'événements importants.

Des programmes français réguliers reçus en Angleterre. - Depuis le lundi 18 février, par l'entremise de TV5 chaîne par satellite connue à TF 1, A 2 et FR 3, - des programmes de chacune des trois chaînes françaises peuvent être captés chaque soir entre 18 h et 21 h 30 dans la ville de Swindon (Grande-Bretagne).

C'est le résultat de l'accord signé avec le gérant de l'électronique britannique Thorn-EMI, au profit d'un premier ministre (SID), vient de dresser le bilan des campagnes d'informations en 1984. Les dépenses globales, soit 105 millions de francs pour trente-cinq campagnes, ont été en diminution de 25,6 % par rapport à 1983. Mais, tandis que les investissements restent constants d'une année sur l'autre pour la télévision (28 millions de francs), la part de la presse écrite baissait de 34 % (12,675 millions de francs en 1983). La radio et l'affichage ont enregistré une baisse plus importante encore.

Ses lecteurs lui ayant reproché de ne pas être assez complet, d'être un peu désordonné, la nouvelle formule devrait pallier ces défauts. Surtout, elle pourrait contribuer à fixer les lecteurs occasionnels, les incitant à acheter *Il Manifesto* de manière plus régulière.

En développant ses pages culturelles, *Il Manifesto* entend aussi accroître plus d'espace aux deux cents signatures qui gravitent autour du journal et s'y expriment de temps à autre, sans rémunération. En effet, distribuant des salaires faibles (moins de 1 million de francs par mois), *Il Manifesto* se renouvelle en conservant toute son indépendance.

Même si ne règne pas dans la rédaction la même euphorie qu'il y a quatorze ans lorsque, sortant sur quatre pages, il avait vendu le premier jour 120 000 exemplaires, le nouveau *Il Manifesto* mobilise les énergies. La rédaction ne semble, en tout cas, guère préoccupée par la sortie, le 21 février, d'un nouveau quotidien, *Reporter*, fait par l'ancienne équipe de *Lotus continua*, sur le modèle de *Liberation* (avec qui, d'ailleurs, a été passé un accord de copyright), et avec l'aide du Parti socialiste.

PHILIPPE PONS.

LOCATION

NOUVEAU

COMPTES PERMANENTS

Club 365

Mr Jacques DURAND
12/87 911 2 068 50

PARTEZ EN VACANCES

PAYEZ PLUS TARD !

TIGNES
VAL D'ISÈRE
VALFRÈRES
LA BAULE
HYÈRES
ST TROPEZ

PROMOTION

1 SEMAINE TIGNES : 845*

prix unitaire pour 4 pers. en studio du 2 au 23 mars 1985 (hébergement 7 nuits - 172 pension 6 jours)

LOCATION

Club 365

46, rue de la Tour-75116 Paris
(1) 303.27.50

Bon pour une documentation sur la location TIGNES et le compte permanent Club 365

Nom _____

Adresse _____

Club 365 46, rue de la Tour-75116 Paris

RADIO-TÉLÉVISION

Mardi 19 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 **Jeu : Enigmes du bout du monde.**
Proposé par J. Antoine et C. Savat.
Un remake de « La course autour du monde », du « Grand Raid ».

21 h 30 **L'Odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau.**
La deuxième partie de l'histoire du Nil remplace la retransmission du championnat de France de football initialement prévue.

22 h 20 **Tintin art.**
Émission d'Antoine Gallien.
Spécial Yenne : une cité mythique du début du siècle, berceau de la modernité picturale, musicale et littéraire. Freud, Klimt, une promenade, un musée. Les actualités de la semaine.

23 h 20 **Journal.**
23 h 40 **C'est à lire.**

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 40 **Cinéma : Allons z'enfants.**
Film français d'Y. Boisset (1980), avec J.-P. Améon, L. Béreau, J. Caron, E. Cotton, J.-C. Dreyfus.
Un adolescent est contraint, par son père, ancien combattant de 1914, de devenir enfant de troupe. Il refuse de se plier à la rude discipline d'une école militaire et s'efforce de retrouver son identité. Reconstitution parfaite d'un milieu et d'une expérience personnelle : celle d'un jeune Gibeau, qui la raconte dans un roman paru au début des années 30.

22 h 40 **Libre c'est vivre.**
Victor Hugo et Juliette Drouot vécurent une passion amoureuse qui dura près d'un demi-siècle. C'est leur correspondance que commentent l'actrice Jeanne Collet, les écrivains André Chérid, Hubert Juba, mais aussi un boucher. Une évocation étonnante de deux vies. La reconstitution d'un « roman » d'amour.

23 h 40 **Journal.**

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 **Cinéma : la Mandarine.**
Film français d'E. Molinaro (1971), avec A. Girardot, P. Noiret, M. Renaud, M.-H. Breillat, M. Head, J.-C. Dauphin.
Une extravagante vieille dame loge les membres de sa famille, à l'abri du monde, dans son hôtel particulier.

L'intrusion d'un jeune Anglais va bouleverser l'ordre établi sur des chineries. Une comédie de caractère, bien construite et bien jouée, d'après un roman de Christine de Rivoyre.

22 h 35 **Journal.**
22 h 35 **Henri Queuille : un demi-siècle au service de la République.**
Émission de J.-J. Mallevauche.
Portrait du docteur Henri Queuille (1884-1970), homme politique populaire, titulaire d'une vingtaine de portefeuilles ministériels sous la III^e République. Cinquante années au service de la nation.

23 h 10 **Henri Vincenot dans l'histoire de trains.**
Le père Bouillotte et l'abbé de la Roche.

23 h 15 **Prélude à la nuit.**
Sonate pour clarinette et piano de L. Bernstein, interprétée par M. Lohier, clarinette, D. Weber, piano.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5, Dessin animé ; 17 h 10, Guerre et Paix ; 18 h 30, Court-métrage : Printemps ; 18 h 50, Feuilleton : Janique Aimée ; 19 h 5, Atout PIC ; 19 h 15, Informations.

CANAL PLUS

20 h 30, la Rosa 2, film de C. Pinoteau ; 22 h 15, Football (PSG-Bordeaux, en direct) ; 0 h 5, Les montagnes sont là, film de J.-G. Blystone ; 1 h 15, Reporters, film de R. Depardon.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 **Four sans dire.**
21 h **Charlotte Perle et son art d'habiter.**
21 h 30 **Musique : Dictionnaire sur l'actualité de la chanson française et étrangère.**
22 h 30 **Nuits magiques : Séances tenantes ; entretien avec Jacques Doullon et Sami Frey.**

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 **Concert (donné à Paris le 25 janvier 1985) : « Les Maîtres Chanteurs », ouverture de Wagner, Concerto pour piano et orchestre n° 3, de Bartok, Symphonie n° 5 en mi mineur de Tchaïkovski, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. G. Sebastian, sol. D. Rank, piano.**
23 h **Les soirées de France-Musique : les entretiens de Francis Poulenc avec Claude Rostand ; à 23 h 5 Jazz club.**

Mercredi 20 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 15 **Antiope 1.**
11 h 45 **La Une chez vous.**
12 h 00 **Feuilleton : Capitaine Luckner.**
12 h 25 **La bouillotte à la mer.**
13 h **Journal.**
13 h 40 **Vitaminée.**
Variétés, feuilletons, dessins animés.
16 h 25 **Infos jeunes (et à 18 h 25).**
16 h 40 **De A à Z.**
L'actualité du cinéma, du clip, de la BD.
17 h 30 **La chance aux chansons.**
18 h **Nouveaux.**
18 h 5 **Le village dans les nuages.**
18 h 40 **Série : Huit, ça suffit.**
19 h 15 **Jeu : Anagramm.**
19 h 40 **Cocoricooboy.**
19 h 55 **Tirage du Téo-tac.**
20 h **Journal.**
20 h 25 **Tirage du Loto.**
20 h 30 **Parlons France.**
La consigne mensuelle de M. Laurent Fabius, premier ministre.
20 h 45 **Série : Dallas.**
Clayton tente mais en vain de dissuader sa sœur de comploter avec J.R. Paul accepte l'idée d'un grand mariage avec Mark.
21 h 25 **Document : Madeleine.**
De J.-M. Carrou.
Portrait d'une grande comédienne interprète des grands textes contemporains de Claudel, Cocteau, Duras, Ionesco. Madeleine Renaud évoque sa vie, sa carrière sur les planches.
22 h 45 **Cote d'amour.**
Présenté par Sidney.
Avec Jo Lemaire, Etienne Daho, Dépeche mode...
23 h 40 **Le théâtre de Boulevard.**
23 h 50 **C'est à lire.**

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

8 h 45 **Télévision du matin.**
8 h 30 **Feuilleton : Une femme seule.**
8 h 30 **Antiope.**
12 h **Journal et météo.**
12 h 10 **Jeu : L'académie des neuf.**
12 h 45 **Journal.**
13 h 30 **Feuilleton : Les amours des années 50.**
13 h 45 **Dessins animés.**
14 h 15 **Résumé A 2.**
Les Schtroumpfs ; Teddy, Lulu et Lili, la Bande à Bédé.
16 h 50 **Mic-Kid.**
17 h 25 **Platine 45.**
Jacky et Léo, Paul Collins's Beat, les Désencés...
18 h **Les carnets de l'aventure.**
18 h 30 **C'est la vie.**
18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19 h 15 **Emissions régionales.**
19 h 40 **Le théâtre de Boulevard.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Téléfilm : Rodéo Girl.**
Réal. J. Cooper, avec K. Ross, B. Hopkins, C. Clark...
Le défi d'une femme qui ose entrer dans le cercle « macho » du rodéo. Une histoire directement inspirée par la vie et la carrière de Sue Pirtle, grande championne de rodéo. Katharine Rose campe ce rôle.
19 h 10 **Méa... je.**
Magazine de B. Bouthier.
« Coche-cash avec l'impôt... » : éviter le floc, un sport national ; devenir un ange : faire de sa vie un chef-d'œuvre ; « Pour pas un rond » : comment vivre sans revenu ; « Le marathon-man de l'image vidéo » ; « Sexe en prison » : deux femmes témoignent...
23 h 15 **Journal.**

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h **Télévision régionale.**
Programmes autonomes des douze régions.
19 h 55 **Dessin animé : Lucky Luke.**
20 h 5 **Les jeux.**
20 h 35 **Cadence 3-Ring parade.**
Émission de Lili Micé et Guy Lux.
Autour de Gilbert Bécaud.
22 h **Journal.**
22 h 20 **Téléfilm : Juliette et Galatée.**
Réal. A. Charoy.
Un homme se souvient... Il y a plus de quarante ans. La rencontre de Juliette, dont la présence le fascine. Au

cours d'une promenade sur les bords du Lignon, Juliette lui raconte la légende du berger Clédon. Comme cette légende, Marcel sera partagé entre deux amours : celui de Juliette et celui de Galatée.

23 h 20 **Espace francophone.**
Le magazine du monde d'expression française de Dominique Gallet.
L'importance et la diversité de la francophonie égyptienne illustrée par une grande partie de la bourgeoisie et l'élite intellectuelle depuis deux siècles. Une enquête dans les milieux scientifiques, médicaux, universitaires, littéraires.
0 h **Henri Vincenot dans l'histoire de trains.**
0 h 5 **Prélude à la nuit.**
Apocalypsis rock, de J. Costantini, interprété par H. Billeau.

CANAL PLUS

7 h, 7/9 **Michel Deniot ; 9 h, Cabou Cadin (Les Minipous : Un bateau pour l'aventure ; Heathcliff et Matraduk) ; 10 h 20, Robin des Bois ; 11 h 10, Show Chantal Goya ; 12 h, Néo polar : Sauter, ma puce ; 13 h 5, Jeu ; 13 h 30, Rue Carnot (et à 18 h 45) ; 14 h, Cabou Cadin (Cobra, Sherlock Holmes, Paul et les Duxyotes, Mister T, les quatre Filles du docteur Faust) ; 15 h, Les Filles ; 17 h 15, Rock concert ; 18 h 4, SLAM ; 19 h 15, Tous en scène ; 20 h 5, Top 50 ; 20 h 30, Hill street blues ; 21 h 15, Soap ; 21 h 50, De si gentils petits monstres, film de M. Kalmanowicz ; 23 h 15, SLAM ; 0 h, Trocadère bleu citrons, film de M. Schock ; 1 h 30, Robin des Bois ; 2 h 20, Baïman.**

FRANCE-CULTURE

1 h, Les maîtres de France-Culture ; 7 h, Le goût du jour ; 8 h 15, Les experts internationaux ; 8 h 30, Les chemins de la connaissance ; Le riz, ce fils de l'eau (et à 10 h 50 : les Indes florissantes) ; 9 h 5, Mathématiques : La science et les hommes ; les savants ont-ils une âme ? 10 h 30, Mélanges ; Miroirs (et à 17 h) ; 11 h 10, Le livre, ouverture sur la vie ; l'œil du loup, avec Daniel Pennac ; 11 h 30, Feuilleton : « Tristan et Iseult » ; 12 h, Panorama : Entretien avec Claude Mauriac ; 13 h 40, Avant-première : Marivaux au Théâtre des Américains ; 14 h, Un livre, des voix : « Hommes et femmes » d'André Loefer ; 14 h 30, Passage de l'émission ; Jean-Marc Faure reçoit Henri Colpi, compositeur (cred.) ; 15 h 30, Lettres ouvertes : Magazine littéraire ; le dossier « Plaisir à Corneille » ; 17 h 10, Le pays d'ici, un direct de Dieppe ; 18 h, Schlegel : Agora ; à 18 h 35, Tire la langue ; à 19 h 15, Rétro ; 19 h 30, Perspectives scientifiques : l'histoire des éléments chimiques dans l'univers ; 20 h, Musique mode d'emploi : A. Von Zemlinzky et A. Schoenberg ; 20 h 30, Antipodes : Rive gauche, rive noire ; 21 h 30, Musique : Paléstrina, Ville d'Avray, le compositeur dans la ville ; 22 h 30, Nuits magiques : Bruits du monde.

FRANCE-MUSIQUE

21 h, Les maîtres de France-Musique ; 7 h 10, L'imprévu, magazine de l'actualité musicale ; 8 h 0, Le matin des musiciens : Henry Prunière et la « Revue musicale » — l'orgue et la musique ancienne selon la « Revue musicale » ; œuvres de Lully, Roberdy, Clément, Marchand, Saint-Saëns... ; 12 h 5, Le temps du jazz : feuilleton « Jazz swing et accordéon » ; 12 h 30, Concert : œuvres de Stravinsky, Vieuxtemps, Beyer, Barrière, par Régis Pasquier, violon, Norman Shetler, piano, Bruno Pasquier, alto, et le Duo de la Philharmonie de Berlin : Jörg Baumann, violoncelle, Klaus Stoll, contrebasse ; 14 h 2, Jeunes solistes : Marie Solles, guitare ; 15 h, Les après-midi de France-Musique : Hommage à Jascha Heifetz ; œuvres de Bruch, Kodaly, de Falla ; à 16 h, Le p'tit opéra « The Mikado » de Sullivan ; 18 h 2, Les chants de la terre ; 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui : Où jouent-ils ? ; 19 h 15, Spirales, Magazine de la musique contemporaine ; 20 h 30, Concert (festival de Schwetzingen 1984) : « La Cenerentola », opéra-comique de Rossini, par les Chœurs et l'Orchestre de l'Etat de Wurtemberg, dir. G. Ferro, chef des chœurs U. Eisert, sol. R. Blak, J.-W. Wilking, H. Berger-Tuss, M. Hansson, D. Soffel ; 23 h, Les soirées de France-Musique : Victor Kalabis, un compositeur tchèque de notre temps.

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 20 FÉVRIER

— M. Jacques Chirac, maire de Paris, président du RPR, est invité à l'émission « Face au public », sur France-Inter, à 19 h 20.

LE CARNET DU Monde

Naissances

— Anne Loe COT
et Jean-Noël JEANNENEY,
ont la joie d'annoncer la naissance de
Julien.
Paris, le 14 février 1985.

— Laurent et Soek-Chin METZGER
et Gaspard
ont la joie d'annoncer la naissance de
Lionel.
Lyon, le 15 février 1985, à Kuala-Lumpur.

Décès

— Le conseil d'administration,
La direction
et le personnel de la compagnie Eagle
Star-Indépendance,
ont le regret de faire part du décès de
M. Raymond BARRIÈRE,
directeur commercial,
survenu le 16 février 1985.

Les obsèques auront lieu le mercredi
20 février, à 9 h 45, en l'église paroissiale
Saint-Joseph d'Enghien-les-Bains.
Eagle Star-Indépendance,
Compagnie d'assurances SA,
7, terrasse des Reflets,
92081 Paris la Défense.

— La fille du regretté destinataire
Poulbot,
Zozo CHEVAL,
nous a quittés le 16 février 1985.

Une pensée est adressée à tous ceux
qui l'ont connue.
— On nous prie d'annoncer le décès de
M. COROLLEUR,
dit Jean de Malabail,
écrivain,
survenu le 25 janvier 1985, à l'âge de
soixante-dix ans.

La levée du corps aura lieu le jeudi
21 février 1985, à 10 h 30, à l'Institut
médico-légal.
L'inhumation aura lieu au cimetière
parisien de Pantin, à 11 heures.

— M. Jean-Michel Desmottes,
M. Bernard Desmottes,
M. et M^{me} François van der Elst,
Jean, Pierre et Mathias,
M. et M^{me} Marc Desmottes
et Julien,
M. et M^{me} Dominique Desmottes,
Diane et Charles Edouard,
M^{me} Hélène Tourner,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de
Jean-Michel DESMOTTES,
muni des sacrements de l'Eglise, le
18 février 1985.

La cérémonie religieuse aura lieu le
jeudi 21 février, en l'église Saint-Clément,
à 10 h 30, suivie de l'inhumation
dans le caveau de famille, à
Varenneville-sur-Mer, vers 15 h 30.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Les amis de Londres, Paris,
Genève,
ont la tristesse de faire part du décès de
M^{me} Henri HAUCK,
survenu le 12 février 1985, et rappelant
la naissance de son mari
Henri HAUCK,
qui fut un des premiers à rejoindre le
général de Gaulle en juin 1940,
ministre plénipotentiaire,
directeur du travail,
puis attaché social
à l'ambassade de France à Londres
et délégué de la France
au bureau du travail.

Les obsèques de M^{me} Hauck auront
lieu le jeudi 21 février, à 16 heures, au
cimetière du Père-Lachaise.

— M. et M^{me} Paul Hermery,
Sa famille,
Ses collaborateurs du CIDR (Centre
international de développement et de
recherche),
Ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Paul HERMERY,
survenu le 15 février 1985, à Paris, à
l'âge de cinquante-deux ans.

Ses obsèques auront lieu le mercredi
20 février, à 11 heures, en l'église
d'Autreches (60).
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Les associés
et les collaborateurs du cabinet Cleary,
Gottlieb, Steen et Hamilton,
font part avec tristesse du décès de
Edouard JACQUEMAIRE,
survenu le 13 février 1985, à Paris, dans
sa soixante-troisième année.

41, avenue de Friedland,
75008 Paris.
— M. Léon Menville,
M. et M^{me} François Toutain
et leurs enfants,
Toute la famille,
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Suzanne MENVILLE,
née Dubois,
survenue le 15 février 1985, dans sa
soixante-quatrième année, en son domicile
à Paris.

L'inhumation au cimetière de
Bagneux-de-Bugnot aura lieu le mercredi
20 février 1985.
Cet avis tient lieu de faire-part.

36, rue de Marceau,
75008 Paris.
— M^{me} Fernand Moullet,
née Pagezy,
Philippe Moullet,
son fils,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Fernand MOULLET,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'Ordre du Mérite,
survenu le 31 janvier 1985.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité
familiale le mercredi 6 février
1985, au Crès (Hérault).
Une messe sera célébrée en l'église
Saint-Pierre de Chaillot, le 27 février
1985, à 9 h 30.

Le présent avis tient lieu de faire-part.
— M^{me} Clotilde Parra,
sa belle-mère,
M^{me} Clotilde Picard,
sa femme,
Ses enfants,
Ses petits-enfants,
Ses familles, parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de
Jean Gabriel PICARD,
croix de guerre 1939-1945,
officier des Palmes académiques,
le 17 février 1985.

29, rue Rosa-Bonheur,
La Rochette,
77000 Meaux.
— Le supérieur général des Filles de la
charité,
Les Filles de la charité,
La famille Reiff,
Les responsables et les amis de « la
Source »,
font part du décès de
Père Louis RETIF,
à l'âge de soixante-quatre ans.
La messe des funérailles sera célébrée
en l'église Saint-Pierre-
Saint-Paul, 20, boulevard de Valmy,
à Colombes, le vendredi 22 février, à
14 heures.
Une célébration aura lieu dans
l'église de Vubens (Haute-Savoie),
mercredi 20 février, à 18 heures.
Les Filles de la charité,
10, rue Louis-Blanc, 75010 Paris.
La Source,
Rueil, 75420 Valloire.

— M. et M^{me} Jacques Simonopol,
son fils et sa belle-fille,
M^{me} Michèle Simonopol,
sa fille,
M. et M^{me} Madeleine Papadopoulos,
sa sœur et son beau-frère,
M^{me} Karine Simonopol,
sa petite-fille,
M. René Giorgi,
son oncle,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Marie Doudouze
SIMONPOLI,
née Sfax.
L'inhumation aura lieu au cimetière
de Villetaneuse (Seine-Saint-Denis), le jeudi 21 février
1985.
Cet avis tient lieu de faire-part.

47-49, avenue Docteur-Arnold-Netter,
75012 Paris.
32, rue de Bourgogne,
75007 Paris.

— Tous ceux qui ont aimé et admiré
le
docteur Alfred LANG,
psychiatre des hôpitaux,
se souviendront de lui en ce centième
anniversaire de sa mort.
— Pour le dixième anniversaire,
le 20 février, du rappel à Dieu de
M. René PAUCHET,
attaché à la direction
des services de tourisme Michelin
(Guide-France),
sa femme demandée à ceux qui restent
fidèles à son souvenir d'avoir une pieuse
pensée pour lui.

Communications diverses
— Avoir fait partager
invite à Saint-Moriz, 76, rue de la Vierge,
mercredi des Cendres, 20 février,
à partir de 17 heures, à une méditation :
« Jésus, libération, responsabilité, ce
que demandent la Thora, l'Evangile, le
Coran, le Veda et le Bouddhisme ». Les
réfugiés de tous continents prendront la
parole.

— M. et M^{me} Jacques Simonopol,
son fils et sa belle-fille,
M^{me} Michèle Simonopol,
sa fille,
M. et M^{me} Madeleine Papadopoulos,
sa sœur et son beau-frère,
M^{me} Karine Simonopol,
sa petite-fille,
M. René Giorgi,
son oncle,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Marie Doudouze
SIMONPOLI,
née Sfax.
L'inhumation aura lieu au cimetière
de Villetaneuse (Seine-Saint-Denis), le jeudi 21 février
1985.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} Jacques Simonopol,
son fils et sa belle-fille,
M^{me} Michèle Simonopol,
sa fille,
M. et M^{me} Madeleine Papadopoulos,
sa sœur et son beau-frère,
M^{me} Karine Simonopol,
sa petite-fille,
M. René Giorgi,
son oncle,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Marie Doudouze
SIMONPOLI,
née Sfax.
L'inhumation aura lieu au cimetière
de Villetaneuse (Seine-Saint-Denis), le jeudi 21 février
1985.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} Jacques Simonopol,
son fils et sa belle-fille,
M^{me} Michèle Simonopol,
sa fille,
M. et M^{me} Madeleine Papadopoulos,
sa sœur et son beau-frère,
M^{me} Karine Simonopol,
sa petite-fille,
M. René Giorgi,
son oncle,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Marie Doudouze
SIMONPOLI,
née Sfax.
L'inhumation aura lieu au cimetière
de Villetaneuse (Seine-Saint-Denis), le jeudi 21 février
1985.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} Jacques Simonopol,
son fils et sa belle-fille,
M^{me} Michèle Simonopol,
sa fille,
M. et M^{me} Madeleine Papadopoulos,
sa sœur et son beau-frère,
M^{me} Karine Simonopol,
sa petite-fille,
M. René Giorgi,
son oncle,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Marie Doudouze
SIMONPOLI,
née Sfax.
L'inhumation aura lieu au cimetière
de Villetaneuse (Seine-Saint-Denis), le jeudi 21 février
1985.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} Jacques Simonopol,
son fils et sa belle-fille,
M^{me} Michèle Simonopol,
sa fille,
M. et M^{me} Madeleine Papadopoulos,
sa sœur et son beau-frère,
M^{me} Karine Simonopol,
sa petite-fille,
M. René Giorgi,
son oncle,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Marie Doudouze
SIMONPOLI,
née Sfax.
L'inhumation aura lieu au cimetière
de Villetaneuse (Seine-Saint-Denis), le jeudi 21 février
1985.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} Jacques Simonopol,
son fils et sa belle-fille,
M^{me} Michèle Simonopol,
sa fille,
M. et M^{me} Madeleine Papadopoulos,
sa sœur et son beau-frère,
M^{me} Karine Simonopol,
sa petite-fille,
M. René Giorgi,
son oncle,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Marie Doudouze
SIMONPOLI,
née Sfax.
L'inhumation aura lieu au cimetière
de Villetaneuse (Seine-Saint-Denis), le jeudi 21 février
1985.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} Jacques Simonopol,
son fils et sa belle-fille,
M^{me} Michèle Simonopol,
sa fille,
M. et M^{me} Madeleine Papadopoulos,
sa sœur et son beau-frère,
M^{me} Karine Simonopol,
sa petite-fille,
M. René Giorgi,
son oncle,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Marie Doudouze
SIMONPOLI,
née Sfax.
L'inhumation aura lieu au cimetière
de Villetaneuse (Seine-Saint-Denis), le jeudi 21 février
1985.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} Jacques Simonopol,
son fils et sa belle-fille,
M^{me} Michèle Simonopol,
sa fille,
M. et M^{me} Madeleine Papadopoulos,
sa sœur et son beau-frère,
M^{me} Karine Simonopol,
sa petite-fille,
M. René Giorgi,
son oncle,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Marie Doudouze
SIMONPOLI,
née Sfax.
L'inhumation aura lieu au cimetière
de Villetaneuse (Seine-Saint-Denis), le jeudi 21 février
1985.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} Jacques Simonopol,
son fils et sa belle-fille,
M^{me} Michèle Simonopol,
sa fille,
M. et M^{me} Madeleine Papadopoulos,
sa sœur et son beau-frère,
M^{me} Karine Simonopol,
sa petite-fille,
M. René Giorgi,
son oncle,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Marie Doudouze
SIMONPOLI,
née Sfax.
L'inhumation aura lieu au cimetière
de Villetaneuse (Seine-Saint-Denis), le jeudi 21 février
1985.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} Jacques Simonopol,
son fils et sa belle-fille,
M^{me} Michèle Simonopol,
sa fille,
M. et M^{me} Madeleine Papadopoulos,
sa sœur et son beau-frère,
M^{me} Karine Simonopol,
sa petite-fille,
M. René Giorgi,
son oncle,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Marie Doudouze
SIMONPOLI,
née Sfax.
L'inhumation aura lieu au cimetière
de Villetaneuse (Seine-Saint-Denis), le jeudi 21 février
1985.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} Jacques Simonopol,
son fils et sa belle-fille,
M^{me} Michèle Simonopol,
sa fille,
M. et M^{me} Madeleine Papadopoulos,
sa sœur et son beau-frère,
M^{me} Karine Simonopol,
sa petite-fille,
M. René Giorgi,
son oncle,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Marie Doudouze
SIMONPOLI,
née Sfax.
L'inhumation aura lieu au cimetière
de Villetaneuse (Seine-Saint-Denis), le jeudi 21 février
1985.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} Jacques Simonopol,
son fils et sa belle-fille,
M^{me} Michèle Simonopol,
sa fille,
M. et M^{me} Madeleine Papadopoulos,
sa sœur et son beau-frère,
M^{me} Karine Simonopol,
sa petite-fille,
M. René Giorgi,
son oncle,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Marie Doudouze
SIMONPOLI,
née Sfax.
L'inhumation aura lieu au cimetière
de Villetaneuse (Seine-Saint-Denis), le jeudi 21 février
1985.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} Jacques Simonopol,
son fils et sa belle-fille,
M^{me} Michèle Simonopol,
sa fille,
M. et M^{me} Madeleine Papadopoulos,
sa sœur et son beau-frère,
M^{me} Karine Simonopol,
sa petite-fille,
M. René Giorgi,
son oncle,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Marie Doudouze
SIMONPOLI,
née Sfax.
L'inhumation aura lieu au cimetière
de Villetaneuse (Seine-Saint-Denis), le jeudi 21 février
1985.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} Jacques Simonopol,
son fils et sa belle-fille,
M^{me} Michèle Simonopol,
sa fille,
M. et M^{me} Madeleine Papadopoulos,
sa sœur et son beau-frère,
M^{me} Karine Simonopol,
sa petite-fille,
M. René Giorgi,
son oncle,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Marie Doudouze
SIMONPOLI,
née Sfax.
L'inhumation aura lieu au cimetière
de Villetaneuse (Seine-Saint-Denis), le jeudi 21 février
1985.
Cet avis tient lieu de faire-part.

551 من الاموال

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mercredi 20 février 1985 - Page 17

	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	90,00	106,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	60,00	71,16
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,92

ANNONCES CLASSEES

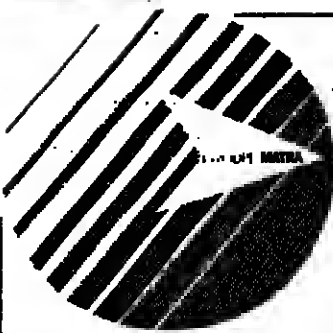
	La ligne	La ligne TTC
ANNONCES ENCADREES	51,00	60,48
OFFRES D'EMPLOI	16,00	17,79
DEMANDES D'EMPLOI	39,00	46,25
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25



emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)



Nous sommes leader sur le marché européen des **TELEPHONES**. Notre diversification nous a permis d'être présent dans tous les domaines de la Communication (**SYSTEMES** et **RESEAUX**, **AUTOCOMMUTATEURS**, **TERMINAUX ASC II/VIDEOTEX**, **RADIO-TELEPHONIE**).

Notre CA, plus d'un Milliard de Francs, est réalisé par 2500 personnes réparties en 5 établissements.

Dans le cadre d'un important contrat au **MOYEN-ORIENT**, nous recherchons pour notre département **Systemes et Réseaux** :

Chef de Projets Informatique

Chargé sur le site de l'exploitation d'un grand système informatique et télématique. Il conseille le client dans les extensions du système et coordonne la maintenance. Pour réussir dans cette mission la connaissance des matériels et logiciels de base Mini 6 est indispensable. Anglais courant.

Adresser C.V., prétentions, photo et date de disponibilité sous référence JD 186 à **MATRA** au Service du Personnel de **BOIS D'ARCY** - Rue J.P. Timbaud - B.P. 26 - 78390 BOIS D'ARCY.

MATRA COMMUNICATION

GRUPE CHIMIQUE FRANCAIS
opérant au niveau international cherche pour sa filiale américaine en **CAROLINE DU NORD**

UN INGENIEUR CHIMISTE + MBA

qui, après avoir fait ses preuves en France dans diverses fonctions de la Société (VENTE, PRODUCTION, RECHERCHE) prendra la Direction aux U.S.A. lors du départ à la retraite du Président actuel.

LARGE EXPERIENCE INDUSTRIELLE INDISPENSABLE

Envoyer C.V. et prétentions s/réf. 6917 à **PIERRE LICHOU S.A.**, B.P. 220-75063 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

CHEF DE ZONE EXPORT

PRODUITS ALIMENTAIRES DE MARQUE

Base Paris **Bilingue anglais**
Groupe alimentaire multinational Français, nous sommes leader en France sur notre marché principal. Nous avons décidé de conquérir de solides positions à l'international, notamment en Europe, sur le continent Américain, dans le Pacifique et dans le Sud-Est Asiatique.

Nous recherchons l'homme à qui confier la responsabilité de piloter le développement de nos marchés dans l'un de ces territoires. Il travaillera avec une grande autonomie et ses fonctions s'étendront de l'analyse du potentiel des marchés et de l'élaboration des stratégies et des budgets à la réalisation des actions de conquête et d'animation sur le terrain. Ce sera donc un tempérament réalisateur. Le poste sera confié à un Cadre diplômé d'une Grande Ecole de Commerce, bilingue anglais, ayant plusieurs années de pratique de l'exportation de produits alimentaires de marque.

Pour informations complémentaires et organisation accélérée d'une rencontre, appelez le 763.11.15 aux heures de bureau, réf. 159, R.H. CONSEIL, 65, avenue de Wagram, 75017 Paris.

RESSOURCES HUMAINES CONSEIL



GRUPE BANCAIRE INTERNATIONAL
recherche pour renforcer ses structures au Cameroun

Un cadre confirmé comptabilité générale et gestion

de nationalité camerounaise.
Ayant complété sa formation universitaire (ou DECS) par une expérience de 4 à 5 ans dans les Départements Comptabilité/Contrôle de Gestion d'une importante Société, le candidat retenu saura en outre s'imposer par une grande autorité : il aura acquis des notions d'informatique lui permettant de participer à la réalisation du Schéma Directeur Informatique.

Formation complémentaire assurée sur Paris avant départ pour Douala.

Adresser C.V. détaillé + photo sous réf. 4492/F à **M. CHASSERY** 110, rue du Colonel Fabien 92160 ANTONY (qui transmettra)

INGENIEUR ELECTRONICIEN SYSTEMES D'ARMES FRANCAIS « OPTION MISSILES SOL-AIR »

de préférence

Expérience :

10 ANNEES DANS LA SPECIALITE

- Langue anglaise courante.
- Lieu de travail à l'étranger.
- Salaire motivant.

Envoyer C.V. et photo sous n° 301.810 M. **REGIE-PRESSE**, 7, rue de Montcaussey 75007 Paris qui transmettra.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

CIRCULATION et TRANSPORTS

Bureau d'études spécialisé recherche un ingénieur pour mission longue durée (2 ans minimum) en Afrique, dans les domaines des études urbaines de transports et de circulation : analyses de projets de transports ou d'infrastructures, enquêtes, traitement informatique, économie des transports, etc.

Avant. liés à l'expérimentation. Envoyer C.V. en précisant dernière rémunération annuelle sous référence 9.227 au Cabinet **BOUCHE**, 19, rue Tiliers, 13100 Aix-en-Provence, qui transmettra.

UNIVERSITAIRE

Personne ayant très bonne formation universitaire, polytechnique, esprit de synthèse et rédaction aigüe, travail de recherches et soutenance à l'étranger. Bon salaire en contrat indéterminé. Possibilité fréquente de déplacements. Entre avec C.V. sous n° 9.227 au Cabinet **BOUCHE**, 19, rue Tiliers, 13100 Aix-en-Provence, qui transmettra.



Leader européen dans la fabrication d'**IMPRIMANTES SPECIALISEES**, clientèle répartie sur plus de 60 pays, une des sociétés françaises les plus performantes par son taux de croissance (moyenne 30% / an) et sa rentabilité (résultat supérieur à 5% net), poursuit son expansion et recherche un

Ingénieur commercial exportation

La mission implique :

- identification des créneaux, positionnement des produits,
- formation et motivation des distributeurs,
- formation et participation aux expositions,
- organisation et communication auprès du réseau,
- information et communication de nouvelles applications,
- prospection et concrétisation de nouvelles applications.

- Votre formation d'ingénieur ne vous empêche pas de posséder un fort tempérament commercial.

ou, votre diplôme d'études supérieures commerciales n'est pas incompatible avec la vente de matériels très techniques.

- Vous avez une première expérience en marketing international, si possible dans le domaine de la péri-informatique ou du matériel électronique professionnel.

- Vous parlez parfaitement l'anglais, une autre langue serait même appréciée.

- Vous êtes disponible pour des déplacements fréquents mais de courte durée.

Si vous pensez correspondre à ce profil, écrivez en joignant photo, C.V. et prétentions, sous référence L.M.C. 1902, au Service du Personnel, I.E.R., 12 rue Sibastopol, 92400 Courbevoie.



emplois régionaux

TRAVAILLER SUR LA COTE D'AZUR

THOMSON-CSF à CAGNES-sur-MER

LA DIVISION DES ACTIVITES SOUS-MARINES est parmi les premières dans son domaine au niveau mondial. Elle recherche :

INGENIEURS GRANDES ECOLES ENST, ESE, X, CENTRALE

pour l'étude de Sonars dans les techniques les plus avancées en :

- traitement de signal,
- technique numérique rapide,
- logiciels de base, temps réel, scientifique,
- intelligence artificielle,
- composants acoustiques.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo) au Service du Personnel - **THOMSON-CSF DASM**, Chemin des Travaux, 06801 CAGNES-sur-MER CEDEX.

THOMSON

BRANCHE EQUIPEMENTS ET SYSTEMES

PREMIER GROUPE FRANCAIS DE MEUBLES
recherche **POUR SON SERVICE ACHATS**

1 acheteur

de formation supérieure, il sera chargé de la négociation des contrats fournisseurs. Connaissance du bois et de l'ameublement souhaitée. Bilingue anglais ou espagnol.

POUR SON SERVICE COMMERCIAL

1 attaché

administration commerciale

bilingue anglais ou trilingue

Il sera intégré au service commercial

- EXPORT et FRANCE -

Connaissances en études et analyse de marché prévision commerciale.

1 jeune responsable du personnel

de formation supérieure avec quelques années d'expérience.

Il aura la charge après formation, de la gestion complète du personnel d'une unité de plus de 1.200 personnes.

Les postes sont à pourvoir dans une unité de production située en région Est de la France.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 33093 (à préciser sur enveloppe) à **JEAN REGNIER Publicité** 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.



DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

Une société exploitant des produits touristiques et de loisirs souhaite recruter son directeur administratif qui rendra compte au Président de la société.

De formation supérieure et ayant une expérience d'au moins 5 ans dans un poste similaire, il devra appliquer, avec rigueur, des techniques de gestion sophistiquées dans un environnement dynamique.

Lieu de travail : une agréable ville de Haute-Savoie.

Si vous estimez avoir le profil correspondant à ce poste, veuillez-vous transmettre votre dossier de candidature, qui doit comprendre votre C.V., votre photo et le montant de votre rémunération actuelle, sous la référence : PR-192 à :

ROLAND DIERKUM CONSEILS
405 avenue du 8 Mai 1945
69642 Lyon-Caluire cedex

Entreprise T.P. recherche D.G...

Jean-Claude Maurice S.A.
17 rue de Valenciennes
75018 PARIS

... des domaines de Civil et armées...
... en parisienne...
... son nouveau...
... seront tout...
... des Etudes, des...
... et devront...
... et au...
... de l'entreprise...
... possédant...
... d'un...
... acquies dans...
... confidentiel de...
... garantis par notre...
... adresser votre...
... à l'adresse : le (1)...



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Diriger les Services Comptables

La Société DIEPAL - 1 Md de F de CA, 1200 personnes - a une position de leader sur plusieurs marchés alimentaires et de diététique avec des marques renommées: Blédine, Blédina, Phosphatine, Cracottes, Materné, Gaylord Hauser...

Pour accompagner sa croissance, elle s'est dotée de moyens de gestion et d'organisation très performants. Dans le domaine de la comptabilité, les outils mis en place sont particulièrement efficaces: résultats mensuels sortis au 6^e jour ouvré, systèmes d'engagements de dépenses...

Le Directeur Administratif et Financier recherche le Responsable des Services Comptables qui devra poursuivre l'amélioration des performances en matière de délais, de fiabilité et d'efficacité de l'organisation. Il animera et coordonnera l'activité d'une vingtaine de personnes. Il aura un rôle important de contact avec les différents services de la société, avec l'extérieur (clients, fournisseurs, banques) ainsi qu'avec la Direction des Affaires Comptables du Groupe.

Ce poste particulièrement évolutif - le titulaire actuel va prendre la Direction Financière d'une filiale du Groupe - conviendrait à une personne diplômée d'une Ecole Supérieure de Commerce et/ou Expert Comptable, possédant une expérience de 6 à 10 ans acquise dans le domaine de la comptabilité ou de l'audit.



Merci d'adresser votre candidature, sous réf. M15M en précisant rémunération actuelle à: BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Tibérius - 75381 Paris Cedex 08.

Industrie moderne en expansion
Leader de sa spécialité
Produits complémentaires grande
série pour le conditionnement,
région Est recherchée

JEUNE ATTACHE COMMERCIAL EXPORT

ESCE - ESC - formation
export, ou similaire

Disposant d'une expérience de
l'exportation de 1 à 2 ans, parlant
bien l'anglais et l'allemand.

Mission: Développement et
gestion des marchés des accés.
Déplacements fréquents.

Large possibilité d'avancement
à la volonté exportatrice de la DG.
Ad. CV dé. ss réf. 1150 à
SELEX Conseil
67008 STRASBOURG CEDEX

NICE, ÉCOLE DE FRANÇAIS
pour adultes étrangers recherche
PROFESSEUR

expérience pratique VIF et DVV
européenne, parlant bien l'anglais,
français, espagnol, portugais.
Ecrire sous le n° 301.524 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Montreuil, Paris-7^e.



JEUNE ANALYSTE DE GESTION

Esso Chimie, spécialisée dans la production et la vente de produits chimiques pour l'industrie, réalise un chiffre d'affaires de 6 milliards de francs. Ses résultats économiques en font l'une des Sociétés les plus performantes de son secteur d'activité en France. Elle renforce son équipe de contrôle de gestion industrielle.

Ce jeune analyste sera responsable du traitement mensuel des flux de matières premières et produits finis de l'usine et du calcul des prix de revient. Il établira des tableaux de bord à l'usage de la Direction. Il participera au développement d'outils informatiques.

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé (Sup de Co ou Maîtrise de gestion...) débutant, prêt à faire preuve de dynamisme, de rigueur et de savoir faire relationnel. Des perspectives de carrière pourront lui être proposées, à la mesure de ses performances, de ses qualités personnelles et de ses aspirations.

Le poste est basé à Notre-Dame de Greenenches entre ROUEN et LE HAVRE.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M11507 AF, à:

EGOR PROMOTION

63, rue de Pontneuf 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE

MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO



Des gérants de portefeuille pour notre direction financière

**IMPORTANTE BANQUE
POSTES EN PROVINCE**

Importante banque française de dépôt, à vocation internationale, nous souhaitons compléter les équipes de notre Direction Financière par l'intégration de Gérants de Portefeuille pour nos centres régionaux de PROVINCE.

Ils justifieront impérativement d'une expérience similaire de 2 à 5 ans.

Notre taille, notre dynamisme et notre volonté d'expansion vous garantissent, si vous faites preuve

d'efficacité, d'intéressantes perspectives de carrière au sein de notre Direction Financière.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe la réf. 3596 et le nom des banques avec lesquelles vous ne souhaitez pas entrer en contact à rscg carrières 48, rue St Ferdinand - 75017 PARIS, qui transmettra.

Chef comptable

Proximité NIORT.

Nous sommes filiale d'un puissant Groupe de la distribution. Nous assurons l'approvisionnement et la vente de produits liquides auprès de nos points de vente de la Région CUEST.

Notre effectif est de 70 personnes et nous réalisons un CA de 400 MF.

Prendre en charge les traitements comptables et administratifs de notre structure sera votre mission. Vous vous occuperez pour cela sur une équipe de six personnes et serez soutenu dans votre action par les structures internes du Groupe.

Nous vous souhaitons, 30 ans environ, titulaire d'une formation type DECS ou équivalent et orné d'une première expérience comptable en Entreprise ou en Cabinet.

Rémunération de l'ordre de 160.000 F.

Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre Conseil.



Jean-Claude Maurice S.A.

207 rue de Valenciennes

75016 PARIS

3, avenue Condorcet

93000 VILLENEUVE

Merci de lui adresser votre CV sous réf. 1353 ou transmettez-le à CV PLUS en composant le 828.40.25 sur votre mobile.

DU CONTROLE DE GESTION AU DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL...

Le jeune Directeur Général d'un groupe à taille humaine (150 personnes) rassemblant des vignobles réputés et des sociétés de négoce (Vins Fins) complète son équipe. Il souhaite rencontrer un second qui l'aidera à mettre en œuvre un très important plan de développement. Appuyé sur une image de qualité, reliant tradition, innovation et une logistique efficace, la réalisation de cet objectif confortera la vocation exportatrice du groupe, à terme 60 % du CA total.

Cette fonction devrait permettre à un contrôleur de gestion (30 ans environ) de révéler des qualités très opérationnelles: pragmatisme, rigueur et conviction. Son intégration sera cependant facilitée par une expérience réelle en PME déjà structurée en filiales de distribution à l'export, pourquoi pas dans les produits alimentaires à forte valeur ajoutée. Vous serez l'interlocuteur privilégié des principaux partenaires impliqués dans ce projet (financiers et responsables de filiales). C'est pourquoi une formation économique supérieure et une pratique réelle de l'anglais nous paraissent indispensables.

Adressez votre C.V. avec photo, en précisant vos prétentions et vos motivations pour un poste basé dans le SUD-OUEST, à notre Conseil OCS sous la réf. 2828 M



29, cours Georges Clémenceau 33000 BORDEAUX
91, rue de Gambourg Saint-Henri 75008 PARIS

Sté ÉLECTRONIQUE MÉDICALE

recherche
pour son Bureau d'études à
BORDEAUX

TECHNICIEN SUPERIEUR

DUT + 2 ans d'expérience en
électronique analogique

INGÉNIEUR

Formation informatique pour
développement logiciel sur
micro-ordinateurs
(IBM - SORD - APPLE)

Ecrire sous n° 5.529 à
AGENCE HAVAS
33075 BORDEAUX CEDEX

FILIALE 180 PERSONNES D'UN IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL AGRO-ALIMENTAIRE

distribuant des produits de confiserie-chocolaterie
de haut de gamme

recherche
pour la RÉGION RHONE-ALPES

JEUNE CHEF DE SERVICE ACHATS

Responsable devant le Directeur Administratif et Financier d'un budget annuel d'achat de 50 millions de francs, il sera particulièrement chargé:

- D'élaborer une stratégie d'achat des matières premières spécialisées (féves et cacao, sucre, fruits secs...);
- De rechercher, en liaison avec le service Développement, de nouvelles matières premières et produits alimentaires innovants;
- De prendre la fonction Packaging en liaison avec le Directeur Commercial et Marketing.

Le poste s'adresse à un candidat de formation supérieure agro-alimentaire ayant acquis une première expérience dans une fonction similaire où il aura éprouvé ses qualités d'organisateur, de fermeté négociateur et de curiosité. D'une intégrité absolue, rigoureux et concret, il aura un sens aigu du service et saura créer avec ses différents interlocuteurs internes des relations constructives.

La connaissance de l'anglais est nécessaire.

La rémunération sera motivante et dépendra directement de la valeur du candidat retenu.

Prévoir lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions, s/réf. 5.394 à: ANNONCES SERVICE, 45, rue Carnot, 78000 VERSAILLES, qui transmettra.

Montauban.

CADRE COMMERCIAL EXPORT FRUITS ET LÉGUMES

Geopex, société parmi les leaders à l'exportation (CA. 250 MF dont 80% à l'export) recherche un cadre commercial export pour l'Europe. Votre mission:

- Assurer le développement de nos ventes auprès de notre clientèle existante et potentielle (centrale d'achat et grossistes importateurs).
- Être à l'écoute permanente des marchés pour saisir les tendances et déterminer les orientations à court et moyen terme.
- Participer à la détermination des objectifs de vente en liaison directe avec le Directeur général et l'équipe commerciale.
- Assurer le suivi des ventes.

Vous avez une expérience confirmée de la vente (5 ans minimum), et de la négociation, une capacité à vous intégrer dans une équipe et le sens de l'organisation. Vous avez un fort potentiel, nous vous proposons un poste motivant à responsabilité.

La connaissance des fruits et légumes et de l'export seront des atouts supplémentaires. Anglais exigé.

Envoyer lettre manuscrite
CV - photo - téléphone
à J.P. MAURY Ref: M 84/8
Discretion assurée

synercau
51, rue Le Peletier
75008 PARIS

BANQUE CHAIX

Recherche
pour son centre
INFORMATIQUE
équipé IBM 4341 et réseaux de terminaux

DEUX ANALYSTES-PROGRAMMEURS

- Niveau MIAGE;
- Expérience bancaire indispensable.

Adressez curriculum vitae, photo et prétentions à
BANQUE CHAIX
Service du personnel
43, cours Jean-Jaures
84027 AVIGNON

CABINET CONSEIL recherche INGÉNIEUR CONSEIL

Gestion et organisation

- Formation: Ingénieur grandes écoles;
- Expériences: minimum 5 ans soit en industrie soit en cabinet;
- Déplacements fréquents mais longue durée, disponible très rapidement.

Ecrire avec C.V. et photo sous n° 8.694 LE MONDE Pub
service annonces classées
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

GROUPE BANCAIRE ALSACE

recherche

- CHEFS DE PROJET
- ANALYSTES-PROGRAMMEURS
- NIVEAU MIAGE - INGÉNIEUR
- (DÉBUTANT ACCEPTÉ)

Veuillez adresser candidature avec C.V. détaillé
et prétentions sous n° 8.933 Le Monde Pub, service
annonces classées 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

LE GROUPE Casino

26 000 personnes, CA TTC: 24 milliards avec ses filiales en restauration, bricolage, production agro-alimentaire... recherche pour son service comptabilité au siège social à Saint-Étienne.

JEUNE EXPERT COMPTABLE

Réf. 536
OU EN PASSE DE LE DEVENIR
(Certificat supérieur de révision comptable)

Vous avez aussi les capacités pour diriger du personnel et vous ne manquez pas d'ambition pour évoluer au sein du service comptabilité et gestion du groupe.

AUDIT COMPTABLE

Réf. 537

Vous êtes un excellent comptable, de formation DECS ou équivalent et vous connaissez bien la fiscalité et les procédures d'audit.

Une expérience de ce poste dans une société importante ou en cabinet ont développé vos qualités de persévérance, de perspicacité et de diplomatie.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo avec la référence du poste choisi, à CASINO, département recrutement, B.P. 306, 42008 Saint-Étienne Cedex.

Il y a plus d'un avenir au **Casino**

Châtelleraut (Vienne)

SFENA

Société française de 3000 personnes dont 650 ingénieurs et cadres, grand équipementier aéronautique, constructeur d'instruments de bord pour avions et engins spatiaux dans les technologies les plus avancées, nous recherchons pour notre:

ETABLISSEMENT DE CHATELLERAULT (Vienne)
(effectif 900 personnes dont 110 Ingénieurs et Cadres)

INGÉNIEUR METHODE ET DEVELOPPEMENT

Débutant ou ayant une première expérience, de formation E.N.S.I., A.M. ou équivalent avec dominances en électronique et électrotechnique. Poste attractif pour Ingénieur ayant le goût des problèmes de production et des contacts humains.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV avec photo et prétentions s/réf. 609/C/84 à SFENA Service Personnel BP 128 - 86101 Châtelleraut Cedex - Tél. (46) 23.46.00

LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

recherche pour son établissement de Toulouse, dans le cadre de ses activités de recherche, développement et de projets

Un Ingénieur électro- mécanicien

Il sera chargé d'études et de suivi de travaux en relation avec l'industrie et différents organismes dans le domaine des sous-ensembles mécaniques et de propulsion.

réf. 85/01

Un Ingénieur mécanicien

Il aura la responsabilité d'études dans le domaine de la dynamique de structures (nouvelles méthodologies de calculs et d'essais, élaboration de plans d'essais...).

réf. 85/02

Ces postes nécessitent 3 à 5 ans d'expérience et une bonne connaissance de l'anglais.

Merci d'adresser CV et prétentions, sous référence choisie, au CNES, Division du Personnel, 18 avenue Edouard Belin, 31055 Toulouse Cedex.

مركز من الامم المتحدة

صكرا من الامم

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

cisigraph

CISGRAPH est une nouvelle société du Groupe CIS dont la vocation est de développer et de commercialiser des logiciels de productique. En vue de renforcer notre équipe de Recherche et Développement en CAO Electronique et Simulation, nous recherchons pour la région parisienne plusieurs

Ingénieurs

Grandes Ecoles, ou équivalent, débutants ou confirmés

Vous pourrez valoriser et parfaire vos connaissances en génie logiciel, techniques graphiques, bases de données, systèmes UNIX et langage C, en participant à des développements logiciels ambitieux, au sein d'une équipe dynamique et motivée.

Si vous souhaitez nous rejoindre, écrivez-nous en envoyant CV complet et prétentions sous réf. 7881 à Michel Heydemann, CISGRAPH CEN BP 24 91190 Gif sur Yvette.

INGENIEURS ELECTRONICIENS - RADIO

Nous étudions et fabriquons des matériels et systèmes de radio-téléphonie de 3 à 900 Mhz. Le radio est un des nos principaux axes de développement.

Votre passion pour cette technique nous intéresse :
- débutants : nous compléterons votre formation et assurerons votre développement personnel.
- confirmés : des projets à votre dimension satisferont vos aspirations.

Nous étudierons en toute discrétion votre dossier qui témoignera de votre motivation.

SECRE

Adresser CV, photo et prétentions sous référence IER à SECRE Direction du Personnel 214, rue du Faubourg Saint-Martin 75010 PARIS.

L'EAP, Ecole Européenne des Affaires, est une Grande Ecole européenne de gestion des entreprises, créée par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris. Son programme de trois ans se déroule successivement à Paris (1^{re} année), à Oxford (2^e année) et à Berlin (3^e année), chaque fois dans la langue du pays. L'EAP recrute ses étudiants dans l'ensemble des pays membres de la Communauté Européenne, par voie de concours d'entrée nationaux.

A la suite de prise d'autres fonctions du responsable actuel, l'EAP recherche le

Responsable de la Promotion et du Recrutement Européens

Rattaché au Directeur Europe de l'Ecole, il sera responsable de l'organisation et de la mise en œuvre de la campagne de promotion de l'EAP et du recrutement des étudiants dans les sept autres pays membres de la C.E. que la France, la Grande Bretagne et la R.F.A. Ses activités comprendront également l'extension du réseau de bourses d'études déjà existant, ainsi que les négociations d'équivalences du diplôme de l'EAP dans ces pays. Le poste est basé à Paris.

Le profil du candidat recherché est le suivant :
- une formation supérieure en gestion, suivie d'au moins trois ans d'expérience en entreprise.
- bilingue français et anglais, une bonne connaissance de l'allemand et/ou de l'espagnol serait appréciée.
- le sens de l'organisation et des contacts humains, ainsi que de la négociation.
- de l'autonomie et une grande disponibilité qui impliquent de multiples déplacements à travers l'Europe.
- de préférence la nationalité d'un des pays membres de la C.E.

Adresser lettre de candidature, CV et photo à

Monsieur Bruno LEBLANC, Directeur Europe EAP - Ecole Européenne des Affaires 108, Bd Malesherbes 75017 PARIS - FRANCE

PRODUITS INDUSTRIELS Un véritable professionnel de l'exportation

SAT

groupe CGE est, avec ses 30 usines, implanté dans 12 pays, le producteur d'une gamme de générateurs autonomes plus diversifiée qu'aucune autre entreprise au monde. Son département accumulateurs alcalins est leader mondial.

Pour être rattaché au Directeur de ce Département, nous recherchons un candidat de premier plan pour lui confier de larges responsabilités à l'exportation : développer un chiffre d'affaires important dont la progression dépasse 25 % par an. Pour réussir dans cette mission :

- il participera à l'élaboration des politiques et stratégies commerciales,
- il élaborera toutes propositions visant à l'amélioration du réseau et des relations contractuelles avec les agents,
- il animera une équipe étoffée et performante de responsables de zone.

Ce poste important conviendrait à un candidat, diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de gestion, ayant une très solide expérience de la vente à l'exportation d'équipements ou de produits industriels, capable d'être rapidement opérationnel et de s'affirmer comme un des moteurs du développement du département. Porteur de la connaissance de l'anglais impérative, larges perspectives d'évolution dans le groupe.

Poste à bascule immédiate est Paris.

Ecrire sous réf. PI 357 AM Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

Directeur Général financement - réalisation de centres commerciaux

UN PUISSANT GROUPE FINANCIER ET UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION créent pour diriger leur filiale commune le poste de Directeur.

Cette jeune société, grâce à la notoriété et la solidité de ses actionnaires, se situe déjà parmi les premières dans ce domaine. Elle conçoit et réalise des montages d'opérations immobilières et de grands ensembles multifonctionnels (grande surface, galerie marchande, bureau, hôtel). Ce manager, ingénieur grande école Mines, ECP, TP... gestion, devra assumer un rôle de coordination et des responsabilités polyvalentes, tant sur le plan technique que financier :

- études et choix des investissements,
- supervision des projets et animation des équipes techniques,
- gestion, mise en place des stratégies de développement, en assurant les contacts avec les administrations concernées.

Situation intéressante pour candidat de valeur, disposant d'environ 8 ans d'expérience acquise à un niveau élevé de responsabilités dans un secteur proche (ingénierie - bâtiment...) et ayant un tempérament de patron et des qualités de rigueur, d'esprit d'entreprise, d'autorité alliés à un sens du contact et de la diplomatie.

Poste à Paris.

Rémunération : 350.000 F +

Ecrire sous réf. OH 356 AM Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

Ingénieur débutant pour accession rapide à poste opérationnel

UN GROUPE FRANCAIS LEADER (12.000 personnes) constitué par plusieurs centres de profits gérés de manière autonome et décentralisée et neissant en œuvre des techniques diversifiées, offre de réelles possibilités de carrière à un ingénieur débutant.

Il sera solidement formé dans une des unités (1.300 personnes) en assumant des responsabilités concrètes d'exploitation, puis il évoluera dans l'unité et le Groupe. Ce poste conviendrait à un ingénieur Mines, AM, IDN ou école équivalente, ayant de très bonnes capacités de contact et des qualités d'animateur et d'organisateur. Premier poste à Lille.

Ecrire sous réf. KD 352 AM Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

Ingénieur grande école chef de zone exportation

UN DÉPARTEMENT A TAILLE HUMAINE, leader mondial dans l'étude, la réalisation et la vente de matériels de haute fiabilité, faisant partie d'un grand groupe français, recherche un ingénieur diplômé, confirmé et de fort potentiel, capable d'assurer le développement de nos activités essentiellement en Europe et en Amérique du Sud.

Ce poste conviendrait à un candidat ayant environ 5 ans d'expérience commerciale et ayant déjà assumé des responsabilités effectives de vente de biens d'équipement à l'exportation.

Outre l'animation de son équipe, il aura à négocier personnellement des contrats avec une clientèle de haut niveau, à participer au montage des financements, à assurer les liaisons entre les services techniques des clients et ceux du département. Il sera responsable de la rentabilité de sa zone.

Anglais courant indispensable. Larges perspectives de carrière dans un groupe de dimension internationale ayant une politique dynamique de gestion de ses cadres. Poste à bascule immédiate est Paris.

Ecrire sous réf. RK 358 CM Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

Jeune chef de projet conception et réalisation système de gestion

UNE DES PREMIÈRES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES FRANÇAISES offre au sein de son département "Immobilier" en développement un poste intéressant et évolutif à un jeune Chef de Projet.

Sa mission :
Chargé plus particulièrement au sein du secteur gestion, de l'amélioration des systèmes actuels en intégrant des méthodes modernes, il sera responsable de :
- l'analyse des besoins,
- du développement (rédaction des cahiers des charges destinés à l'informatique),
- la mise en place et la formation des utilisateurs.

Son profil :
ESSEC, ESCP ou équivalent. Il devra disposer d'une première expérience de deux ans environ en organisation de système de gestion acquise au sein d'un Cabinet spécialisé ou importante société secteur tertiaire (connaissance dans le domaine immobilier appréciée).

Le Groupe est doté de puissants moyens informatiques (une des plus grosses bases de données est implantée en Europe) et le département est équipé en IBM 38.

Ecrire sous réf. HO 333 CM Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

Un responsable de personnel dynamique et évolutif

SAT

filiale CGE recherche, au sein de son département "Files", et pour son unité commerciale de 500 personnes, un Responsable de Personnel qui aura la responsabilité de Chef d'établissement.

- il sera le moteur d'une gestion dynamique des ressources humaines et du développement social,
- il présidera et animera l'ensemble des relations paritaires et assumera les relations extérieures,
- il assurera l'administration du personnel ainsi que la gestion des services généraux,
- il participera aux réunions des chefs d'établissement des différents départements.

Ce poste conviendrait à un candidat HEC, ESSEC, SC, PO, ayant environ dix ans d'expérience professionnelle (dont 5 ans dans la fonction "personnel"), une bonne connaissance de la population des "commerciaux" serait appréciée et témoignant d'un sens marqué du dialogue et de l'innovation sociale allié aux solides qualités d'un gestionnaire rigoureux.

Larges possibilités d'évolution dans le Groupe.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. HA 349 AM Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

Jeune ingénieur

Filiale française (à taille humaine) d'une importante société multinationale, en expansion et pratiquant une politique dynamique de développement, recherche pour poste à créer un

Ingénieur responsable produits

- Sa mission : Participer à la conception, l'amélioration et le suivi de la production au niveau de l'assemblage de petit matériel agricole (tondeuses à gazon, motoculteurs, etc.).
- L'homme : Agé de 27 à 30 ans, de formation supérieure mécanique (DUT, mécanique, ICAM, CESTI, ENSM, ENSI, CNAM ou équivalent). Première expérience similaire de 4 à 5 ans souhaitée, double, si possible, d'une expérience ou formation marketing.
- Conditions de travail attractives et rémunération très motivante + avantages (voiture de fonction...).
- Réelles perspectives de carrière pour un collaborateur dynamique, créatif, rigoureux, animé par la volonté de réussir dans un contexte exigeant mais passionnant.
- Connaissance de l'anglais impérative.
- Poste basé dans un an à proximité d'Orléans.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), s/réf. GLM/1104/M, à G. Le Marcis - CAPFOR - 15, rue de la Paix - 75002 PARIS.

CAPFOR

Calcul et gestion

130/180 000 Paris

Cabinet de conseil en bon développement depuis 8 ans recherche cadre désireux(e) de se former pour être rapidement chargé(e), en toute autonomie, de traiter des applications de calcul en relation avec de grandes entreprises.

- Formation scientifique (universitaire ou école) indispensable.
- Pratique du FORTTRAN souhaitée.
- Le salaire, fonction de l'expérience antérieure, sera compris entre 130 et 180 000 F.

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. au Cabinet OPENS que nous avons chargé du recueil des candidatures.

OPENS
5, rue du Holder
75009 PARIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

ARJOMARI
L'UN DES PREMIERS GROUPES PAPETERIERS FRANÇAIS
C.A. consolidé 4 milliards de francs,
recherche pour sa SOCIÉTÉ-MÈRE, un
chef de service
comptabilité générale
en vue de préparer le départ en retraite du titulaire actuel.
Placé sous l'autorité du DIRECTEUR FINANCIER, il assurera : la responsabilité de la Comptabilité Générale, l'établissement du Compte d'Exploitation et du bilan de la Société-mère ; le respect des procédures comptables du Groupe et l'établissement des comptes consolidés des filiales françaises et étrangères et l'établissement des tableaux financiers traduisant l'image de marque financière de la Société et du Groupe ; il apportera au Groupe une solide connaissance de la fiscalité.
Ce poste, basé à PARIS, - représente une excellente opportunité pour un professionnel de la comptabilité de très haut niveau, désireux d'élargir ses responsabilités, - et conduira à un **DIPLOME EXPERTISE COMPTABLE, HEC, ESSEC, ESCP**, possédant une expérience de plusieurs années acquise soit dans un Groupe industriel, soit dans un grand Cabinet d'Audit l'ayant de préférence familiarisé avec les méthodes de reporting.
Les dossiers de candidatures - sous réf. 2977 M - à préciser sur l'enveloppe - seront traités par
DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

Moët-Hennessy
créé au sein de la
DIRECTION FINANCIERE DU GROUPE
à PARIS, un poste de
contrôleur
de
gestion
Rattaché au Directeur Financier, il sera l'interlocuteur permanent des Contrôleurs de Gestion de chacune des filiales. Selon les caractéristiques propres à chaque société, il participera à l'élaboration des budgets, à leurs analyses et au suivi de la gestion de chacune des filiales. Intégré à l'équipe de Direction Financière du Holding, il travaillera en collaboration étroite avec les Services Comptables et le Responsable Etudes Financières.
Ce poste, qui permet d'avoir une vision globale de la gestion du Groupe, ne peut convenir qu'à un **CONTRÔLEUR DE GESTION** déjà expérimenté, possédant un **DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES (HEC, ESSEC, ESCP)** éventuellement un DECS, et une expérience de 3 à 5 ans du contrôle de gestion acquise dans un grand groupe international. La pratique de l'anglais est indispensable.
Les dossiers de candidatures (avec photo) - sous réf. 2974 M - à préciser sur l'enveloppe - seront traités par
DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

commins - bbm
acoustique, bruit et vibrations
études, recherches et développement
Dans le cadre de sa participation
à de grands projets en France et à l'étranger
recherche
INGÉNIEURS
(G.E. ou 3^e cycle)
- dans le domaine de la construction, notamment de l'acoustique du bâtiment et des salles ;
- dans le domaine du bruit et des vibrations dans l'industrie (mécanique, électronique, nucléaire...)
Expérience demandée.
Envoyer C.V. R.P. 81
91371 VERRIERES-LE-BUISSON CEDEX.

SNECMA
SOCIÉTÉ NATIONALE, nous sommes spécialisés dans l'étude et la fabrication de moteurs d'avions civils et militaires. L'engagement exportateur, notre GROUPE (26.000 personnes, dont 3.200 cadres) poursuit une politique active de recherche et de développement de technologies avancées.
GROUPE SNECMA

La Direction Financière
recherche
pour son Siège Social à Paris,
**UN CADRE FINANCEMENT
DES EXPORTATIONS**
Ce poste sera confié à un cadre financier (diplômé grande école) ayant une première expérience du commerce international et des relations bancaires.
La pratique courante de l'anglais est nécessaire.
Merci d'adresser sous référence 42/85 lettre, curriculum vitae et prétentions à SNECMA, Département Encadrement, 2, Boulevard Victor, 75724 Paris cedex 15.

UNE SOCIÉTÉ DE GESTION IMMOBILIÈRE
(Paris-La Défense - CA 740 MF - 120 personnes)
FILIALE D'UN GRAND GROUPE FINANCIER
renforce ses structures et crée le poste de
chef du service "activités"
(bureaux, entrepôts, locaux commerciaux ou industriels)
Directement rattaché à la Direction Générale, avec l'aide d'une équipe de 8 personnes qu'il animerait et dirigerait, il sera responsable de la commercialisation et de la gestion d'un patrimoine de 450.000 m², impliquant de nombreuses relations à tous niveaux.
Ce poste convient à un Cadre de formation supérieure (ESC ou Gestion), âgé de 37 ans minimum, professionnel confirmé dans ce domaine, rompu aux techniques de négociations commerciales, et soucieux de rentabilité.
La rémunération, de l'ordre de 300.000 F, sera fonction des compétences. Importantes possibilités d'évolution dans le Groupe.
Merci d'écrire avec CV et photo sous réf. A172 à
PAJ Conseil, 8, avenue de Camoëns
75016 PARIS
CONSEIL EN RECRUTEMENT

PTT
**les professionnels du contact
recrutent leurs gestionnaires**
RENSEIGNEZ-VOUS
sur les possibilités de carrière qui vous sont proposées à la Poste et aux Télécommunications en vous adressant :
POUR PARIS
SEDEPT Postes et Télécommunications
38, Bd de Strasbourg
75010 PARIS
Tél. : 200 34 34
Direction des Télécommunications
d'Ile-de-France
8-10, Bd de Vaugirard
75748 PARIS CEDEX 15
POUR LA PROVINCE
Direction des Postes
ou des Télécommunications
de votre région
PAR CONCOURS
Inspecteur des services administratifs et commerciaux
NIVEAU BAC + 3
Licences
Âgés de moins de 30 ans
Épreuves les 28 et 29 mars 1985
Clôture des inscriptions le 26 février 1985
Inspecteur principal technique
NIVEAU BAC + 5
Grandes Écoles d'ingénieurs et de commerce ou Universités, options :
• Économie et Gestion Commerciale
d'entreprises publiques
Âgés de moins de 30 ans
Épreuves les 15 et 16 avril 1985
Clôture des inscriptions le 11 mars 1985
MINISTÈRE DES PTT

JEUNE INGÉNIEUR
ISEP - INSA - ESIEE - ISEN
Notre Entreprise filiale des PTT, spécialisée dans les Télécommunications et la Télématique, recherche pour assister le directeur de notre département technique un jeune ingénieur. Sa fonction comporte des responsabilités techniques, allant de la mise au point avec les constructeurs des matériels que nous diffusons aux contrôles techniques et à la définition des procédures d'installation et de maintenance auprès de nos implantations régionales.
Futur adjoint du directeur technique, l'évolution de sa fonction l'amènera rapidement à participer étroitement au management du département qui s'articule autour de la gestion, du recrutement et de la formation de techniciens, du développement de l'information et de la négociation avec la sous-traitance.
Débutant ou ayant une première expérience professionnelle, outre d'indispensables connaissances en électronique, le candidat recherché possède, si possible, des compétences en radio-communications et en micro-informatique.
Bernard Julhiet Psycorn vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo) réponse et discrétion. Merci d'écrire sous réf. 592/3M 55, av. Bugeaud, 75116 Paris.
Bernard Julhiet Psycorn
Membre de Syntec

emploi régional
Recrutement de cadres
Lyon
Secteur informatique - PA France, filiale du groupe PA International (1.300 consultants dans le monde), est implantée à Paris, Lille, Lyon, Nantes, Strasbourg et Toulouse. Continuant son développement, l'agence de Lyon, qui couvre le quart Sud-Est de la France, recherche un nouveau consultant. Basé à Lyon et après formation, il devra mener en totale autonomie des missions de recrutement tant par approche directe que par voie d'annonces principalement dans le domaine informatique. En outre, il prendra une part active au développement de sa clientèle. Nous recherchons un candidat âgé d'au moins 28 ans, impérativement diplômé de l'enseignement supérieur (grandes écoles ou universités) et ayant acquis au cours de plusieurs années dans des fonctions de type commercial, technico-commercial ou conseil une bonne connaissance du monde informatique. La connaissance de l'anglais est souhaitée. La rémunération sera liée à l'acquis professionnel du candidat retenu. Écrire à R. DAUDIN en précisant la référence A/06ZVM.
PA
78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63
Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

1 ingénieur expérimenté HF
Important Constructeur Informatique, notre domaine d'activité, informatique et Bureautique Distribuées, est en expansion rapide. Le niveau de la compétition sur ce marché suscite des priorités. La qualité de nos produits est l'une de ces priorités.
La qualité, plus qu'une nécessité, est un état d'esprit que nous devons adopter en commun dans le but de satisfaire nos clients finaux.
Nos concepts de base sont les suivants : la conformité aux besoins, les actions préventives, la performance et l'abaissement des coûts.
Afin d'optimiser notre action, nous proposons à un **Ingénieur expérimenté HF**, un poste à responsabilité et à haute technicité.
Pour mettre en place l'activité « Métrologie de Logiciels », il (elle) définira des outils de métrologie qui reposent sur des critères quantifiables. Sa mission est complétée par l'installation de ces outils et la formation des Utilisateurs au sein de notre Compagnie.
En vue d'améliorer et de promouvoir l'action de l'Assurance Qualité, il (elle) doit aussi jouer pleinement un rôle de garant de l'esprit qualité et de ses implications concrètes.
Ingénieur Informaticien Grande École ou Université, vous vous êtes spécialisé pendant 3 ou 4 ans dans les techniques de réalisation de logiciels dans l'un des domaines suivants : télécom et réseaux, applications bureautiques et bancaires. L'expérience acquise dans vos fonctions et votre réussite à ce poste seront pour vous autant d'atouts que vous pourrez mettre en jeu afin d'évoluer dans notre Compagnie.
Merci d'adresser votre candidature détaillée (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) sous référence 4769 à l'agence DESSEIN, 69 rue de Provence, 75009 PARIS.

150 من الاجل

50 من الال

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



1^{er} Fabricant Français d'Équipements pour l'Automobile
Partenaire reconnu des Constructeurs Mondiaux
31.000 personnes - C.A. 11 Milliards de Francs
recherche pour développer son potentiel humain

INGENIEURS

généralistes ou mécaniciens diplômés grandes écoles

Ingénieur Grande Exportation

Contrats Matériel d'Armement

Valeo Activités Militaires S.E.S.M. (Asnières - 92)

Votre solide expérience commerciale et vos connaissances techniques dans le domaine des transmissions de puissance (mécanique, hydraulique) sont des atouts importants pour vous permettre de prendre la responsabilité des études de marché, de la prospection et de la négociation de nos composants, transmission et système de freinage pour application sur véhicules blindés. Fréquents déplacements en Amérique du Sud, aux États-Unis, en Afrique du Nord, au Sud-Est Asiatique... Anglais courant indispensable. Espagnol souhaité. Réf. 56617/1/M

Ingénieur Essais Débutant

Valeo Embrayages (Saint-Ouen - 93)

Au sein de notre équipe Essais vous serez chargé des essais Embrayages «Tourisme» destinés au marché allemand ainsi que de leur adaptation sur les véhicules des constructeurs. Déplacements fréquents de courte durée. Connaissance obligatoire de l'allemand. Réf. 56617/2/M

A partir de ces postes, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

Adresser lettre (H/F), CV, prétentions et photographie en indiquant la référence du poste choisi à : Valeo Service Recrutement I & C - 43, rue Bayen - 75017 PARIS

SECRE, société d'électronique du groupe JEUMONT SCHNEIDER
recherche pour l'étude et la construction de matériels variés
de haute technicité des

INGENIEURS ELECTRONICIENS
TELECOM, AIDE A LA NAVIGATION, TERMINAUX.

- Responsables, vous proposerez à nos clients des solutions techniques novatrices et suivrez l'avancement des réalisations sur les plans technique, délais, coûts.
- Techniciens, vous maîtriserez les techniques de pointe, d'électronique numérique et/ou analogique et/ou la conception et la réalisation de logiciels.

INGENIEURS CONFIRMES, nous saurons satisfaire vos souhaits d'évolution.

DEBUTANTS, nous compléterons votre formation et gérerons avec vous votre développement personnel.

Nous étudierons en toute discrétion votre dossier qui témoignera de votre motivation.



Adresser CV, photo et prétentions
sous référence IE à SECRE Direction du Personnel
214, rue du Faubourg St-Martin 75010 PARIS.

THOMSON-CSF
DIVISION SIMULATEURS

Nous sommes l'un des leaders mondiaux dans les domaines de la simulation et de la synthèse numérique d'images.
Nous élargissons nos équipes et recherchons des Ingénieurs motivés par ce secteur technologique.

INGENIEUR CONCEPTION
DE SYSTEMES

Ingénieur Grande École Electronique, le candidat, après au moins 3 ans d'expérience réussie en informatique temps réel en systèmes électroniques, sera chargé de définir des visualisations synthétiques pour simulateurs et de coordonner leur développement (Réf. IC.85.3.M).

RESPONSABLE CENTRE
DE CALCUL D'IMAGES

Ingénieur ayant au moins 3 ans d'expérience en informatique et de bonnes notions de systèmes d'exploitation, le candidat sera responsable d'un centre de calcul doté de moyens graphiques très évolués.
Aidé d'une équipe performante, il assurera :
- l'exploitation et l'évolution des outils de développement,
- la réalisation des bases de données et scénarios d'animation de scènes à 3 dimensions pour simulateurs (Réf. IC.85.4.M).

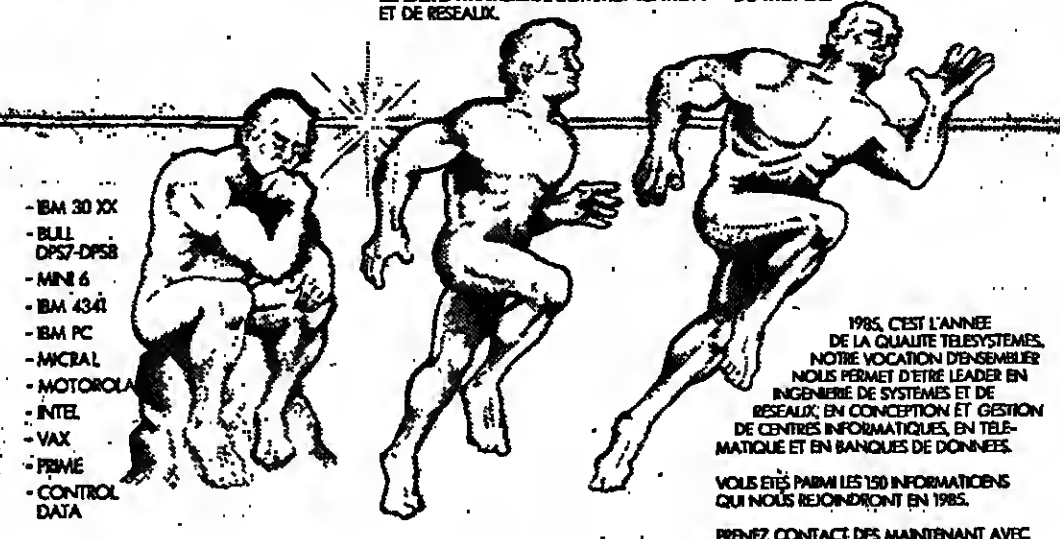
INGENIEURS ELECTRONICIENS

Ingénieurs Grande École Electronique, les candidats, après une première expérience industrielle réussie, pourront acquérir un nouveau savoir-faire et élargir leurs responsabilités dans le domaine des études d'électronique rapide, vidéo et systèmes de simulation (Réf. IC.85.5.M).

Pour vous, un contact direct : A. de BEJARRY - THOMSON-CSF, Division Simulateurs - B.P. 226 - 95523 CERGY-POISSONNET CEDEX.
N'oubliez pas de préciser la référence du poste choisi.

JE PENSE, J'AGIS, JE VIS

PENSER, MAIS PAS SEUL. LA MAÎTISE DES TECHNOLOGIES NOUVELLES IMPLIQUE L'ESPRIT D'ÉQUIPE.
AGIR, C'EST MÊMEGER ET PRIORISER NOS RESPONSABILITÉS POUR QUE NOUS CONSERVIONS NOTRE POSITION DE LEADER EN MATIÈRE DE COMMUNICATION ET DE RESEAU.
VIVRE À TELESYSTEMES, C'EST DÉVELOPPER ET RICHESSE NOS CONNAISSANCES AUX QUATRE COINS DU MONDE.



- IBM 30 XX
- BULL DPS7-DPS8
- MNI 6
- IBM 4341
- IBM PC
- MICRAL
- MOTOROLA
- INTEL
- VAX
- PRIME
- CONTROL DATA

1985, C'EST L'ANNÉE DE LA QUALITÉ TELESYSTEMES. NOTRE VOCATION D'ENSEMBLER NOUS PERMET D'ÊTRE LEADER EN INGENIERIE DE SYSTEMES ET DE RESEAU EN CONCEPTION ET GESTION DE CENTRES INFORMATIQUES EN TELEMATIQUE ET EN BANQUES DE DONNÉES. VOUS ÊTES PARMI LES 100 INFORMATIONS QUI NOUS REJOINDRONT EN 1985. PRENEZ CONTACT DES MAINTENANT AVEC



DES MÉTIERS POUR PENSER, AGIR, VIVRE.
Direction du Personnel
115, rue du Bac - 75007 Paris - Tél. (1) 544.38.98



« Numéro un » en Europe pour la propulsion des lanceurs de satellites et des missiles balistiques, nous appartenons au groupe SNECMA (25.000 personnes dont 3.200 cadres) qui poursuit une politique active de recherche et de développement de technologies avancées.

GROUPE SNECMA

AUDITEUR
PROCÉDURES ADMINISTRATIVES
ET COMPTABLES

Diplômé de l'enseignement supérieur et titulaire du DECS.
Il devra nécessairement avoir une première expérience professionnelle en cabinet d'audit.
Lieu de travail : La Défense. Déplacements en province.

Merci d'adresser, lettre, C.V. et prétentions, sous la référence 4/85 à SNECMA, Département Encadrement, 2, Ed Victor, 75724 Paris cedex 14.

Nous sommes avec nos filiales l'un des premiers groupes français d'ingénierie. Nous offrons à nos clients l'ensemble des services leur permettant de définir et de réaliser leurs projets d'investissement tant en France qu'à l'étranger (chimie, offshore, bâtiment, industries de transformation, techniques avancées...). Compte tenu de notre développement nous recherchons un

jeune contrôleur gestion
FORT POTENTIEL

Vous avez un diplôme de gestion des entreprises et une première expérience professionnelle réussie de 3 à 5 ans. Vous souhaitez aujourd'hui approfondir vos compétences et participer à la vie quotidienne de grands projets industriels. Le challenge que nous vous proposons : assurer le suivi global de la gestion et de l'administration de nos projets. Vous garantirez la fiabilité des informations sur chaque affaire auprès de la Direction Financière et des Directions de Régulation. Vous participerez à la mise en place de notre outil de contrôle budgétaire et à la conception de nos projets informatiques de contrôle de gestion. Poste basé à PARIS.

Merci d'envoyer votre candidature à Serete, Service Recrutement, 86, rue Régnault, 75013 Paris en précisant la référence 85.38 M



jeunes ingénieurs
futurs chefs de projet
ELECTRICITE - AUTOMATISME

Nous sommes une société dynamique, filiale d'un important groupe d'ingénierie français. Vous êtes Ingénieur Grande École. Vous débutez ou avez une première expérience réussie en électricité et automatisme. Après une formation à nos méthodes, vous prendrez en charge les études et la réalisation de systèmes industriels de contrôle commandés incluant les unités de sécurité et de maintenance. Ces postes s'adressent à de jeunes ingénieurs motivés par une activité professionnelle réunissant tous les aspects du métier de l'ingénieur : travail en équipe pluridisciplinaire, relations avec les clients, contrôle des coûts du projet, expériences en sites industriels...

Merci d'adresser votre candidature à Patrick LECLERC, sous référence 85.01 M, ECOVOL, 25, rue du Château des Rentiers, 75013 Paris.



Programme ARIANE

Le CNES recherche pour sa Direction des Lanceurs :

Ingénieurs électroniciens

avec spécialisation en :

- ☐ Systèmes numériques
Vous participerez à la conception des chaînes électriques du Lanceur ARIANE 5. (Réf. 84/DLA/16)
- ☐ Télétransmission numérique et Mesures embarquées
(Réf. 85/DLA/07)

De formation grande école, vous aurez 2 à 3 ans d'expérience industrielle avec une aptitude à la conduite de programmes dans un cadre européen. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Lieu de travail : EVRY.
Veuillez adresser votre candidature avec C.V. et photo en indiquant la référence du poste à M. le Chef du Département Personnel - CNES - Direction des Lanceurs - Rue Charles-Baudelaire - 91000 EVRY.



CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Ingénieur contrôle qualité

Jeune ingénieur Physique et/ou Chimie ou Electronique, débutant ou 1ère expérience, vous avez fait le choix d'une carrière technique et souhaitez pouvoir y évoluer.

Votre mission : assurer le contrôle des matériels et matériaux utilisés pour la production de circuits intégrés, et dans ce cadre les contacts avec nos fournisseurs, le contrôle des salles blanches et la mise en place des programmes d'amélioration de la qualité. Des capacités d'innovation, d'analyse et de communication vous seront nécessaires pour faire passer votre message de qualité.

Poste basé à Villeneuve-Loubet, près de NICE.

Merci d'adresser votre candidature sous référence SC/0285/1M à : Thierry VINCENT - TEXAS INSTRUMENTS FRANCE 8/10, avenue Morane Saulnier - 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY Cedex

Etablissement Financier de dimension internationale recherche pour ses très importantes activités Prévoyance.

Responsables Juridiques et Administratifs de l'Assurance Vie

pour prendre chacun l'animation d'une unité :
• l'une chargée des fonctions de Conseil Juridique et du Contentieux auprès de la Direction et des services commerciaux.
• l'autre, du suivi administratif et juridique des opérations d'assurances. Les deux postes s'adressent à des diplômés en Droit ou d'Ecoles de Commerce, ayant une solide expérience juridique et administrative en sociétés d'assurance (vie, souhaitée) et l'aptitude à animer une équipe de cadres.

Les postes sont à pourvoir à Paris.

Merci de nous adresser votre C.V. détaillé, en précisant votre salaire actuel, sous référence CR 502 à :

CGS CARRIERES

55, Bd du Maréchal Saint-Cyr 75017 PARIS



SOCIÉTÉ NATIONALE, nous sommes spécialisés dans l'étude et la fabrication de moteurs d'avions civils et militaires. Largement exportateur, notre GROUPE (26.000 personnes, dont 3.200 cadres) poursuit une politique active de recherche et de développement de technologies avancées.

GROUPE SNECMA

INGENIEUR ETUDES DE MARCHÉ

Il participera à l'élaboration des prévisions et des statistiques relatives au transport aérien. Les candidats diplômés grandes écoles d'ingénieurs ou de gestion devront avoir des connaissances en économétrie, recherche opérationnelle et informatique. Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser sous référence 265/84 lettre, curriculum vitae et prétentions à SNECMA - Département Encadrement - 2, Boulevard Victor - 75724 PARIS CEDEX 15

SOCIÉTÉ DE PETROLE recrute pour son Siège PARIS-LA DEFENSE

JEUNE CADRE

Grande Ecole Commerciale ou de Gestion

ayant une expérience préalable de 3 ans environ dans un Cabinet d'Audit ou dans un département d'Audit interne de grand groupe.

Il sera intégré au

SERVICE DE L'AUDIT

au sein de la Société où la mobilité professionnelle existe.

Envoyer C.V. détaillé, photo, salaire actuel sous réf. 5841 à CONTEXTE PUBLICITE - 20, av. de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra

BERNARD JULHIET PSYCOM VA PLUS LOIN



Bernard Julhiet Psycom

DEPARTEMENT RECHERCHE DE CADRES

Un département de Bernard Julhiet Psycom
BJ FORCES

RECRUTEMENT DE FORCES DE VENTE

plus d'espace, une nouvelle adresse à partir du 25 février 1985 :

24 rue Eugène Flachet - 75017 Paris - Tél. 766.51.46

PROMOTEUR DES VENTES

PARIS OUEST 230 000 F +

Filiale d'un Groupe industriel international, nous distribuons des biens d'équipement par un réseau de plus de 100 vendeurs. Diplômé SUP. de CO. ou titulaire d'un titre équivalent, parlant anglais (liaisons avec le Siège européen), vous prenez la direction de l'équipe ayant en charge : les études de marché et de la concurrence, l'animation des ventes (foires et salons) et des vendeurs (promotions, concours, séminaires), l'interface avec la publicité.

Adressez votre dossier sous N° 850 M.

GABRIEL MARCU 154, bd Malesherbes - 75017 Paris.

UNE DES PREMIERES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES DE BIENS D'EQUIPEMENT C.A. 2 milliards, 5 000 personnes, recherche pour son SERVICE INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE

INGENIEUR DEVELOPPEMENT HF

pour prendre en charge la réalisation de logiciels depuis la définition des besoins jusqu'à la mise en application.

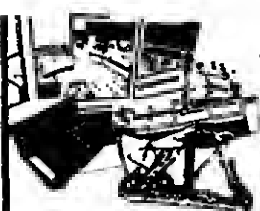
DOMAINE : calculs de structures, CAO, DAO.

MOYENS : DEC VAX 780.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un jeune INGENIEUR Diplômé, formation mécanique, connaissant le FORTRAN, ayant tout personnel de dialogue et de contact.

Poste basé : PARIS - LA DEFENSE.

Adressez C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à N. 4439 PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.



THOMSON-CSF DIVISION SIMULATEURS

Vous souhaitez élargir vos responsabilités ; nous vous proposons de devenir :

CHEF DE PROJET

Vous serez chargé de lancer et conduire l'étude et la réalisation de simulateurs de centrales nucléaires ou thermiques et d'avions :

- Définition des matériels adaptés aux besoins des clients,
- Établissement de propositions techniques,
- Coordination des études et réalisations,
- Suivi d'un budget important,
- Relations techniques avec le client.

Vos meilleurs atouts pour réussir :

- Formation d'ingénieur à dominante électronique,
- Expérience industrielle d'au moins 5 ans réussie, de préférence dans les domaines du Logiciel Scientifique,
- Bonne maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser lettre, C.V. photo, en précisant la rémunération souhaitée, sous réf. IC.85.6M, à A. de BEJARRY - THOMSON-CSF - Division Simulateurs - B.P. 226 - 95523 CERGY-PONTOISE CEDEX

Organisme aéronautique à vocation internationale recherche

CHEF DE SERVICE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Capable de prendre en compte la responsabilité globale de la comptabilité générale et analytique, du contrôle de gestion et de la trésorerie de l'entreprise en France et de ses filiales à l'étranger.

Une bonne connaissance de la fiscalité française et des francs-comptes internationaux est indispensable. Anglaise nécessaire. Lieu de travail Paris.

Envoyer C.V., photo et prétentions à réf. M. 19 à FIAS, 57, bd Malesherbes - 75008 PARIS.

SELS INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

PUTEAUX - LA DEFENSE

VOUS ÊTES : INGENIEUR GRANDE ÉCOLE (A & M, ECP ou équivalent)

Vous êtes intéressé par le développement de logiciels de

CALCUL DE STRUCTURES

dans le domaine aéronautique fin et off-shore.

VOUS DISPOSEZ :

- d'une première expérience dans ce domaine ;
- d'une connaissance approfondie de la langue anglaise.

Alors venez rejoindre notre équipe travaillant sur des sujets à forte innovation, sur toute une gamme de matériels informatiques.

Adressez lettre manuscrite à : CV - prétentions à : SELIG SA - M. CAMBON 20, rue Jean-Jaures 91807 - PUTEAUX CEDEX

ANALYSTES

1984-85, Codel, CICS (total), Evolution CHIEF DE PROJET 5 à 10 ans exp. souhaitée DIXIT - ETT 3, rue Curat-Encarné, Paris-3 Métro Réaumur. T. 271-23-60.

Importante Institution Financière recherche pour son Bureau d'Etudes

un Analyste Financier Bourse confirmé

- Diplômé d'Etudes Supérieures.
- Deux à quatre ans d'expérience similaire.

Envoyer CV, photo et prêt. sous réf. RC0216 à Lévi Tournay Asscom 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

RESPONSABLE DU RECRUTEMENT

Société française renommée dans le domaine des techniques de pointe (électronique, aéronautique, systèmes informatiques...), 2800 personnes, CA de 1,2 Milliard de francs, nous offrons un poste de responsable du recrutement/emploi au sein de notre établissement de province, situé dans le centre Ouest (Vienne) 900 p. dont 110 cadres.

Adjoint au responsable du personnel et des relations sociales de cet établissement, vous devrez prendre en charge le recrutement (principalement du personnel non cadre), favoriser la mobilité interne, les mutations et mener à bien les reconversions nécessaires à partir

des besoins de la société et après évaluation des potentiels. Psychologue de formation, il vous sera demandé plus de 5 ans d'expérience dans la fonction personnel, en milieu industriel et la pratique du recrutement. Nous vous offrons une réelle opportunité de développement professionnel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la réf. 6708 à Média-System, 104 rue Réaumur 75081 Paris Cedex 02 qui transmettra.

150 من الاصل

Pour la première fois depuis onze ans, le dollar a franchi, mardi matin 19 février, la barre des 3,30 DM à Francfort. La Bundesbank est intervenue, mais en vain. Revenu un moment à 3,29 DM, le dollar était repassé une heure après à 3,3050 DM (contre 3,2788 DM lundi). Sur les autres places financières, le devise américaine a repris sa progression. A Paris, elle a, successivement, valu 10,14 F, puis 10,07 F et, finalement, 10,1390 F (contre 10,04 F). Pertout, les affaires ont été très actives.

Les exportations japonaises de magnétoscopes ont augmenté, en 1984, de 44,9 % par rapport à 1983, avec 22 millions d'unités. Les ventes à destination des Etats-Unis ont crû de 119 % (11,9 millions d'appareils), mais elles ont baissé, en Europe, de 19,2 % (3,75 millions, chiffre qui correspond aux accords d'autolimitation signés entre la CEE et le Japon). Les ventes au Japon même (4,3 millions) ont progressé de 16,9 %.

La coût de l'électricité nucléaire est 40 % moins élevé en France qu'aux Etats-Unis, bien qu'il s'agisse, en moyenne, de 4,4 % par an (en francs constants) depuis dix ans, estime une étude réalisée par EDF, l'Electric Power Research Institute (EPRI) américain et le Centre de géopolitique de l'énergie et des matières premières. Selon cette étude, qui se fonde sur 1 dollar à 6,72 F (taux de change moyen de 1980 à 1984), la France a économisé 12 milliards de dollars (soit 80 milliards de francs) entre 1979 et 1983, et 18 % par an, du fait notamment de l'absence de standardisation et des délais administratifs qui allongent la construction jusqu'à douze ans (contre six en France, eu cours de la même période).

La France, qui, en 1984, a acheté 69,94 millions de tonnes de pétrole brut à l'étranger (+ 1,6 %), a considérablement réduit sa dépendance à l'égard du Proche-Orient. Ainsi la Grande-Bretagne est-elle devenue le premier pays fournisseur, avec 12,9 millions de tonnes, soit 18,5 % du total, devançant, pour la première fois, l'Arabie saoudite (12,2 % du total). Globalement, les pays du Proche-Orient n'ont assuré que 31,4 % des livraisons, devançant encore da peu l'Europe (Grande-Bretagne, Norvège, URSS), avec 19,9 millions de tonnes, soit 28,5 % du total, mais derrière l'Afrique, qui, avec 23,8 millions de tonnes (40,4 % du total), est devenue la première zone d'approvisionnement des compagnies françaises.

Après trois ans d'âpres discussions sur la fourniture d'une procédure d'attribution internationale (laquelle fut votée le 28 août 1984), le contentieux qui oppose l'Algérie et l'Espagne à propos d'un grand contrat de fourniture de gaz serait enfin sur le point d'être réglé. Selon la revue spécialisée *International Gas Report*, une solution de compromis aurait été élaborée. Elle pourrait satisfaire à la fois l'Algérie, qui rapprochait à Madrid de n'enlever qu'un tiers environ des quantités prévues au contrat signé en 1975, et releverait des indemnités à titre de « *take or pay* » (prendre ou payer, — et l'Espagne qui refusait, arguant de ses besoins réels, et souhaitait de

aménager celui-ci au niveau des tarifs négociés par l'Algérie avec la France et la Belgique.

L'Algérie a, par ailleurs, entamé des négociations avec le Brésil pour la livraison d'environ 1 milliard de mètres cubes/an de gaz naturel liquéfié, en vue de l'exportation de ce produit à des technologies brésiliennes destinées notamment à l'électrification rurale, aux cheminées de fer, au bâtiment et à l'installation d'usines de ciment.

(1) 1 million de BTU (British thermal unit), unité de mesure du gaz, équivaut à 25 mètres cubes de gaz ou 0,025 tonne équivalent-pétrole.

Selon le compromis, l'indemnisation réclamée par l'Algérie (800 millions à 1 milliard de dollars) serait éduite de moitié et l'Espagne s'engagerait à doubler le volume de ses enlèvements (1,32 milliard de mètres cubes par an actuellement) en développant l'usage du gaz dans le secteur domestique et l'industrie chimique, mais Alger renoncerait à lui vendre l'intégralité des quantités prévues au contrat initial (4,5 milliards de mètres cubes par an). Enfin, Madrid escomptait un relèvement du prix moyen de 3,94 %, de 3,94 à 3,98 dollars, et l'Espagne, qui avait obtenu un avantage de 27 %, qui

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
E.-U.	10.1050	10.1100	+ 155	+ 165	+ 280	+ 385	+ 575	+ 675
£ stm.	7.5332	7.5397	+ 31	+ 50	+ 51	+ 87	+ 70	+ 20
£ (100)	3.5446	3.5491	+ 15	+ 22	+ 21	+ 23	+ 81	+ 849
£ S. (100)	3.5454	3.5494	+ 15	+ 122	+ 231	+ 243	+ 313	+ 613
F.R.	2.6599	2.7332	+ 78	+ 84	+ 162	+ 172	+ 460	+ 475
F.R. (100)	15.0291	15.2156	+ 5	+ 42	+ 25	+ 58	+ 148	+ 99
S.	5.9986	6.0536	+ 135	+ 146	+ 282	+ 239	+ 835	+ 877
(1 000)	14.9437	14.9438	+ 146	+ 138	+ 234	+ 239	+ 827	+ 877
1.000	14.9437	14.9438	+ 146	+ 138	+ 234	+ 239	+ 827	+ 877

SE-U	8 1/2	8 5/8	8 9/16	8 11/16	8 7/8	9	9 7/16	9 9/16
DM	5 1/4	5 1/2	5 11/16	5 13/16	5 7/8	6	6 1/2	6 1/2
SE (100)	5 3/8	5 5/8	5 9/16	5 11/16	5 7/8	7	6 13/16	6 1/2
SE	10 1/2	11	10 3/4	10 5/8	10 7/8	10 7/8	10 3/4	11 1/16
FS	2 1/8	2 5/8	5 5/8	5 3/4	5 11/16	5 13/16	5 7/8	6
U (100)	14	15	14 1/8	14 5/8	14 3/8	14 3/4	14 7/8	15 1/4
U	14	14	14 1/4	14 3/16	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4
FS	18 3/8	18 5/8	18 1/2	18 1/4	18 1/8	18 7/8	18 1/2	18 1/4
FS	18 3/8	18 5/8	18 1/2	18 1/4	18 1/8	18 7/8	18 1/2	18 1/4

Vice-président, et président de la commission économique du CNPF, M. Guy Brana s'en prend, dans l'entretien qu'il nous a accordé, à la façon dont sont utilisées les statistiques sur les investissements. Il déplore que les pouvoirs publics ne prennent pas les mesures nécessaires pour une véritable relance de l'équipement industriel.

« On parle beaucoup, en ce

— On parle beaucoup, en ce moment, du redressement des comptes des sociétés et de la reprise des investissements industriels. Au CNPF, cependant, vous ne semblez pas d'accord avec l'interprétation qui est faite de ces résultats.

- Les comptes des sociétés se redressent... à partir d'un axe historique, à partir d'un point bas, mais continu. Quant aux investissements, je suis ébouqué par l'actuelle présentation des chiffres qui permet de ne pas prendre les décisions qui s'imposent. Et puis, on confond trop les choses, ou on attire trop l'attention sur une seule partie de l'ensemble.

« D'ailleurs, je ne tablai pas sur les chiffres qui sont actuellement avancés sur les résultats des sociétés en 1983 et en 1984 : ils sont probablement beaucoup plus faibles que prévu si j'en crois les renseignements qui nous viennent des entrepre-

Les entreprises les plus endettées

— Est-ce qu'il n'y a pas une tentation à placer son argent plutôt que d'investir, à chercher refuge, par exemple, dans les SICAV de 12 %.

- Il s'agit tout de même d'un résultat positif.

- Quand on part d'un point très bas, on ne peut que remonter ! De plus, il est à peu près certain que cette hausse de 9 % ne sera, malheureusement, pas atteinte. Le Crédit national, dont les clients qu'il interroge sont déjà, par définition, des in-

térisés depuis quinze ans par un manque de fonds propres. Elles sont aujourd'hui parmi les plus endettées du monde et doivent emprunter à un taux d'intérêt qui, compte tenu de notre inflation, est très supérieur à ce qu'il est à l'étranger.

En 1984, les ventes de logements neufs à des particuliers en Ile-de-France ont progressé de près de 18 %, passant de 12 800 à 15 000, selon la chambre syndicale des promoteurs-construiteurs de la région. C'est la deuxième année consécutive que le nombre des ventes augmente, la progression ayant été en 1983 de plus de 16 %

par rapport à une année 1982 où le marché était complètement déprimé, avec seulement 11 000 logements vendus. Il y a encore fort à faire pour atteindre les 232 000 logements à années 70, la chute ayant commencé dès 1980, avec 22 900 logements commercialisés.

De plus, les promoteurs-constructeurs de la région parisienne observent, en matière de financement, que le secteur libre et celui des prêts conventionnés ont pris une meilleure part en 1984 : 50 % du

**L'industrie
des circuits intégrés
en surcapacité**

**INTEL LICENCIE
900 SALARIÉS**

Intel, société californienne spécia-

● Meuble : Gautier reprise par Sérino. — Le tribunal de commerce de La Roche-sur-Yon (Vendée) a décidé, lundi 18 février, de confier la reprise de l'entreprise vendémienne Gautier SA, numéro deux du meuble en France (après Pinault), à la société Sérino, société d'ingénierie spécialisée dans les usines de transformation des bois. La reprise des actifs de Gautier a été fixée à 11 millions de francs. La nouvelle société prendra le nom de Gautier-

...sée dans les circuits intégrés, va li-
cencier 900 salariés, 4 % de ses ef-
fectifs, et ébaucher la durée du
travail dans deux de ses usines. Intel
rejoint ainsi d'autres sociétés de ce
secteur (National, Semiconductor,
excess Instruments...) qui ont pris
ces mesures du même type pour
survivre face à une chute des ventes. Ce
ralentissement conjoncturel était
prévisible, la production de « puces »
étant depuis toujours cyclique, alter-
nant des périodes de pénurie avec
des périodes de surcapacité. L'indu-
strie mondiale est entrée depuis la
fin 1984 dans une telle phase de sur-
capacité que les ventes de tous les
fabricants sont réduites. Elles do-
raient reprendre au second semes-
tre de cette année. C'est néanmoins
la première fois qu'Intel a recours à

« Les entreprises tendent donc à réduire, voire à supprimer leur endettement. Il convient de respecter cette contrainte, propre aux entreprises françaises, mais cela n'empêche pas, bien au contraire, de les inciter à investir. Je veux parler de l'incitation de caractère fiscal à l'investissement qui a cours dans la plupart des pays étrangers. L'ancien ministre, on m'avait dit : « Oui, il faudrait peut-être faire quelque chose, mais laissez-les frémir l'année 1985. Et l'année, moi, je trouve qu'elle élimine bien faiblement et que c'est le moment de décider. Les idées ne manquent pas. Pour ma part, je serais prêt à proposer une mesure générale inspirée du crédit d'impôt pour la recherche, prenant en compte la pro-

- Vous estimez donc que les pouvoirs publics ne font pas, en la matière, ce qu'ils devraient faire.

- Nous n'avons qu'un objectif, au CNPF, c'est que l'investissement reparte puissamment. Or, présenter

— Tout d'abord, je vous répéterai que c'est là l'argument de ceux qui ne veulent rien faire ! Il faut vraiment ne pas savoir ce qu'est un investissement pour tenir un tel propos. Dépenser des devises pour acheter une machine, c'est se procurer un outil qui va permettre de produire mieux et d'exporter davantage.

• Par des mesures d'incitation fiscales, vous créez le choc psychologique et vous enclenchez la seule relance que nous puissions nous permettre, la relance par l'investissement. La relance par la consommation, c'est-à-dire la consommation de confort, ça ne peut se faire que quand on est - droit dans ses bottes... Et nous n'y sommes pas.

Propos recueillis par
FRANÇOIS SIMON.

Pour la Régie Renault, le mois de janvier a été marqué par un net recul des ventes aux Etats-Unis. Les livraisons d'Alliance et d'Encore, les versions américaines de la R-9 et de la R-11, ont baissé de 30 % par rapport à janvier 1983, tandis que les modèles importés chutaient de 37 % en France. Ce recul est d'autant plus impressionnant que les modèles concurrents — la Ford Escort notamment — se vendent bien. Voilà qui pleide, selon *l'Automobiliste*, pour la fin de l'aventure américaine de la Régie — le quotidien communiste parlant — d'engrenage suicidaire de l'exportation financière à AMC. De façon surprenante le magazine amé-

48,69 milliards de francs, soit une hausse de 5,3 % par rapport à 1982. Si la direction de Peugeot renforce sa position en terminant l'année avec un chiffre d'affaires de 26,06 milliards de francs, soit une augmentation de 3,7 %. Si les résultats du groupe Peugeot SA (qui recouvre les marques Peugeot, Citroën et Talbot) ne sont pas connus, la direction estime qu'ils seront meilleurs qu'en 1983 (où le perte avait atteint 2,6 milliards de francs). Peugeot progresserait dit pourtant le quotidien, mais le développement futur de la marque sera certainement bénéficiaire, et selon M. Calvet, le président-directeur général du groupe, PSA devrait sortir du rouge en 1985.

Peugeot a enregistré, en 1984, un chiffre d'affaires de 48,89 milliards de francs, soit une hausse de 5,3 % par rapport à 1983. Citroën a également renforcé sa position et terminé l'année avec un chiffre d'affaires de 26,06 milliards de francs, soit une augmentation de 3,7 %. Si les résultats du groupe Peugeot SA (qui recouvre les marques Peugeot, Citroën et Talbot) ne sont pas connus, la direction estime qu'ils seront meilleurs qu'en 1983 (où le perte avait atteint 2,6 milliards de francs). Peugeot proprement dit pourrait même s'être amélioré, voire même dépasser le chiffre de la salom M. Calvez, le président-directeur général du groupe, PSA devrait sortir du rouge en 1985.

Le succès de la 205, mais aussi les suppressions d'emplois [soixante mille dans l'ensemble du groupe en 1984] expliquent cette amorce da redressement. Malgré un endettement de quelque 30 milliards de francs, Peugeot, qui espère obtenir 2 milliards de francs de prêts du Fonds industriel de modernisation, pense investir 5 milliards en 1985 (contre 4 milliards en 1984). Il devrait aussi, dans le courant de l'année, procéder à une augmentation de capital pour renforcer ses fonds propres.

Le gouvernement britannique a engagé une action en justice à l'encontre de la firme américaine Arthur Andersen et Co — numéro un mondial de l'audit des entreprises — accusée d'avoir détourné 237 millions de livres (2,6 milliards de francs) à la suite de « graves négligences » commises dans la vérification des comptes du constructeur britannique de sport De Lorean Motors.

ENTREPRISES

posez la question :
SARL, mon capital
de 20 000 F ou 50 000 F ?

5.28

(ent sur Rendez-Vous)

et sans frais d'honoraires
choix(e)

ATTENTION
IL Y A URGENCE

je veux appeler le

294.95.28
(Renseignements uniquement sur Rendez-Vous)

AGECO - Domiciliation Commerciale
- Rédaction d'Actes
- Service Courrier, Permanence Téléphonique
etc

Pour créer son entreprise vite et sans frais d'honoraires
(selon formule choisie)

150 N 100

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT - Obligations 11 % - 1978
Les intérêts courus du 10 mars 1984 au 9 mars 1985 seront payables à partir du 5 mars 1985 à raison de 616,50 F par titre de 5 000 F nominal (coupon n° 1) par titre de 1 000 F nominal, contre décaissement du coupon n° 7 après une retenue à la source de 11 F.
En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 102,70 F, augmenté de 1 % des intérêts bruts (contribution au bénéfice de la Caisse nationale des allocations familiales), soit un net de 506,95 F.
CNT - Obligations TRA - 1984
Les intérêts courus du 5 mars 1984 au 4 mars 1985 seront payables à partir du 5 mars 1985 à raison de 616,50 F par titre de 5 000 F nominal (coupon n° 1) après une retenue à la source de 11 F.
En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 102,70 F, augmenté de 1 % des intérêts bruts (contribution au bénéfice de la Caisse nationale des allocations familiales), soit un net de 506,95 F.
Il est rappelé qu'en application de l'article 94-II de la loi n° 81-1160 du 30 décembre 1981 (loi de finances pour 1982) et du décret n° 82-559 du 2 mai 1982 relatif au régime des valeurs mobilières, les deux emprunts mentionnés ci-dessus ne sont pas matérialisés par la création de titres ; en conséquence, le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

SEFMEG

Les recettes de loyers de la Société ont atteint, en 1984, 202 millions de francs, enregistrant ainsi une progression de 5,51 % par rapport à l'exercice précédent.
Il s'y ajoute 10 707 000 F de produits accessoires, 51 200 F de primes à la construction et 4 520 000 F de revenus de SCL, ainsi que les sommes dues par l'Etat au titre de la garantie accordée pour compenser les effets des blocages partiels des loyers durant l'année 1984.
Les recettes totales de l'exercice clos le 31 décembre 1984 devaient, dans ces conditions, dépasser 221,5 millions de francs à comparer à 212,3 millions pour l'année précédente.
Cette progression devrait permettre, conformément aux prévisions, la distribution d'un dividende en légère augmentation par rapport à celui de l'exercice précédent et ce notwithstanding les impôts financiers supplémentaires qu'a supportés la Société.

REGIE NATIONALE DES USINES RENAULT EMPRUNT INTERNATIONAL DE FF 200.000.000.- 7,25 % 1972 / 1987

Nous informons les obligataires que l'amortissement d'un montant nominal de FF 20.000.000.- en vue de l'échéance du 15 mars 1985 a été effectué entièrement par rachat sur le marché.
Montant restant en circulation: FF 82.000.000.-

L'AGENT FINANCIER SOCIETE GENERALE ALSACIENNE DE BANQUE Succursale de Luxembourg 15, Avenue Emile Reuter LUXEMBOURG

sograp

Dans le deuxième paragraphe (voir le Monde du 19 février 1985), il y a lieu de lire :
« Les comptes de l'exercice clos, d'une durée de quinze mois, arrêtés au 31 décembre 1984, font apparaître un bénéfice net de 104,9 MF (après un résultat exceptionnel NEGATIF de 18,4 MF et 15 MF d'impôts) contre 139 MF l'année précédente (après un résultat exceptionnel POSITIF de 23,8 MF et 24,5 MF d'impôts) ».

DÉPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE

DIRECTION DE L'ÉQUIPEMENT
SUBDIVISION DES ÉTUDES FONCIÈRES ET DE TOPOGRAPHIE
32, quai Gallieni - 92151 SURESNES CEDEX

AVIS D'OUVREMENT D'ENQUÊTES D'UTILITÉ PUBLIQUE & PARCELLAIRE

COMMUNE DE COURBEVOIE

CHEMIN DÉPARTEMENTAL N° 106, RUE VICTOR-HUGO
Elargissement entre la place Victor-Hugo et la rue de l'Hôtel-de-Ville

Le public est informé que par arrêté préfectoral en date du 07-01-85 ont été prescrites pour le compte du département des Hauts-de-Seine des enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire - concernant le projet d'élargissement du chemin départemental n° 106, rue Victor-Hugo, entre la place Victor-Hugo et la rue de l'Hôtel-de-Ville.
Un exemplaire des dossiers concernant ces enquêtes sera déposé pendant trente et un jours, de 18 février au 20 mars 1985 inclus, à la mairie de Courbevoie où le public pourra les consulter aux heures suivantes :
De lundi au vendredi, le matin de 8 h à 12 h 15 ; l'après-midi, de 13 h 15 à 18 h 30.

Les personnes désirant émettre un avis sur ce projet pourront consigner leurs observations, aux jours et heures ci-dessus sur les registres ouverts à cet effet en mairie. Elles pourront de même les adresser par écrit soit à M. le maire de Courbevoie, soit à M. Mellin, ingénieur principal hors classe honoraire à la SNCF, demeurant 1, rue Financière, 75017 Paris, nommé commissaire-enquêteur.

A l'issue de cette enquête, les copies des conclusions du commissaire-enquêteur seront tenues à la disposition du public à la mairie de Courbevoie et à la préfecture des Hauts-de-Seine - direction départementale de l'équipement - accueil du public - niveau +1 aux heures normales d'ouverture.
Cette publication est effectuée en application des articles R 11-4 et R 11-20 du code de l'urbanisme pour cause d'utilité publique.

L'ÉLARGISSEMENT DE LA CEE

Les Dix ne font aucune concession dans le domaine de la pêche

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). - Les difficultés soulevées par l'adhésion de l'Espagne (et du Portugal) à la CEE dans le secteur de la pêche ont pris, lundi 18 février, leur véritable dimension. Les ministres des affaires étrangères des Dix, qui ont tenu une session préparatoire avant de rencontrer, mardi 19 février, les délégations espagnole et portugaise, se sont opposés à toute nouvelle concession.
Dans un souci de clore les pourparlers d'élargissement dans les délais prévus - avant la fin du mois de mars, de sorte que les traités d'adhésion puissent être ratifiés par les Parlements nationaux d'ici à la fin de 1985 - la Commission européenne a présenté un « compromis global » sur tous les points encore en discussion, essentiellement la pêche et l'agriculture. Si les aspects agricoles font l'objet de marchandages classiques d'une fin de négociation, il n'en va pas de même pour les droits de pêche à octroyer aux chalutiers espagnols au large des côtes françaises et britanniques.
Un moyen dur, composé de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Irlande, du Danemark et de l'Allemagne fédérale s'est opposé à la solution de compromis avancée par Bruxelles. La Commission a présenté un schéma dont l'objectif est de faire bénéficier l'Espagne des mêmes droits que ses futurs partenaires au terme d'une période de sept ans après l'adhésion.
La principale condition posée est que la flotte espagnole - qui, au cours de ces dernières années, a pu réduire le nombre de ses unités, contrairement à celles des Dix (de 30 à 50 % selon les Etats membres) - diminue sa capacité de capture d'environ deux-tiers. A cette fin, Bruxelles demande que le budget communautaire contribue de manière substantielle à l'opération (195 millions de francs avant l'adhésion et 130 millions chaque année de 1986 à 1992).
Les grands pays pêcheurs de la CEE veulent s'en tenir à l'offre présentée en décembre 1984, c'est-à-dire le strict maintien des droits actuels jusqu'en 1993. Ensuite, en fonction de l'attitude des pêcheurs espagnols, ils apprécieront s'il y a lieu de mettre fin à la période transitoire ou de la prolonger (deux à sept ans supplémentaires sont d'ores et déjà prévus).
En réalité les Dix ne souhaitent pas que la question espagnole vienne interférer dans le rendez-vous qu'ils ont pris en 1992 pour reconstruire le fragile équilibre établi en janvier 1983 lors de la création de « l'Europe bleue ». Vient s'ajouter la méfiance à l'égard des pratiques espagnoles que les délégations des gouvernements membres n'ont pas cachées lundi à Bruxelles. M. Lalumière, le secrétaire d'Etat français aux affaires européennes, a déclaré que sur ce dossier les Dix devaient se montrer « très fermes et très vigilantes ».

« Madrid, s'il-elle poursuit, n'a guère fait de concessions jusqu'à présent ». Aussi M. Lalumière s'est-elle interrogée sur « la volonté réelle de l'Espagne d'adhérer à bref délai ». D'un autre côté, de l'avis même des responsables européens, l'offre avancée de la CEE est « inacceptable » pour le gouvernement de M. González, compte tenu de l'importance du secteur de la pêche pour le Pays basque.

M. S.

SOCIAL

200 000 JEUNES EMPLOYÉS A DES TRAVAUX D'UTILITÉ COLLECTIVE

Le nouvel objectif de M. Fabius

D'ici à la fin de l'année, il faut que 200 000 jeunes de seize à vingt ans aient été recrutés pour des travaux d'utilité collective, a annoncé M. Fabius à l'occasion d'une visite à Meaux, le 18 février. Afin d'étendre encore les possibilités du dispositif, le premier ministre a pris la décision de permettre aux communes, aux organismes de la Sécurité sociale et aux comités d'entreprise de bénéficier de ce système. A la condition, toutefois, que les jeunes soient employés pour les seules activités sociales ou culturelles.

En élargissant ainsi le champ d'application des TUC, M. Fabius veut conforter le succès d'une mesure, prise en conseil des ministres le 26 décembre dernier, qui a déjà dépassé son objectif d'origine, fixé à 100 000 pour la fin de l'année. Au 15 février, 137 227 dossiers de stagiaires auraient en effet été répertoriés, selon une indication fournie par le ministère du travail. 45 310 seraient en projet, 17 381 soumis à l'examen de l'administration et

74 536 acceptés ; ce qui permet d'estimer à environ 30 000 le nombre de jeunes actuellement en fonctions.
« Rien n'est pire que l'inactivité, et il y a des masses de besoins à satisfaire », a souligné le premier ministre pour justifier un dispositif qui paraît avoir obtenu l'assentiment de l'opinion publique. Un sondage, réalisé par l'Institut Démoscopie (1), à la demande du Service d'information et de diffusion (SID), établit que 81 % des personnes interrogées sont favorables aux TUC, les jeunes de seize à vingt et un ans étant 87 % à approuver le programme. « Il ne doit pas y avoir de génération sacrifiée », a poursuivi M. Fabius, qui a fait observer que les deux plus grandes régions, l'Ile-de-France et Rhône-Alpes, sont les dernières pour la mise en œuvre des TUC.

(1) Réalisé du 2 au 9 février, le sondage a été effectué auprès de 1 000 personnes de quinze ans et plus. Un échantillon supplémentaire de 100 jeunes de seize à vingt et un ans a également été constitué.

Les « pros »

(Suite de la première page)
« La société admettra de moins en moins qu'une simple débauche matérielle ou une erreur humaine viennent compromettre gravement le fonctionnement d'une entreprise ou d'un réseau essentiel et vital », déclarait M. J.L. Nicolet (4), lors d'un récent colloque organisé par le groupe Eurorip. Les drames de Seveso, de Mexico ou de Bhopal sont là pour rappeler aux dirigeants délégués l'importance de la fiabilité humaine dans la production industrielle. M. Boullac insistait aussi, lors d'un colloque Franco-Forum du 31 janvier dernier, sur le développement de la sous-traitance dû à l'exigence d'une plus grande rigueur dans la fabrication des produits spécialisés.

L'extension des « cercles de qualité » dans les firmes françaises, à l'exemple des Japonais, montre à la fois le souci d'améliorer les produits du fait des exigences de la clientèle et répond à un besoin plus profond des travailleurs de s'investir dans ce qui sont de leurs mains ou de leur cerveau. Si, malgré la crise, de nombreuses unités de production augmentent la part de la recherche dans leur budget, c'est bien aussi pour être au niveau des meilleurs. « Il existe un lien positif entre l'effort de recherche mené par les entreprises et les performances réalisées », notent des experts du Crédit national (5).

Les syndicats ne veulent pas être en reste même si parfois l'archaïsme des responsables, intermédiaires entre le bas et le sommet, ne permet pas de suivre efficacement l'évolution des mentalités, ou l'a vu dans l'affaire de la flexibilité. Ainsi, un article de Robert Vilate dans *CFDT Aujourd'hui* (6) insiste sur la tendance des militants à déplorer la revendication sur les conditions de travail pour s'inscrire à l'organisation du travail elle-même, les salariés étant capables, selon cet auteur, de prendre en compte l'ensemble des aspects de la production, d'exercer une sorte d'« expertise collective » dans l'entreprise.

Jusqu'où peut aller cette « économie de compétence », valorisée par la politique officielle de rigueur et de modernisation et la réhabilitation du savoir par J.-P. Chevènement ? La démarche était certes attendue dans un pays qui croyait trop au sys-

LIBRES OPINIONS

Moderniser la France avec tous les jeunes

par BERTRAND SCHWARTZ (*)

JAMAIS l'on ne s'est autant interrogé sur l'insertion des jeunes dans la société. Je rappele chaque jour des sollicitations de toutes origines, je constate dans nombre de débats publics l'ampleur des interrogations des adultes, éducateurs, élus, associations, chefs d'entreprise, et je suis frappé de voir, au-delà de l'inquiétude compréhensible de parents devant le chômage de leurs enfants, le véritable désarroi devant une génération nouvelle que l'on a du mal à cerner et qui, de ce fait, inquiète. Par ailleurs, parcourant la France, j'observe un capital impressionnant d'imagination et de créativité collectives partout où des jeunes et des adultes ont été en mesure de construire ensemble de nouvelles réponses aux difficultés d'insertion sociale.

Devant ce double constat, une première question s'impose : entraine-t-elle une évolution technologique et sociale rapide - et ce n'est qu'un début - la société française saura-t-elle répondre les choix essentiels qui déterminent son avenir, mais cela au bénéfice de l'ensemble du corps social.

Il faut redire avec force que les incidences du progrès technique seront ce que nous voudrons qu'elles soient. L'irruption de l'outil informatique est une tendance lourde. Aucune fatalité technique n'impose un scénario, qu'il s'agisse de la détermination des nouveaux métiers de demain, ou plus généralement de l'organisation de la vie sociale.

La formation ne doit pas être une sorte de course pourrue infernale de l'homme derrière la machine, avec une part inévitable de lésion pour le compte, souvent les jeunes, exclus avant même d'avoir acquis droit de cité ; entendons toujours parler de contraintes, beaucoup moins souvent des possibilités nouvelles. Encore faut-il que chacun ait sa part dans la vaste négociation permanente sur la société de demain dont les jeunes d'aujourd'hui seront les acteurs.

Ce qui est en cause, ce n'est pas seulement le risque énorme d'une banalisation de la société d'aujourd'hui. C'est la chance de mobiliser ce potentiel considérable d'innovation que sont tous les jeunes, et pas seulement ceux que l'école a sélectionnés. Le premier impératif est de créer les conditions de ce dialogue, grâce auquel la modernisation de la France se fera avec tous les jeunes.

Le deuxième impératif est de donner à chaque jeune les moyens de se construire lui-même son propre projet de vie. Ambition démesurée ? Il n'y a pas de chose. Il faut que soient reconnus le droit à l'erreur, le droit au rattrapage après l'échec, le droit à construire son propre itinéraire à travers un ensemble de possibilités, le droit à suivre son propre rythme. Ce faisant, la juste rémunération de l'effort et du travail de chacun n'est pas mise en cause.

Des mesures essentielles ont été mises en œuvre. D'abord, en consacrant l'importance d'une fonction d'écoute et de suivi des jeunes par les missions locales et par les permanences d'accueil, d'information et d'orientation.

Ensuite, en mettant à la disposition des jeunes, une gamme de mesures (stages de formation, contrats de travail de type particulier, travaux d'utilité collective, entreprises intermédiaires...) dont le diversité et la combinaison possible dans le temps constituent un progrès.

Les mesures prises sont diverses parce que les jeunes le sont et que chaque jeune qui, à un moment déterminé, cherche encore sa voie vers un statut professionnel stable pourra s'appuyer sur celle qui répond le mieux à ses besoins et l'aidera le mieux à éviter un processus d'exclusion, toujours dramatique à titre individuel et dont on oublie d'ailleurs trop souvent le coût exorbitant pour la collectivité.

Ces mesures nous obligent à aborder quelques questions essentielles : comment s'assurer que les jeunes ont accès au droit à l'emploi et d'ailleurs aussi aux adultes de faible niveau, correspondant à des emplois en voie de mutation ? Comment inciter les collectivités locales, les associations et les partenaires sociaux à une réflexion collective sur les nouveaux emplois de demain ?

L'enjeu dépasse de loin la question classique d'une meilleure coordination des services ou l'appel rituel à une concertation, dont on sait qu'elle ne se dérobe pas. Le rôle de l'Etat est plus difficile, mais aussi plus exaltant : s'appuyer sur des solidarités territoriales renforcées par les lois de décentralisation pour créer les conditions d'un dialogue permanent et d'une action concertée pour définir et réaliser une politique d'insertion des jeunes.

Le débat sur plus ou moins d'Etat n'a pas grand sens. C'est l'articulation de la politique de l'Etat avec un cadre local pour l'utiliser au mieux qui est profondément nouvelle et riche.

Pour un jeune en difficulté d'insertion, ce cadre local est celui où il a encore un nom et quelques repères. Le jeune sera en mesure peu à peu de s'y faire admettre tel qu'il est et susciter des réponses au plus près de ses besoins. N'oublions pas qu'une difficulté de logement ou de santé non autorisée se transforme vite en une difficulté de long terme toute perspective d'insertion.

On constate aussi, à l'expérience, qu'une action concertée, telle qu'elle est menée dans les missions locales, débouche de plus en plus souvent sur des projets de créations d'activité, comme si l'imagination collective ne cherchait qu'un cadre adéquat pour générer de nombreuses initiatives.

C'est bien une véritable dynamique de développement local qui émerge parce que l'on cesse de traiter séparément ce qui relève de la production et ce qui relève de la vie sociale.

Cette conjugaison des aspects différents de chaque institution, cette mise en commun des capacités d'individus jusqu'à l'impensable parce qu'isolés, doivent reposer, ne le cachons pas, sur une volonté de tous les habitants, tant sont lourdes les pesanteurs institutionnelles. C'est aussi cela la modernisation.

(*) Délégué interministériel à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté.

« L'indice des prix CGT - Les prix ont augmenté de 1,1 % en janvier, selon l'indice publié par la CGT. C'est le poste alimentation (+2,4 %) qui aurait enregistré le plus forte hausse.

ITS
à la croissance
t du CNPF

Peugeot va mieux

IRE DE LOREAN

britannique porte
net Arthur Andersen

EN VUE DE LA RENTRÉE DE SEPTEMBRE 1985

Date limite de dépôt des dossiers de candidature pour la première session : Vendredi 8 Mars 1985

École supérieure de commerce de Lyon

cesma

23, avenue Guy de Collongue - B.P. 174 - 69130 Ecully-T81. (7) 833.81.22

ON N'ARRÊTE PAS LE PROGRÈS ! LES CAMBRIOLÉURS PERFECTIONNENT LEUR OUTILLAGE

Vous devez perfectionner VOTRE DÉFENSE
Il est indispensable de FAIRE RÉVISER VOTRE SERRURE par un spécialiste qualifié
Adressez-vous à un serrurier du réseau PICARD.
Il vous dira si votre serrure peut résister aux techniques d'effraction actuelles.
SA PICARD, 4, rue Saint-Sauveur, 75001 Paris - Tél. 233-44-86

LE MONDE diplomatique

NUMÉRO DE FÉVRIER

L'EMPIRE DU DOLLAR
(Claude Julien)

L'ÉTHIOPIE DE LA FAMINE
SOUS LE FEU DES PROJECTEURS
(Colette Braeckman)

LA FAIM DANS LE MONDE
(Susan George, Jacques Chonchol et Alain Vidal-Naquet)

L'ÉPOPEE HÉROÏQUE DES FALACHAS
(Olga Kapeliouk)

L'INTERNATIONALE MOON
Une puissance au service de l'anticommunisme
(Enquête de Jean-François Boyer et Alejandro Alem)

LA RESPONSABILITÉ DES BANQUES AMÉRICAINES
DANS LE SURENDETTEMENT DU TIERS-MONDE
(Gilles Couture)

QU'ATTENDRE DES BANQUES ISLAMQUES ?
(Amadou Kane)

COMMENT PERPÉTUER LA DOMINATION
SUR LES TÉLÉCOMMUNICATIONS ?
(Dan Schiller)

- Soudan : l'autre désastre (Alain Gérard).
- La voie étroite de la révolution au Burkina (Pascal Labazée).
- La prudence du Koweït dans un Golfe troublé (Olivier De Lage).
- Sentier lumineux au Pérou : la « quatrième épée » a-t-elle trouvé son prophète ? (Marc Ferro).
- Deux visions du monde à l'ENA (Odon Vallier).
- Japon : nouvelles stratégies (supplément).
- Caméras politiques : « Voyage à Cythère » (Ignacio Ramonet et Théodor Angelopoulos).
- Les livres du mois : « Harmonies japonaises » (Yves Florenne). — « La Panthère et le Chevreau », de György Ronay (Marie-Françoise Allain). — « Mémoires du feu », d'Eduardo Galeano (Ignacio Ramonet). — « La politique africaine de M. Mitterrand » (Gilbert Cornet).
- Politique et littérature : L'imaginaire socialiste (Yves Tenret).

UN ROMAN DE RENÉ-VICTOR PILHES
« La Pompe » (extraits)

EN VENTE : 11,50 F. CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX
ET AU « MONDE »
8, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

ÉTRANGER

Les Européens sont divisés sur les négociations commerciales avec Washington et Tokyo

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les États-Unis, appuyés par le Japon, augmentent leur pression sur la CEE afin que les Dix acceptent l'organisation de nouvelles négociations commerciales multilatérales (NCM) dans le cadre du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Au cours de la réunion de la « quadripartite » — la conférence informelle qui regroupe deux fois par an les représentants américains, japonais, canadiens et européens — qui vient de se tenir à Kyoto, la délégation communautaire a été contrainte à la défensive.

Washington et Tokyo demandent que se tienne une session préparatoire au cours du second trimestre de cette année, afin d'ouvrir, dès 1986, un nouveau round de pourparlers. Les Américains, qui ont accusé en 1984 un déficit commercial de 123 milliards de dollars (dont 13 milliards avec la CEE), éprouvent la nécessité — ne serait-ce que pour répondre aux préoccupations de leurs exportateurs — de bien marquer leur volonté d'accélérer la libération des échanges, notamment dans les secteurs des services et des nouvelles technologies.

Le Communiqué, pour sa part, fait valoir que le Tokyo round, dont les négociations se sont achevées en 1978, n'a toujours pas résolu plu-

sieurs difficultés : il s'agit principalement de la controverse sur le commerce agricole et les clauses de sauvegarde qui permettent à un État de fermer ses frontières en cas de pratiques commerciales déloyales. Actuellement, les dispositions du GATT font que cette mesure s'applique automatiquement à tous les fournisseurs. Les Dix souhaitent aménager ces dispositions, afin de mieux « cibler » les responsabilités. Aussi, la CEE pose-t-elle comme préalable le règlement des différends actuels.

Pour l'avenir, les Dix se déclarent prêts à envisager l'ouverture de NCM, à la condition que la conférence envisagée soit minutieusement préparée. Pour les responsables européens, la négociation sur les secteurs énumérés par l'administration Reagan demande l'établissement d'un inventaire précis des services et des productions qui seront soumis à discussion. C'est la raison pour laquelle la Commission a proposé, à Kyoto, de commencer, d'ici à la fin de l'année, les travaux préparatoires, au terme desquels devront être également définis le calendrier et les objectifs du futur round.

Les Européens craignent que de nouvelles NCM n'aboutissent, par

manque de préparation, à un échec qui pourrait servir d'alibi aux États-Unis pour se décharger de leurs obligations contractées au GATT et pour engager une politique d'accords bilatéraux. Les Dix s'inquiètent également de la volonté de Washington de se passer de la présence des pays en voie de développement (PVD), si ceux-ci, faute d'assurances suffisantes, refusent de se rendre à la table de négociations. On voit mal à Bruxelles les États du tiers-monde s'intéresser à une conférence qui consacrerait ses travaux à la libération des échanges de services et de technologies nouvelles. Aussi, les instances communautaires concluent-elles à la nécessité d'élargir les discussions à des chapitres susceptibles d'intéresser les PVD.

Intégration

S'agissant du Japon, la méfiance tourne à l'irritation. Est-ce l'arrivée à la Commission de M. de Cierco, le nouveau responsable des relations extérieures ? Toujours est-il que le discours de Bruxelles à l'égard de Tokyo a changé du tout au tout. Il n'est plus question, affirme-t-on, que de nouveaux pourparlers soient engagés, les Japonais s'en tirent à

bon compte, comme ce fut le cas lors des Kennedy et Tokyo rounds.

Le tout est de savoir quel sera le degré de cohésion des Dix face à la détermination américaine. La commission doit conseiller, le 18 mars prochain, les ministres des Affaires étrangères de la CEE. Deux thèses sont en présence : la Grande-Bretagne — dont le premier ministre, M. Thatcher, avait sollicité la compréhension de ses partenaires de la CEE pour accepter, lors du sommet ministériel de l'automne de juin 1984, une déclaration sur la nécessité de nouvelles NCM — et l'Allemagne fédérale — qui organise cette année la rencontre des « Sept » au début du mois de mai à Bonn — sont favorables à une attitude consistant vis-à-vis de Washington. La France et l'Italie souhaitent une position plus ferme de la Communauté, en demandant notamment que, compte tenu des conséquences de la flambée du dollar sur les flux financiers, la négociation commerciale s'accompagne d'un volet monétaire.

La Commission, qui reprend à son compte l'idée franco-italienne, mais sans croire réellement qu'elle pourra aboutir, suggère que les Dix demandent, en échange de NCM, la relance du dossier monétaire au sein de l'EMI et de la Banque mondiale.

MARCEL SCOTTO.

L'Italie n'exclut pas de recourir davantage à l'ECU

De notre correspondant

Rome. — Sa balance commerciale étant fortement affectée par la hausse du dollar, l'Italie envisageait de recourir à l'ECU afin de soustraire certaines transactions aux fluctuations du marché des changes, en particulier celles avec les pays producteurs de pétrole. Cette hypothèse a été évoquée le 13 février en conseil des ministres ; mais elle paraît à certains difficilement réalisable.

Ainsi M. Goria, ministre des finances, a affirmé que l'ECU n'était pas une mesure de conservation de la solution de rechange à la devise américaine : « Le dollar est une vraie monnaie, ce que n'est pas l'ECU », a-t-il déclaré. Le gouverneur de la Banque d'Italie est également sceptique, même s'il estime qu'il est possible d'étendre progressivement l'utilisation de l'ECU.

L'Italie règle en dollars 43 % de ses importations et pour 34 % de ses

exportations sont facturées en devise américaine, le mark étant utilisé pour 15 % des échanges. Au cours des dix premiers mois de 1984, la facture pétrolière italienne s'est élevée à 32 000 milliards de lires. L'augmentation de la valeur du dollar par rapport au dollar a entraîné tous les espoirs de réduction du coût des importations énergétiques à la suite de la diminution du prix du pétrole brut.

L'hypothèse d'un recours à l'ECU dans les transactions avec les pays producteurs d'énergie — soit pour l'achat de produits pétroliers, soit pour la vente de technologies — a aussi été accueillie favorablement par l'Alitalia, qui fournit en particulier à l'Italie du gaz, souligne-t-on au ministère du commerce extérieur. L'Union soviétique se montrerait également « disponible ».

PHILIPPE PONS.

EN EGYPTÉ

Les banques étrangères menacent de quitter le pays

Correspondance

Le Caire. — Tension entre les dix-neuf banques étrangères opérant en Égypte et le ministère de l'économie : depuis l'application des mesures visant à réduire les importations (le Monde du 5 janvier 1985), le chiffre d'affaires de ces banques s'est fortement réduit.

Ces mesures ont, notamment, limité à sa plus simple expression la liberté de leurs monnaies étrangères en annulant le système d'importations « sans transfert de devises ». Le système, instauré lors du lancement par le président Sadate, en 1975, de sa politique d'Infitah (libéralisme économique), permettait aux importateurs de

payer leurs produits en dollars achetés sur le marché libre.

L'ouverture de lettres de crédit aux importateurs constituait jusqu'en janvier dernier plus de 90 % du chiffre d'affaires des établissements bancaires étrangers. Des banques, comme le Crédit lyonnais, Paribas, American Express, Lloyds ou Banca commerciale italiana, qui n'ont pas le droit de faire des opérations en devises égyptiennes, ont vu leurs activités gelées depuis le début de 1985.

Les responsables de ces banques évoquent de plus en plus l'éventualité d'un départ, si un accord n'est pas rapidement réalisé avec le gouvernement du Caire.

Les milieux bancaires estiment toutefois que le gouvernement égyptien pourrait assouplir sa position afin d'éviter l'impact négatif qu'aurait le départ de ces banques sur les bailleurs de fonds occidentaux. En effet, Américains et Européens, pour quelque 7 milliards de dollars d'aide économique annuelle — aide militaire exclue — permettent à l'Égypte de réorber près de la moitié du déficit de la balance commerciale. De plus, la fermeture des banques étrangères aura un effet déstabilisant sur l'activité économique du secteur privé égyptien, sans compter les centaines de fonctionnaires réduits au chômage à un moment où le marché de l'emploi est en plein marasme.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

PLUS DE VISA POUR LES FRANÇAIS SE RENDANT AU BRÉSIL

Le gouvernement brésilien n'exigera plus de visa pour les touristes et les hommes d'affaires se rendant au Brésil pour une durée inférieure à quatre-vingt-dix jours, a-t-on annoncé au ministère brésilien des relations extérieures. Cette décision, qui prendra effet à partir du 1^{er} mars prochain, est la contrepartie brésilienne à la décision française de ne plus exiger de visa pour les touristes ou hommes d'affaires brésiliens se rendant en France.

(AFP.)

« Guerre des foies gras » entre les États-Unis et la France

Correspondance

Washington. — Les canadiens américains sont-ils mieux traités que les palmipèdes français ? Échappent-ils vraiment au désagréable gavage pour se surimposer naturellement grâce à un environnement psychologique spécial à son et lumière ?

Questions futiles, seulement en apparence. Les réponses qui y seront apportées permettront peut-être d'éviter que le contentieux franco-américain en matière commerciale ne s'étende aux foies gras. Un sévère conflit s'annonce en effet entre les producteurs français et un éleveur américain, M. Rubin, le seul d'un espèce, qui s'efforce, semble-t-il, d'obtenir que l'interdiction à l'importation des foies gras français s'étende à d'autres produits aussi appréciés des amateurs, comme le « demi-frais » ou les conserves. Pour le moment, seule est interdite l'entrée des « froids » pour des raisons sanitaires.

M. Rubin ne manque pas d'amis dans l'État de New-York, où il a installé une ferme « truie » à deux cents canards par semaine, selon un procédé dont il garde jalousement le secret. Affirmant que les conditions de production en France ne sont pas conformes à la réglementation américaine en ce qui concerne la santé des canards, il a incité les législateurs à lancer une enquête du ministère américain de l'Agriculture. Mais, après avoir parcouru les régions du sud-ouest de la France et visité les installations, la commission a conclu, pour réserve de quelques recommandations et exigences, que les producteurs français respectaient les règlements américains.

A dire vrai, le santé de ses contemporains ne semble pas être la seule préoccupation de M. Rubin. Ses motivations sont commerciales, témoignant du fort courant protectionniste du moment... Apparemment, il voudrait augmenter sa part (0,5 %) du marché mondial de foies gras et peut-être même monopoliser le marché américain en faisant arriver les importations de France.

Pour le moment, en effet, il est défavorisé par rapport à ses concurrents français, non pas seulement en raison de la hausse du dollar, mais parce que le traditionnel procédé du gavage pratiqué en France assure un prix de revient sensiblement inférieur au sien. Ainsi, les foies gras (demi-frais) français, malgré les droits de douane, se vendent entre 15 et 20 dollars la livre au lieu des 35 dollars demandés par M. Rubin pour le même produit.

Les initiatives de M. Rubin, appuyées par un lobby influent, préoccupent les producteurs français, qui exportent annuellement pour 13 millions de francs de produits de foie gras (conserves et demi-frais).

M. Rougier, président d'une grande entreprise du Périgord, assure 60 % des exportations vers les États-Unis, est passé à l'offensive. Il dénonce les « menaces » de M. Rubin lorsque celui-ci affirme ne pas recourir au gavage alors qu'en fait (M. Rougier déclare pouvoir en établir la preuve) il a importé vingt-cinq machines à gaver.

Bref, si M. Rubin interdit la visite de ses installations sous prétexte de garder le secret de son procédé, c'est que, comme tout le monde, il gaverait ses canards... Il s'expose ainsi à être attaqué par les divers groupes et associations qui condamnent le procédé comme une pratique anormale faisant souffrir les animaux.

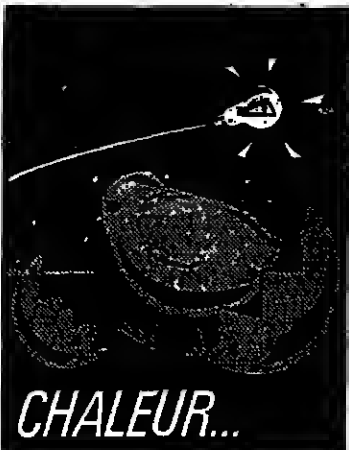
Quant à la prétention de M. Rubin de répondre ultérieurement à 6 % de la demande mondiale, M. Rougier le considère comme une gageure. Pour atteindre cet objectif, il faudrait produire environ 250 000 kilos de foies gras, qui, sur la base de 500 grammes par animal gavage, nécessiteraient un troupeau annuel de cinq cent mille canards. Or c'est tout juste si sa capacité de production atteint cinquante mille. Enfin, une bonne nouvelle, un succès pour les canards, voués, gavés ou non, au sacrifice.

HENRI PIERRE.

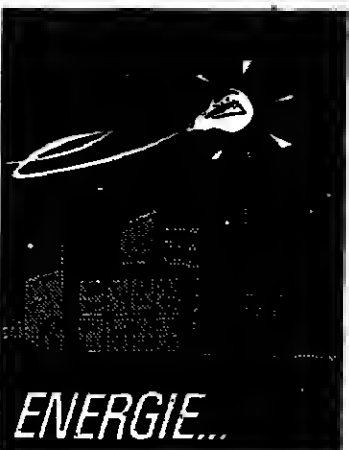
Plainte contre le « monopole du thon » aux États-Unis

Les armateurs indépendants de thoniers américains ont intenté une action en justice, à San-Diego (Californie), contre trois importants groupes alimentaires des États-Unis, Ralston-Purina, Castle et Cooke et H. J. Heinz, qu'ils accusent d'être entente illégale, restreignant la liberté du commerce et de la fixation des prix, ainsi que de « collusion pour s'approprier et détruire la

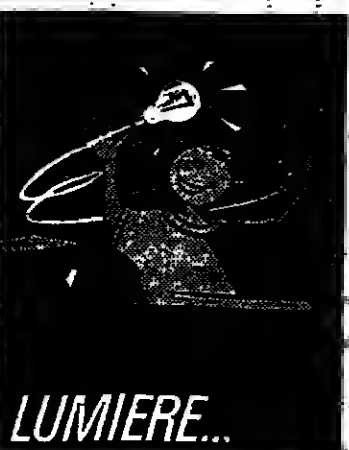
flotte indépendante des thoniers aux États-Unis ». Les plaignants, qui s'appuient sur la législation antitrust, réclament plus d'un milliard de dollars de dommages et intérêts. La plainte précise que, « depuis les années 60, il y a conspiration entre les grosses conserveries américaines qui dominent le marché dans l'intention de s'approprier le bénéfice du partage du monopole du thon ». La date du procès n'est pas fixée.



CHALEUR...



ÉNERGIE...



LUMIÈRE...



ELECTRICITE DE FRANCE LE COURANT DE LA VIE.

سكزا من الارجل

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 19 février

Légère hausse

A peu de chose près, la Bourse de Paris a regagné mardi le terrain perdu la veille avec une hausse de 0,2 % à l'approche du son de cloche final. Sensiblement réduit par rapport à la normale, le volume d'affaires reste cependant stable pour cette période de vacances (285 millions de F traités lundi) sur les valeurs françaises cotées au RM avec des chiffres d'affaires importants sur Presses de la Cité, S.S.N., Source Perrier, Elf-Aquitaine et Air France.

En hausse de plus de 4 %, CGIP et Dassault se sont inscrits à leur plus haut niveau de l'année. Il est vrai que, pour cette dernière notamment, le marché est très étroit, à peine 5 % des actions Dassault étant à l'heure actuelle répérées dans le public. Parmi les autres titres en hausse, on relève DMC, Esso, Focom, Europei, Renault (participation), Primagaz.

A l'inverse, Roussel, Mumm, Ciments Français, Cogefim, Navigation Mixte, Lyonnais des eaux perdent 1 % à 3 %. De son côté, SOG-SB perd près de 1 % alors que Saint-Gobain vient d'annoncer la prise en compte par le groupe des pertes très importantes (1 100 millions de francs) subies en 1984 par sa filiale, confirmant ainsi ce que les boursiers escomptaient au sujet de cette entreprise, l'un des grands noms du bâtiment et des travaux publics.

Sur le marché de l'or international, le cours de l'once a régressé à 302,90 dollars l'once (contre 304,95 la veille) dans la City. A Paris, le lingot a gagné 130 F à 98 100 F, tandis que le napoleon mettait 4 F à son actif à 577 F.

Par ailleurs, la société textile Devant qui devait faire son apparition le 19 février, a vu son introduction reportée au 25 courant en raison de l'abondance des ordres de vente : 10,69 millions d'actions au total alors que 120 000 titres Devant seulement étaient mis à la disposition du public.

En Chine

UNE BOURSE DE VALEURS A SHANGHAI ?

Les autorités chinoises envisagent sérieusement d'ouvrir une Bourse des valeurs à Shanghai, peut-être même avant deux ans, a déclaré un haut responsable financier de la ville.

La proposition est examinée à la fois par le gouvernement de Pékin et par les autorités locales, a précisé M. Cheng Baizhang, vice-président de la Compagnie de placements de Shanghai.

Selon des banquiers étrangers assistant à une conférence internationale sur l'industrie pétrolière chinoise, la Banque de Chine envisagerait également de fonder des Bourses dans les zones économiques spéciales de Shenzhen et Zhuhai, dans le sud du pays. - (Reuters.)

Aux Etats-Unis

LE SYSTÈME FÉDÉRAL DE RÉSERVE COUTE CHER

Washington. - Le Système fédéral de réserve américain (Fed) dépense plus d'un milliard de dollars par an pour son fonctionnement, ce qui est un record. Aussi un représentant démocrate, M. Lee Hamilton, a-t-il déposé un projet de loi pour obliger la Fed à publier, chaque année, des comptes détaillés.

Sur le papier, la Réserve fédérale a, en 1984, rapporté 14,2 milliards de dollars au gouvernement, indique le rapport : mais ces sommes ne sont que des chiffres, les intérêts sur des fonds fédéraux versés au Trésor par la Fed. En revanche, ajoute-t-il, le Système fédéral de réserve pourrait économiser des centaines de millions de dollars en faisant passer certaines de ses opérations de surveillance et en diminuant ses coûts.

Le rapport cite notamment les salaires élevés versés aux dirigeants de la Fed. - (AFP.)

BOURSE DE NEW-YORK

Clos

Tous les marchés financiers et commerciaux américains ont fermé, lundi 18 février, pour la célébration de l'anniversaire de George Washington.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

SAINT-GOBAIN. - D'après les dernières estimations, le bénéfice net consolidé du groupe après impôts et charges hors exploitation pour 1984 atteindrait 1 100 millions de francs (+ 51,9 %). La progression est, toutefois, moins forte que celle du résultat d'exploitation qui a presque doublé (2 200 millions de francs, contre 1 168 millions). Le phénomène est imputable aux frais de restructuration (1 milliard de francs, contre 612 millions). Le résultat net du groupe, déduction faite des intérêts minoritaires, serait de l'ordre de 500 millions de francs, contre 405 millions.

FRANÇAISE DES FERRAILLES. - La Compagnie française des Ferrailles, une des plus importantes sociétés européennes de traitement de métaux de récupération, annonce, pour l'exercice 1984, clos le

30 septembre dernier, un bénéfice net consolidé de 24,2 millions de francs, soit 10 % de plus que celui déposé en 1983 (13,2 millions). A la fin de l'exercice, le chiffre d'affaires consolidé avait atteint près de 3 milliards de francs, en hausse de 31,7 % par rapport à l'exercice précédent.

PARIBAS (SUISSE). - Le bénéfice de la Banque Paribas (Suisse), quatorzième banque suisse, a légèrement progressé en 1984, passant de 60,7 millions de francs suisses en 1983 à 61,2 millions de francs suisses, a-t-on appris auprès de la Banque à Genève. Le total du bilan de cette banque a atteint 5,564 milliards de francs, contre 5,557 milliards en 1983. Au cours de la prochaine assemblée générale, prévue pour le 19 avril, le conseil d'administration proposera un dividende inchangé de 13 FS par action de 100 FS, ajout-on de même source.

PETROFINA. - Le groupe pétrolier belge annonce, pour 1984, une hausse de 10 % de son bénéfice net consolidé, qui atteint 15,5 milliards de francs belges (2,4 milliards de francs français). Le dividende net sera de 300 FB, en hausse de 10 % également, et Petrofin distribuera une action gratuite pour dix actions anciennes.

Cette amélioration provient, essentiellement, des activités chimiques, le secteur du raffinage-distribution ayant, en revanche, souffert « des marchés déprimés ».

INDICES QUOTIDIENS		(base 100 = 28 fév. 1984)	
	18 fév.	19 fév.	18 fév.
Valeurs françaises	108,1	108,3	108,1
Valeurs étrangères	113	113	113
Cote des agents de change	108,1	108,3	108,1
Indice général	108,1	108,3	108,1
TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE	108,1	108,3	108,1
Effet 3 mois 19 fév.	108,1	108,3	108,1
COURS DU DOLLAR TOKYO	108,1	108,3	108,1
1 dollar (en francs)	256,55	256,45	256,55

BOURSE DE PARIS Comptant

19 FEVRIER

VALEURS		Cours	Différence	VALEURS		Cours	Différence	VALEURS		Cours	Différence	VALEURS		Cours	Différence
%	N° de coupon														
3 %	27,20	1 187		Secur. Marseill.	314	320		SECOND MARCHÉ				Hors-cote			
5 %	42,50	1 000		S.E.P. (S. Ind.)	314	320		A.G.P.-R.D.	1770	1821		Alor	221		
5 % amort. 40-54	70,05	1 088		St. Louis	314	320		Carbone	348	349 50		Ban	296		
Emp. 7 % 1973	110,80	0 582		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		Calédoine de l'In.	75	50	76
Emp. 8,50 % 77	98,20	1 087		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		Calédoine de l'In.	75	50	76
8,50 % 78/84	97,40	0 582		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		Cochin	280		
10,00 % 79/84	98,50	0 001		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
12,50 % 80/80	103,80	0 811		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
13,50 % 81/87	108,40	1 381		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
15,00 % 82/90	112,15	7 480		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
16 % juil. 82	112,15	0 887		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
E.D.F. 7,5 % 01	143,50	1 104		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
E.D.F. 14,5 % 80-82	104,50	9 546		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 3 %	102,55	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 4 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 5 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 6 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 7 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 8 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 9 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 10 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 11 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 12 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 13 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 14 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 15 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 16 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 17 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 18 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 19 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 20 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 21 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 22 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 23 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 24 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 25 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 26 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 27 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 28 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 29 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 30 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 31 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 32 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 33 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 34 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 35 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 36 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 37 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 38 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 39 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 40 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 41 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 42 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 43 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 44 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 45 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 46 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 47 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 48 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 49 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 50 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 51 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 52 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 53 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 54 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 55 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 56 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 57 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 58 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 59 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 60 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 61 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 62 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 63 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 64 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 65 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 66 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 67 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 68 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 69 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 70 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 71 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 72 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 73 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 74 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 75 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 76 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 77 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 78 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 79 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 80 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 81 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 82 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 83 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 84 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 85 %	102,75	1 842		St. Louis	314	320		C.D.M.E.	1760	761		C.D.M.E.	1760	761	
Ch. France 86 %	102														

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

DÉBATS

2. « La « flexibilité » à portée de la main », par Jean-Paul Bachy : « Un pont aérien pour les savants français », par Paul Veyne.
- LU : Lettre ouverte à ceux qui ont mal à la France, du R.P. Bruckberger.

ÉTRANGER

3. PROCHE-ORIENT
4. EUROPE
5. AMÉRIQUES
6. AFRIQUE

DOSSIER

6. LE POINT SUR... les deux Corées.

POLITIQUE

8. Le débat sur la cohabitation.
9. La préparation des élections cantonales.
9. La crise en Nouvelle-Calédonie.

SOCIÉTÉ

10. Recul de la toxicomanie en France ?
- EDUCATION
- SPORTS
11. MÉDECINE
12. RELIGION
16. ÉCHOS

CULTURE

13. CINÉMA : Festival hongrois.
14. Les Deux Anglaises, de François Truffaut.
15. ARCHITECTURE : polémiques autour de la Maison des écrivains.
15. COMMUNICATION

ÉCONOMIE

24. CONJONCTURE : le CNPF et les investissements.
26. ÉTRANGER : l'élargissement de la CEE ; les Européens divisés sur les négociations avec les États-Unis et le Japon.

89 FM

à Paris

Allé « le Monde »

232-14-14

Mardi 19 février, 19 h 20

Être chômeur

en France

ALAIN LEBEAUBE

répond aux questions

des auditeurs et des lecteurs

Débat animé

par FRANÇOIS KOCH

RADIO-TÉLÉVISION (16)

INFORMATIONS

« SERVICES » (12) :

« Vie associative » ; « Météo-
rologie » ; « Mots croisés » ; « Jour-
nal officiel ».

Annouces classées (17 à 23) ;
Carnet (16) ; Programmes des
spectacles (14-15) ; Marchés
financiers (27).

SOLDES

PARDESSUS et IMPERS

MANTEAUX, ROBES,

PULLS, CHEMISES

PRIX EXCEPTIONNELS

avec la garantie

d'un grand maître tailleur

PANTALONS

A partir de 590 F

COSTUMES et PARDESSUS

MESURE 1 750 F

A partir de

NOUVELLE COLLECTION

3 000 tissus

Luxeuses draperies anglaises

Fabrication traditionnelle

Boutique Femme

TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX

sur MESURE

UNIFORMES ET RUSIGES MILITAIRES

Prêt-à-porter Homme

LEGRAND Tailleur

27, rue de la République, Paris - Opéra

Téléphone : 742-70-61.

Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

A B C D E F G

En Chine

Soixante-sept nouvelles villes sont ouvertes aux étrangers

De notre correspondant

Pékin. — A la veille du Nouvel An chinois, les autorités ont fait un beau cadeau aux visiteurs étrangers. Aux Trenta et une villes ouvertes sans permis, le gouvernement en a rajouté, le 15 février, soixante-sept autres. Quatre-vingt-sept localités autorisées avec permis, délivrés par les services de sécurité, ont été ajoutées à celles existantes. Soit, au total, deux cent cinquante-sept villes ou districts.

Désormais, si l'on trouve des places sur des moyens de transport, surchargés — en particulier les avions (la voiture personnelle n'est autorisée qu'autour de Pékin et de Tianjin (Tientsin), — on peut se rendre sans autorisation dans toutes les capitales provinciales, à l'exception de Lhassa. Le Tibet est la seule région non touchée par ce libéralisme, en raison de la situation tendue qui continue d'y régner.

Cette mesure affecte essentiellement les pôles de développement économique et les zones touristiques. En particulier, les régions côtières, privilégiées par la politique d'« ouverture » dans le cadre des quatre modernisations. La province de Canton, limitrophe de Hongkong, est pratiquement ouverte dans son ensemble, avec ou sans permis. Les principaux ports, qu'ils fassent partie ou non des quatre qui sont « ouverts à l'étranger », sont accessibles sans autorisation.

Voilà qui devrait faciliter les mouvements des hommes d'affaires étrangers, sur lesquels la Chine compte tant pour développer son économie, de même que ceux d'innombrables touristes, pourvoyeurs de devises, qui disposent désormais de beaucoup plus de lieux d'excursion en dehors des quelques centres où ils se bécotaient par milliers, comme Xi'an, Shengyang, Hangzhou. Des secteurs ruraux, des montagnes, des districts entiers, sont ainsi mis en contact avec le monde extérieur, avec ses richesses, mais aussi ses tentations. Une exception, cependant, remarquable : Guifu (province du Shandong), ville natale de Confucius, le vieux sage réhabilité, et où l'on veut réaliser la reconstitution historique d'un bourg ancien, nécessite toujours un permis.

Ces permis sont généralement accordés en deux ou trois jours. Les Chinois d'outre-mer en sont dispensés. De plus en plus, les autorités locales — en dehors, bien entendu, des zones sensibles telles que celle qui jouxte la frontière vietnamienne [1] — s'abstiennent de vérifier ces permis, ce qui constitue un signe des temps dans un régime qui se sent assez fort pour s'ouvrir et qui fait assez confiance à son système de contrôle de la population pour pouvoir réorber sans trop de remous les vagues créées par la « pollution étrangère ». La dernière rapport du département d'Etat américain sur les droits de l'homme dans la monde rappelle que la situation est loin d'être parfaite en Chine dans ce domaine (2).

Si l'ouverture totale de la Chine n'est pas pour demain, la décision qui vient d'être annoncée ne fait que rendre plus archaïques les mesures très restrictives à l'encontre des étrangers toujours en vigueur dans les pays communistes voisins : Union soviétique, Vietnam, Corée du Nord ou Mongolie.

PATRICE DE BEER.

Accident d'avion près de Bilbao : 151 morts

Aucun des 144 passagers et des 7 membres d'équipage du Boeing 727 de la compagnie Iberia qui s'est écrasé la nuit du 19 février près de Bilbao n'a apparemment survécu à l'accident. Les gardes civils sur place ont signalé par radio que « après des recherches approfondies dans la région, il n'a pas été possible de retrouver de rescapés ».

L'accident s'est produit peu après 9 h 30, quand l'appareil qui effectuait la liaison Madrid-Bilbao a heurté une colline dans les environs de la ville de Durango, alors qu'il commençait à effectuer les premières manœuvres d'atterrissage.

Parmi les victimes figurent l'ancien ministre des affaires étrangères de Franco, M. Gregorio Lopez Bravo, ainsi que le ministre bolivien du travail, M. Gonzalo Guzman.

L'aéroport de Bilbao, situé dans une région très vallonnée, est traditionnellement d'accès difficile, particulièrement lorsque la météo est brumeuse, ce qui était le cas mardi.

[Né en 1923, Gregorio Lopez Bravo avait d'abord été ingénieur naval. Il était entré dans l'administration en 1959 comme directeur général du commerce extérieur. En 1962, il était nommé par

le roi Juan Carlos Ier ministre des affaires étrangères de Franco. M. Gregorio Lopez Bravo, ainsi que le ministre bolivien du travail, M. Gonzalo Guzman.

L'aéroport de Bilbao, situé dans une région très vallonnée, est traditionnellement d'accès difficile, particulièrement lorsque la météo est brumeuse, ce qui était le cas mardi.

[Né en 1923, Gregorio Lopez Bravo avait d'abord été ingénieur naval. Il était entré dans l'administration en 1959 comme directeur général du commerce extérieur. En 1962, il était nommé par

le roi Juan Carlos Ier ministre des affaires étrangères de Franco. M. Gregorio Lopez Bravo, ainsi que le ministre bolivien du travail, M. Gonzalo Guzman.

L'aéroport de Bilbao, situé dans une région très vallonnée, est traditionnellement d'accès difficile, particulièrement lorsque la météo est brumeuse, ce qui était le cas mardi.

[Né en 1923, Gregorio Lopez Bravo avait d'abord été ingénieur naval. Il était entré dans l'administration en 1959 comme directeur général du commerce extérieur. En 1962, il était nommé par

le roi Juan Carlos Ier ministre des affaires étrangères de Franco. M. Gregorio Lopez Bravo, ainsi que le ministre bolivien du travail, M. Gonzalo Guzman.

L'aéroport de Bilbao, situé dans une région très vallonnée, est traditionnellement d'accès difficile, particulièrement lorsque la météo est brumeuse, ce qui était le cas mardi.

[Né en 1923, Gregorio Lopez Bravo avait d'abord été ingénieur naval. Il était entré dans l'administration en 1959 comme directeur général du commerce extérieur. En 1962, il était nommé par

le roi Juan Carlos Ier ministre des affaires étrangères de Franco. M. Gregorio Lopez Bravo, ainsi que le ministre bolivien du travail, M. Gonzalo Guzman.

En Turquie

VINGT-DEUX SÉPARATISTES KURDES CONDAMNÉS À MORT

Ankara. (AFP). — Vingt-deux militants du Parti des travailleurs kurdes (PKK, principale organisation séparatiste de Turquie) ont été condamnés à mort par un tribunal militaire de Diyarbakir (sud-est de la Turquie), le 19 février, après le mardi 19 février de source judiciaire.

Un patron séquestré libéré puis incarcéré

De notre correspondant

Limoges. — M. Henri Louzier, PDG de la SOLLIC (Société limousine de carburants), a été séquestré dans son bureau le 15 février par les militants CGT de l'entreprise. Il a été libéré en fin de semaine par la police, mais ce fut pour être aussitôt incarcéré à la maison d'arrêt de Limoges. Un mandat de dépôt venait d'être délivré contre lui pour chèques sans provision (notamment pour payer les salaires), abus de biens sociaux, abus de confiance, etc.

C'est un nouveau chapitre d'un conflit qui défraye la chronique régionale depuis cinq ans. La SOLLIC, propriétaire de plusieurs stations-service, restaurants-hôtels en Limousin, employait en 1980 cent cinquante salariés. Elle en emploie aujourd'hui soixante. A plusieurs reprises, la section syndicale CGT de l'entreprise avait engagé — et gagné — des actions en justice pour entraver la liberté syndicale.

M. Louzier avait mis au point un système de délégués maison

qu'il rémunérait par des primes importantes. Pour l'ensemble du personnel, les salaires n'étaient plus payés depuis l'automne et l'entreprise s'enfonçait dans les difficultés avec des ventes en catastrophe de matériel, des projets non terminés, des bruyaux changements de décision. La CGT, puis les cadres CFTC et FO de la SOLLIC, avaient, dès 1981, porté l'affaire devant la justice. Les organisations syndicales demandaient que soit imposé le dépôt de bilan pour tenter de voir clair et de redresser la situation.

La séquestration de l'employeur a été pour ces organisations le moyen de forcer une décision qui, selon elles, tardait trop à venir. Elles accusent le tribunal de commerce d'avoir, par ses « énormes lenteurs », entraîné la liquidation probable d'une entreprise qui, selon elles, est viable.

GEORGES CHATAIN.

En Corée du Sud

LE GOUVERNEMENT DE M. LHO SHIN-YONG COMPTE TREIZE NOUVEAUX MINISTRES

Le gouvernement sud-coréen, dont la direction a été confiée, lundi 18 février, à M. Lho Shin-yong, (le Monde du 19 février), compte treize nouveaux ministres, sur vingt-deux portefeuilles attribués. Un porte-parole de la présidence a déclaré que les changements ainsi intervenus constituent une réponse à « la volonté nationale de stabilité et de réformes » qui s'est exprimée au cours du scrutin du 12 février, à l'occasion duquel l'opposition a fait une percée spectaculaire en emportant 67 sièges, contre 148 à la majorité.

Les portefeuilles économiques conservent les mêmes titulaires, ce qui signifie que le président Chun Doo-hwan n'a pas l'intention de changer de ligne dans ce domaine. Selon de bonnes sources, le responsable de la sécurité présidentielle, le général Chang Se-dong, devrait remplacer M. Lho à la tête des services de renseignements. (AFP, Reuter.)

Voici la composition du nouveau gouvernement :

Premier ministre, M. Lho Shin-yong ; vice-premier ministre et plan, M. Shin Byong-hyun (*) ; affaires étrangères, M. Lee Won-kyung (*) ; intérieur, M. Chung Suk-mo (*) ; finances, M. Kim Mahn-je (*) ; justice, M. Kim Suk-hwi ; défense, M. Yoon Sung-min (*) ; éducation, M. Sohn Jae-souk ; agriculture et pêches, M. Hwang In-sung ; commerce et industrie, M. Kim Jin-ho (*) ; énergie et ressources, M. Choi Doog-kyu (*) ; construction, M. Kim Sang-bae (*) ; santé et bien-être, M. Khee Hui-won ; transports, M. Rhee Hui-won (*) ; communication, M. Lee Jaekoo ; culture et information, M. Lee Won-hong ; administration publique, M. Park Sae-ji ; sciences et technologie, M. Kim Sung-jin ; unification nationale, M. Lee Se-ki ; travail, M. Cho Chul-kwo ; affaires publiques, M. Chung Jae-chul ; sports, M. Lee Young-ho (*).

(*) Sans changement.
(Lire page 6 notre dossier sur les deux Corées)

L'élection au suffrage universel des conseils régionaux aura lieu en même temps que le scrutin législatif de 1986 annonce M. Fabius

L'élection des conseils régionaux aura lieu en 1986, en même temps que les élections législatives, au suffrage universel et au scrutin proportionnel, selon les termes d'un projet de loi qui sera déposé à la prochaine session parlementaire, a annoncé mardi un communiqué du premier ministre.

« Après avoir consulté le président de la République, précise M. Laurent Fabius, j'ai estimé nécessaire qu'un projet de loi soit déposé à la prochaine session parlementaire, conformément aux engagements pris, pour élire les conseils régionaux au suffrage universel et au scrutin proportionnel. Afin de ne pas multiplier les consultations, cette élection des conseils régionaux devrait avoir lieu en 1986, en même temps que les élections législatives. »

Le premier ministre ajoute que les désignations actuelles des conseillers régionaux au suffrage indirect et le plus souvent au scrutin majoritaire « signifient que le suffrage universel ne s'exerce pas directement à ce niveau et que les minorités ne sont pas convenablement représentées ». « C'est une situation injuste, qu'il convient de corriger », conclut-il.

La promesse d'élire les conseils régionaux au suffrage universel figure dans les engagements pris par M. Mitterrand pendant la campagne présidentielle de 1981. A ce jour, seule la Corse (en vertu de son statut particulier) et les départements d'outre-mer ont pu élire leurs assemblées régionales au suffrage universel et à la proportionnelle.

Le premier ministre ajoute que les désignations actuelles des conseillers régionaux au suffrage indirect et le plus souvent au scrutin majoritaire « signifient que le suffrage universel ne s'exerce pas directement à ce niveau et que les minorités ne sont pas convenablement représentées ». « C'est une situation injuste, qu'il convient de corriger », conclut-il.

La promesse d'élire les conseils régionaux au suffrage universel figure dans les engagements pris par M. Mitterrand pendant la campagne présidentielle de 1981. A ce jour, seule la Corse (en vertu de son statut particulier) et les départements d'outre-mer ont pu élire leurs assemblées régionales au suffrage universel et à la proportionnelle.

Le premier ministre ajoute que les désignations actuelles des conseillers régionaux au suffrage indirect et le plus souvent au scrutin majoritaire « signifient que le suffrage universel ne s'exerce pas directement à ce niveau et que les minorités ne sont pas convenablement représentées ». « C'est une situation injuste, qu'il convient de corriger », conclut-il.

La promesse d'élire les conseils régionaux au suffrage universel figure dans les engagements pris par M. Mitterrand pendant la campagne présidentielle de 1981. A ce jour, seule la Corse (en vertu de son statut particulier) et les départements d'outre-mer ont pu élire leurs assemblées régionales au suffrage universel et à la proportionnelle.

Le premier ministre ajoute que les désignations actuelles des conseillers régionaux au suffrage indirect et le plus souvent au scrutin majoritaire « signifient que le suffrage universel ne s'exerce pas directement à ce niveau et que les minorités ne sont pas convenablement représentées ». « C'est une situation injuste, qu'il convient de corriger », conclut-il.

La promesse d'élire les conseils régionaux au suffrage universel figure dans les engagements pris par M. Mitterrand pendant la campagne présidentielle de 1981. A ce jour, seule la Corse (en vertu de son statut particulier) et les départements d'outre-mer ont pu élire leurs assemblées régionales au suffrage universel et à la proportionnelle.

Le premier ministre ajoute que les désignations actuelles des conseillers régionaux au suffrage indirect et le plus souvent au scrutin majoritaire « signifient que le suffrage universel ne s'exerce pas directement à ce niveau et que les minorités ne sont pas convenablement représentées ». « C'est une situation injuste, qu'il convient de corriger », conclut-il.

La promesse d'élire les conseils régionaux au suffrage universel figure dans les engagements pris par M. Mitterrand pendant la campagne présidentielle de 1981. A ce jour, seule la Corse (en vertu de son statut particulier) et les départements d'outre-mer ont pu élire leurs assemblées régionales au suffrage universel et à la proportionnelle.

Le premier ministre ajoute que les désignations actuelles des conseillers régionaux au suffrage indirect et le plus souvent au scrutin majoritaire « signifient que le suffrage universel ne s'exerce pas directement à ce niveau et que les minorités ne sont pas convenablement représentées ». « C'est une situation injuste, qu'il convient de corriger », conclut-il.

La promesse d'élire les conseils régionaux au suffrage universel figure dans les engagements pris par M. Mitterrand pendant la campagne présidentielle de 1981. A ce jour, seule la Corse (en vertu de son statut particulier) et les départements d'outre-mer ont pu élire leurs assemblées régionales au suffrage universel et à la proportionnelle.

Le premier ministre ajoute que les désignations actuelles des conseillers régionaux au suffrage indirect et le plus souvent au scrutin majoritaire « signifient que le suffrage universel ne s'exerce pas directement à ce niveau et que les minorités ne sont pas convenablement représentées ». « C'est une situation injuste, qu'il convient de corriger », conclut-il.

Sur le vif

Lessivé

Ariès, Ono, Skip, Gamma, Bonnet... C'est quoi votre lessive préférée ? Moi, je ne sais pas bien. Arrivée devant le rayon l'hygiène, j'essaie désespérément de me rappeler laquelle lavait plus doux, plus blanc, plus tarte et plus gringant la veille sur l'A 2, ou est-ce que c'était sur TF 1, celle de la femme du viticulteur ou celle de la copine de la gourde qui a acheté la mauvaise marque. Je m'y perds. Je finis par tout confondre. J'en parle l'autre jour devant le mari de la cousine par alliance de ma belle-sœur. Il a dit que ça n'avait aucune importance, qu'elles se valaient toutes et qu'il n'y avait qu'à prendre la moins chère.

Où, bon, ces mecs qui jouent les esprits forts, ça va, on connaît. Qu'est-ce qu'il en sait d'abord ? Il ne les a pas toutes essayées. Alors que les mères de famille qu'on voit à la télé, elles ne font que ça, traquer la méchante tache, corner l'arabesque vicieuse et ténace. Elles n'ont pas de cherties. Elles ont vraiment des mêmes dégoûts.

Moi, au début, c'est dégoût de chemisiers douteux et de t-shirts crasseux, ça me coupait l'appétit. Et puis je me suis habituée. Maintenant, ça me ferait tout drôle de ne pas manger mes nouilles devant une pile de linge sale. Remarque, elle n'est pas toujours sale, la pile. Il y a un moment, très court, faut le saisir, où elle est propre. Elle a été bouffée aux enzymes, racée au calcaire, blanchie au bleu. Et elle est impeccable.

Moi, je leur fais confiance à ces nanes. Si elles se cramponnent comme des maniaques à leur baril de je ne sais plus quoi, si elles refusent catégoriquement de l'échanger contre deux barils d'une autre marque, elles doivent avoir des bonnes raisons quand même. Ou alors elles sont raide dingues.

Il y en a une, en tout cas, de raisons qui est facile à comprendre, c'est le petit cadeau, le joujou en plastique ou le plat en pyrex. C'est un bon argument de vente, ça, non ? Vous me direz combien de petits plats peut-on avoir chez soi ?

Non, moi ce qui me tentait bien davantage, c'est le diamant que ça fabrique américain offre à ses clientes. Il y en a un dans chaque paquet. Tous faux. Sauf un. Un tout les quatre mille cinq cents barils. Je vivrais à bas, je les achèterais tous d'un coup. J'en aurais pour quarante ans. Et avec mon diamant, je me payerais, devinez quoi, ou plutôt qu... la mère Denis.

CLAUDE SARRAUTE.

Un cœur artificiel franco-saoudien est implanté avec succès sur une génisse

Un cœur artificiel d'un nouveau type vient d'être implanté avec succès sur une génisse. Cette expérience a été menée à Paris dans le laboratoire de l'école de chirurgie de l'Assistance publique sous la direction de l'équipe du professeur Christian Cabrol (Hôpital-Salpêtrière) avec le concours du professeur Heinz Kaibach (Stuttgart) et du docteur Hassan Raffat (hôpital du roi Fahd Djeddah). Il s'agit là du premier résultat d'un accord franco-saoudien de développement d'une prothèse cardiaque humaine. Cet accord a été passé il y a un an et demi, le financement étant assuré par les Saoudiens. La conduite industrielle du projet a été confiée à l'Aérospatiale.

La prothèse implantée, inventée par le docteur Didier Lapeyre, est constituée d'un assemblage d'acier (pour les valves) et de carbone-carbone, matériau composite remarquable par ses capacités à être accepté par les tissus vivants. « L'originalité de cette prothèse, indique-on, à l'Aérospatiale, réside dans sa configuration, identique à celle du cœur humain. Grâce à notre effort de miniaturisation, nous disposons d'un appareil deux fois plus petit que celui utilisé chez l'homme aux Etats-Unis. Nous avons aussi gagné 25 % sur le poids. Une telle prothèse peut donc, à la différence de celle de l'équipe américaine être implantée chez la femme. »

Ces progrès ne s'accompagnent cependant pas d'une miniaturisation de la source d'énergie, point capital du développement de ce type de prothèse. Le système hydro-pneumatique du prototype français demeure, en effet, extérieur au malade comme dans le cas de la prothèse Jarvik VII utilisée à Louisville par le docteur de Vries.

D'autres implantations sur l'animal sont aussi programmées en France et en Arabie Saoudite. L'équipe franco-saoudienne espère pouvoir réussir une première humaine avant deux ans.

Selon la BRI

LES TRANSACTIONS EN ECU SE DÉVELOPPENT

« Au cours des dernières années, les transactions bancaires internationales libellées en unités de compte européennes (ECU) ont connu une expansion rapide », indique la Banque des règlements internationaux (BRI) dans son rapport trimestriel. Le secteur de l'ECU arrive en cinquième position sur le marché bancaire international, mais loin encore de ceux du dollar, du deutschemark, du franc suisse et du yen.

Le rapport note que la croissance du marché de l'ECU est essentiellement imputable à quatre centres européens : Belgique-Luxembourg, France, Italie, Grande-Bretagne. En septembre 1984, détenaient 97 % des avoirs et 96 % des engagements déclarés en ECU. Aussi la BRI conclut-elle que l'« expansion future du marché dépend de sa capacité d'étendre son activité de prêt bien au-delà de l'Italie et de la France », ces deux pays, du fait de leur besoin de financement extérieur, rassemblant 82 % des échéances des banques déclarantes (respectivement 3,6 milliards et 1,4 milliard de dollars).

« L'attente d'Alajaccio revendiquée », L'ex-F.L.N.C. a revendiqué, lundi 18 février, l'attentat à l'explosif survenu la veille contre le quartier Grossetti à Ajaccio, siège de la 55^e division militaire territoriale. Le général Bernard Philippinot, inspecteur général de l'armée de terre, chargé par le ministre de la défense d'enquêter sur les mesures de sécurité en vigueur dans les bâtiments militaires de l'île, a quitté, le 18 février, Ajaccio après un séjour de vingt-quatre heures. Dès le milieu de la matinée, on pouvait voir, dans le quartier Grossetti, des sentinelles armées.

150